

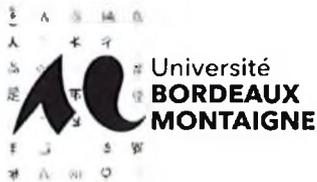
Año 34 N° 350 / 10 de noviembre de 2023



Boletín Oficial

- Convenios Específicos de Intercambio de Profesores y de Estudiantes y Convenio Marco de Cooperación suscriptos entre la "Université Bordeaux Montaigne", Francia y esta Universidad
- Resolución N° 1201/23 - Presidencia
- Adenda N° 1 al Convenio Específico de Movilidad N° 2019-702 y Adenda N° 1 al Convenio Marco de Cooperación Cultural, Educativa y Científica N° 219-701 suscriptos entre la "Université Savoie Mont Blanc", Francia y esta Universidad
- Convenio de Colaboración suscripto entre la Fundación General de la Universidad de Salamanca, España y esta Universidad
- Convenio Internacional de Tesis Doctoral suscripto entre la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria, España y esta Universidad
- Convenio Específico de Subvención suscripto entre el Ministerio de Producción, Ciencia e Innovación Tecnológica de la Provincia de Buenos Aires, la Fundación de la Facultad de Ingeniería para la Transferencia Tecnológica y la Promoción de Empresas de Bienes y Servicios y esta Universidad
- Convenio Específico suscripto entre el Hospital Interzonal General de Agudos "Dr. Rodolfo Rossi" de La Plata y esta Universidad
- Convenio Específico suscripto entre la Municipalidad de Tres Arroyos, Provincia de Buenos Aires y esta Universidad
- Convenio Específico "Secondment Agreement" suscripto entre la Universidad de Le Mans, Francia, en el marco del Proyecto SciCoMove del Programa RISE - HORIZON 2020 de la Unión Europea y esta Casa de Estudios
- Reglamento de uso de Vestuarios y Guardarropas - Dirección de Deportes UNLP
- Reglamento Natatorio y Espacios de uso Común - Dirección de Deportes UNLP
- Reglamento Colonia de Vacaciones - Dirección de Deportes UNLP
- Convenio Específico entre la Comisión Provincial por la Memoria y esta Universidad

- Acuerdo Específico suscripto entre el Ministerio de Infraestructura y Servicios Públicos de la Provincia de Buenos Aires y esta Universidad
- Convenio Específico de Licencia de Uso de Software y Servicio de Asistencia Técnica para el Mencionado Uso y Convenio Marco suscriptos entre la Municipalidad de Goya, Provincia de Corrientes y esta Universidad
- Convenio Específico suscripto entre la Municipalidad de Dolores y esta Universidad



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

Convention d'application relative à la mobilité des étudiants

Entre

**L'UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE
(FRANCE)**

Et

**LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA
(ARGENTINE)**

--§--§--

Vu l'Accord-cadre de coopération signé le ..23... / ...10... /2023..... entre les deux établissements en vue de favoriser la **mobilité étudiante**,

L'Université Bordeaux Montaigne (ci-après UBM), siégeant au Domaine Universitaire, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac, France, et représentée par son Président, Pr. Lionel LARRÉ,

ET

La Universidad Nacional de La Plata (ci-après « UNLP »), siégeant Av. 7 n° 776 de La Plata, Bs. As, Argentine, et représentée par sa Vice-présidente, Dr. Andrea Varela, et en tant que responsable naturel du présent accord, Prof. Patricio Lorente,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

PARTIE I Objectifs

La présente Convention d'application a pour objectif d'établir les termes du programme d'échange d'étudiants des établissements partenaires de Licence, Master et Doctorat, dans leurs différents domaines de compétences communs.

Les étudiants doivent remplir les mêmes exigences et bénéficier des mêmes conditions d'accueil. La mobilité ne sera facilitée que si un contrat d'études est établi au préalable par l'enseignant compétent.

1 / 6

PARTIE II

Termes du programme d'échange d'étudiants

Article 1. COORDINATION

La coordination du programme sera assurée :

- pour le compte de l'UBM, par : Cécilia González Scavino, Maître de conférences en Littérature latino-américaine, Département d'Etudes Ibériques et Ibéro-américaines (cecilia.gonzalez@u-bordeaux-montaigne.fr)
- pour le compte de l'UNLP, par : Graciela Humbert Lan, Sous-Secrétaire des Relations Internationales de l'UNLP (graciela.humbertlan@presi.unlp.edu.ar).

En cas de changement de coordinateurs, l'institution concernée notifiera le nom du nouveau responsable à l'autre partie dans les meilleurs délais.

Les coordinateurs informeront régulièrement les services compétents de leur établissement d'origine de l'actualité de la coopération.

Le suivi administratif sera assuré :

- À UBM, par la Direction des Relations Internationales. Contacts : + 33 (0)5 57 12 21 77 / cooperation-internationale@u-bordeaux-montaigne.fr / DRI, Université Bordeaux Montaigne, Domaine Universitaire, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac Cedex, FRANCE.
- À l'UNLP, par le Secrétariat des Relations Internationales (DRIU). Contacts : +54 221 644-7055 / rel.internacionales@presi.unlp.edu.ar / PRIU, Universidad Nacional de La Plata – UNLP – Edificio Anexo rectorado – oficina 5 – Calle 7 N°776 – CP 1900 La Plata – Bs. As. ARGENTINE.

Article 2. Responsable ad hoc.

Av. Javier Mor Roig, Secrétaire aux Relations Institutionnelles de l'UNLP, sera responsable ad hoc. de cet accord, conformément à l'ordonnance 295/18 de l'UNLP.

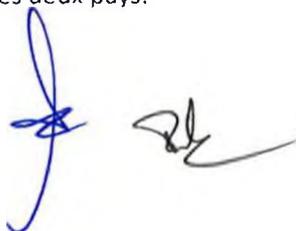
Article 3. NOMBRE D'ÉTUDIANTS

Chaque établissement pourra accueillir jusqu'à **quatre (4)** étudiant(s) par année universitaire, ou un nombre équivalent d'étudiants par semestre. Les parties veilleront à maintenir un équilibre sur la durée de réalisation du programme quant au nombre d'étudiants de chaque établissement y participant. Pour ce calcul, un étudiant sélectionné pour deux semestres équivaut à deux étudiants sélectionnés pour un semestre chacun.

Article 4. DURÉE DU SÉJOUR – MODALITÉS DE PROLONGATION

La durée du séjour dans l'établissement d'accueil peut être d'un ou deux semestres. La prolongation éventuelle du séjour de l'étudiant devra être conforme aux lois du pays concerné.

La mobilité des étudiants de l'UBM est soumise à la validation du Président de l'Université et tiendra compte des dispositions réglementaires concernant les relations entre les deux pays.



Article 5. PROFIL DE L'ÉTUDIANT

Pour pouvoir participer au programme d'échange, les étudiants devront avoir validé au minimum :

- pour les étudiants d'UBM, une première année en établissement d'enseignement supérieur.
- pour les étudiants de l'UNLP, avoir validé 50% de leur cursus.

Ils devront également avoir une maîtrise suffisante de la/les langue(s) d'enseignement de l'établissement d'accueil.

Les étudiants sélectionnés pour venir étudier à UBM devront avoir satisfait à un test officiel (TCF, DELF, DALF ou tout autre accepté par UBM) de niveau linguistique B2 en français pour un diplôme de Licence et de niveau linguistique C1 pour un diplôme de Master.

(Ce prérequis ne concerne pas les étudiants suivant uniquement les cours du DEFLE).

Le Département d'Études du Français Langue Étrangère (DEFLE) organise pendant l'année universitaire des cours de langue et de culture françaises à l'intention d'étudiants non francophones. Des informations supplémentaires peuvent être trouvées sur la page Internet <http://www.u-bordeaux-montaigne.fr/fr/formations/admission-inscription/francais-pour-non-francophones.html>.

Les étudiants sélectionnés pour étudier à l'UNLP devront avoir une maîtrise de l'espagnol équivalent à un niveau B1 du cadre de référence de l'Union Européenne (CECRL).

Article 6. MODALITÉS DE SÉLECTION ET D'INSCRIPTION DES ÉTUDIANTS

La sélection des étudiants participant au programme d'échange sera réalisée en plein accord par les deux établissements selon des critères et un calendrier définis conjointement. Au terme de cette procédure, ils seront inscrits au sein de l'établissement d'accueil selon les conditions et modalités fixées par le présent accord.

Les étudiants non-européens inscrits dans un établissement de l'un des pays relevant de la procédure « Etudes en France » devront formuler leur demande de visa sur le site web accessible à cette adresse : <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/etudesenfrance/dyn/public/authentication/login.html>

La liste des pays concernés par la procédure « Études en France » est accessible à cette adresse : <https://www.campusfrance.org/fr/faq/quels-sont-les-pays-relevant-de-la-procedure-etudes-en-france>

Les étudiants non-européens résidant dans un pays non concerné par cette procédure doivent formuler leur demande de visa auprès des services consulaires de leur pays de résidence.

À l'UBM, pour une mobilité dès le premier semestre, lequel débute en septembre : les nominations des étudiants sélectionnés pour étudier à l'UBM devront être envoyées par l'établissement partenaire au Pôle Mobilité entre le **15 février et le 31 mars**. Les étudiants devront ensuite s'inscrire en ligne avant le 15 avril.

Pour une mobilité au second semestre, lequel débute en janvier : nominations et inscriptions en ligne sont à effectuer **avant le 31 octobre**.

La procédure de candidature sera communiquée chaque année par le Pôle Mobilité de l'UBM (incomingstudents@u-bordeaux-montaigne.fr).

À l'UNLP, pour une mobilité dès le premier semestre, lequel débute en mars : les nominations des étudiants sélectionnés pour étudier à l'UNLP devront être faites **entre le 15 août et le 30 septembre**. Pour une mobilité au second semestre, lequel débute en août : les dates de candidature sont comprises **entre le 1^{er} mars et le 15 avril**.

Les étudiants de l'UBM seront considérés comme des étudiants réguliers dans leur université d'origine et y paieront donc des droits d'inscription, le cas échéant. Ils seront exemptés de droits d'inscription à l'UNLP s'ils suivent des cours réguliers au niveau du premier et du deuxième cycle. Les étudiants de l'UNLP participant à l'échange seront considérés comme des étudiants réguliers dans leur université d'origine. Ils seront exonérés des droits d'inscription à l'UBM s'ils suivent des cours réguliers de premier cycle (licence) et/ou de master. Cette exonération ne s'applique pas aux formations linguistiques spécifiques ou complémentaires suivies dans des centres de formation linguistique, ni aux formations non régulières ou

doctorales. Dans ce dernier cas, il est laissé à la discrétion de chaque faculté d'accorder à l'étudiant un avantage financier.

Article 7. CALENDRIER

Les étudiants participant au programme d'échange devront respecter les dates de début et de fin de semestre établies dans le calendrier universitaire de l'établissement d'accueil.

Le calendrier de candidature à la mobilité, indiquant les dates limites de dépôt de dossier et les conditions pratiques, est fixé chaque année en fonction du calendrier universitaire de chaque établissement.

À l'UBM, le calendrier universitaire est voté par les instances décisionnaires de l'université et sera communiqué au partenaire dans les meilleurs délais. Sous réserve de modifications, le premier semestre a lieu de septembre à janvier, le deuxième semestre de janvier à avril.

À l'UNLP, le calendrier universitaire est voté par les instances décisionnaires de l'université et sera communiqué au partenaire dans les meilleurs délais.

Article 8. ACCUEIL DES ÉTUDIANTS

Les parties s'engagent à offrir aux étudiants de l'établissement partenaire :

- une aide à la réalisation des démarches administratives
- des conseils et orientations pédagogiques
- un accès gratuit aux services complémentaires (bibliothèques, informatique) dans la mesure des disponibilités
- un accès aux manifestations culturelles et sportives, sous réserve de l'acquittement par l'étudiant des frais prévus par la réglementation en vigueur dans chacun des établissements.

Aucun accueil personnalisé ne sera assuré à la gare ou à l'aéroport d'arrivée de l'étudiant.

Les établissements partenaires doivent veiller à ce que les étudiants participant au programme d'échange effectuent toutes les formalités administratives nécessaires à leur mobilité (obtention du visa, papiers d'identité en règle, couverture santé, etc.).

Article 9. DROITS D'INSCRIPTION ET FRAIS DE FORMATION

Les étudiants devront prendre en charge l'ensemble des coûts liés à leur mobilité.

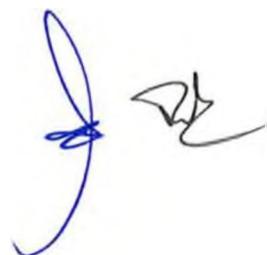
Ils devront se soumettre aux lois du pays et à la réglementation en vigueur de l'établissement d'accueil.

Outre leur inscription, les étudiants doivent être couverts par une assurance santé, une assurance de responsabilité civile et une assurance de rapatriement, valables toute la durée de leur séjour.

Article 10. VALIDATION DES COURS

Les enseignements suivis par les étudiants dans l'établissement d'accueil feront l'objet d'un contrat d'études. Ils seront soumis à une évaluation dont le mode sera précisé par l'établissement d'accueil. L'établissement d'accueil s'engage à envoyer à l'établissement d'origine la transcription des résultats (note, ECTS, etc.). La reconnaissance académique de la mobilité sera appliquée par l'établissement d'origine, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 11. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ



Chaque Partie s'engage à considérer comme confidentielles, et s'interdit à divulguer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, toute information (ci-après toutes désignées par le terme générique « informations confidentielles »), telles que notamment des documents, systèmes, logiciels, savoir-faire, méthodes, connaissances (ci-après toutes désignées par le terme générique « informations confidentielles ») reçues de l'autre Partie ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord, directement ou indirectement, et à n'utiliser ces informations confidentielles que pour l'exécution du programme de recherche, sauf si une autorité judiciaire compétente l'exige.
Toute infraction de cette clause aura pour conséquence la cessation de l'Accord.

Chaque Partie s'engage à ce que les membres de son personnel et ses étudiants respectent l'obligation de confidentialité contenue dans le présent article et à prendre les mesures nécessaires pour garantir ladite obligation de confidentialité.

Article 12. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les parties s'engagent à respecter et à se conformer à tout moment à la réglementation en vigueur dans leur pays respectif en matière de protection des données personnelles ou de renseignements personnels (selon le terme utilisé dans la législation applicable à chacune des Parties). Plus particulièrement, les Parties reconnaissent que la Universidad Nacional de La Plata se conforme aux lois et aux règles internes suivantes relatives à la protection des renseignements personnels (tel que ce terme est défini dans lesdites lois et règles internes) :

- i. Loi 25.326 et Ordonnance 293/18 sur le Régime d'accès à l'information, la protection des données et la transparence de la Universidad Nacional de La Plata.

Les parties reconnaissent que l'UBM se conforme à la législation et aux règles internes suivantes relatives à la protection des données à caractère personnel :

- ii. La législation de la France applicable ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ; et

Exportateur de données : Université Bordeaux Montaigne, Universidad Nacional de La Plata

Importateur de données : Universidad Nacional de La Plata, Université Bordeaux Montaigne

Personnes concernées : personnel et étudiants de l'Université Bordeaux Montaigne et de la Universidad Nacional de La Plata

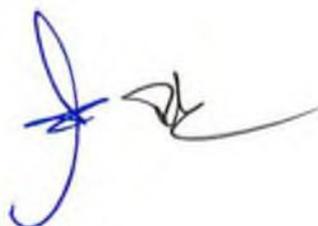
Finalités du transfert : Mobilité d'études

Catégories de données : identité et adresse mail des personnes concernées par le(s) partenariat(s) décrit dans la convention (gestionnaires administratif, enseignants-chercheurs, étudiants)

Destinataires : les personnes habilitées à traiter les données échangées (gestionnaires administratif, enseignants-chercheurs)

Limite de conservation : à l'UBM, la durée à usage administratif (DUA) est de 10 ans maximum. À l'UNLP, la durée maximale de conservation des données est de 10 ans maximum.

PARTIE III Renouvellement, cessation et amendements



La durée de validité du présent accord est équivalente à celle de l'accord cadre dont il dépend. L'accord entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties après approbation par les autorités de tutelle.

En cas de renouvellement, il sera de nouveau soumis aux procédures en vigueur.

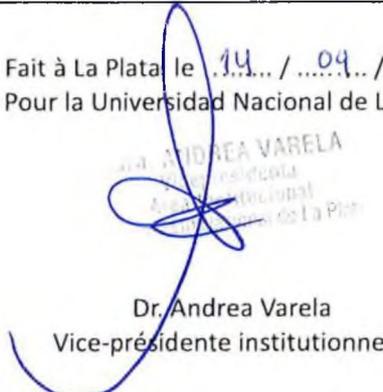
L'accord peut être dénoncé par l'une des parties avec un préavis de **six (6) mois**. La résiliation n'affecte pas les parties aux activités en cours qui n'ont pas été expressément résiliées par les institutions signataires.

Les modifications éventuelles au présent accord, établies sous forme d'un avenant, devront suivre une procédure identique à celle de l'établissement du présent accord.

PARTIE IV Publicité

Les parties conviennent de faire connaître cet accord sur leurs sites institutionnels respectifs, en incluant un lien vers le site du partenaire dans l'article correspondant. La Universidad Nacional de La Plata doit être liée à l'adresse <https://www.unlp.edu.ar> et à l'Université Bordeaux Montaigne à l'adresse <https://www.u-bordeaux-montaigne.fr>.

Le présent accord est établi en **deux (2)** exemplaires originaux en français et **deux (2)** en espagnol. Les deux versions font également foi.

<p>Fait à Pessac, le 23... / 10... / 2023 Pour l'Université Bordeaux Montaigne,</p>  <p>UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE P. Lionel LARRÉ Président PRÉSIDENCE</p>	<p>Fait à La Plata, le 14... / 04... / 2023 Pour la Universidad Nacional de La Plata</p>  <p>Dr. Andrea Varela Vice-présidente institutionnelle</p>
	<p>Fait à La Plata, le 10... / 04... / 2023 Pour la Universidad Nacional de La Plata</p>  <p>Prof. Patricio Lorente Secrétaire Général</p>

Acuerdo específico de intercambio de estudiantes

Entre

**LA UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE
(FRANCIA)**

Y

**LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA
(ARGENTINA)**

Según el acuerdo-marco de cooperación firmado entre las dos instituciones el ...23... / ..10... /
...2023..... y con intención de favorecer la movilidad estudiantil:

La Université Bordeaux Montaigne (*infra* "UBM"), ubicada en el Domaine Universitaire, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac, France, representada por su Presidente, el Profesor Lionel LARRÉ, de una parte,

Y

La Universidad Nacional de La Plata (*infra* "UNLP"), ubicada en Av. 7 n° 776 de La Plata, Bs .As, Argentina, representada en este acto por su Vicepresidente Institucional, Dra. Andrea Varela , y en calidad de responsable natural del presente convenio, Prof. Patricio Lorente, de otra parte,

HAN ACORDADO LO SIGUIENTE:

PARTE I Objetivos

El presente acuerdo específico tiene por objetivo establecer los términos del programa de intercambio de estudiantes de grado y posgrado en sus áreas comunes de competencias.

Los estudiantes deberán cumplir los mismos requisitos y beneficiarán de iguales condiciones de acogida. Sólo se facilitará la movilidad con la elaboración previa de un contrato de estudios por el docente competente.



PARTE II

Términos del programa de intercambio de estudiantes

Artículo 1. Coordinación

La coordinación del programa será garantizada:

- por parte de la UBM, por Cecilia González Scavino, profesora titular de Literatura Latinoamericana, departamento de Estudios Ibéricos e Iberoamericanos (cecilia.gonzalez@u-bordeaux-montaigne.fr)
- por parte de la UNLP, por Graciela Humbert Lan, Prosecretaria de Relaciones Internacionales, Universidad Nacional de La Plata (graciela.humbertlan@presi.unlp.edu.ar)

En caso de cambio de coordinadores, la institución notificará el cambio a la otra parte lo antes posible.

Los coordinadores notificarán con regularidad las actividades de este convenio a los servicios competentes de la institución de origen.

El seguimiento administrativo será garantizado:

- por parte de la UBM, por la Dirección de Relaciones Internacionales.

Contacto: + 33 (0)5 57 12 21 77 / cooperation-internationale@u-bordeaux-montaigne.fr / DRI, Université Bordeaux Montaigne, Domaine Universitaire, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac Cedex, FRANCE.

- por parte de la UNLP, por la Prosecretaría de Relaciones Internacionales Universitarias (DRIU), Contactos: +54 221 644 7055 / rel.internacionales@presi.unlp.edu.ar / PRIU, Universidad Nacional de La Plata – UNLP – Edificio Rectorado – oficina 5 – Calle 7 n° 776 – CP 1900 La Plata – Bs. As. ARGENTINA

Artículo 2. Responsable Ad Hoc.

Será responsable ad-hoc del presente acuerdo, en los términos de la ordenanza 295/18 UNLP, Abog. Javier Mor Roig, Secretario de Relaciones Institucionales, UNLP.

Artículo 3. Número de estudiantes

Cada institución podrá recibir hasta **4** estudiante(s) por año universitario. Las partes se esforzarán por mantener un equilibrio sobre la duración de realización del programa, en cuanto al número de estudiantes de cada institución. Para este cálculo, un estudiante seleccionado por dos semestres equivale a dos estudiantes seleccionados por un semestre cada uno.

Artículo 4. Duración de la estadía y modalidades de prórroga

La duración de la estadía en la institución de acogida será de uno o dos semestres. La posible prórroga de la estadía deberá conformarse con la legislación local y nacional.

La movilidad de los estudiantes de la UBM está condicionada por la aprobación previa del Presidente de la Universidad, la cual tendrá en cuenta las disposiciones regulatorias relativas a las relaciones entre los dos países asociados.

Artículo 5. Perfil del estudiante

Para poder participar en el programa de intercambio, los estudiantes deberán haber cursado y aprobado como mínimo:

- Para los estudiantes de la UBM: un primer año de estudio de enseñanza superior.

- Para los estudiantes de la UNLP: 50% de la carrera de grado que realicen.

Igualmente deberán tener un conocimiento suficiente del idioma en que se imparta la enseñanza en la institución socia.

Los estudiantes seleccionados para estudiar en la UNLP, deben poseer un dominio de español equivalente a nivel B1 del Marco Común Europeo de Referencia.

Los estudiantes seleccionados para estudiar en la UBM dentro del marco de un diploma necesitarán haber aprobado una prueba oficial de francés (TCF, DELF, DALF u otra aceptada por la UBM) y haber obtenido el nivel B2 para el diploma de grado y el nivel C1 para el diploma de master.
(Este requisito previo no atañe a los estudiantes únicamente registrados en el DEFLE).

El Departamento d'Études du Français Langue Étrangère (DEFLE) organiza cada año universitario cursos de idioma y cultura francesa para los estudiantes no francófonos. Las informaciones adicionales se pueden encontrar en la página web <http://www.u-bordeaux-montaigne.fr/fr/formations/admission-inscription/francais-pour-non-francophones.html>

Los estudiantes seleccionados para estudiar en la UNLP deben tener un dominio del español equivalente al nivel B1 del Marco de Referencia de la Unión Europea para las Lenguas (MCER).

Artículo 6. Modalidades de selección y de matrícula de los estudiantes

La selección de los estudiantes que participen en el programa de intercambio será realizada por pleno acuerdo de ambas instituciones, según los requisitos y la agenda definidos conjuntamente. Una vez finalizados los trámites, los estudiantes serán inscritos en la institución de acogida según las condiciones y modalidades fijadas en el presente acuerdo.

Los estudiantes extracomunitarios matriculados en una institución de uno de los países cubiertos por el procedimiento "Etudes en France" deben solicitar un visado en el sitio web accesible en esta dirección: <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/etudesenfrance/dyn/public/authentication/login.html;jsessionid=553A0DE7FD9E3D149D0A51AE1B5D3843.jvm01g152-3?codeLangue=EN>

La lista completa de países afectados por el procedimiento "Etudes en France" está disponible aquí:
<https://www.campusfrance.org/en/faq/which-countries-are-affected-by-the-etudes-en-france-studying-in-france-procedure>

Los estudiantes extracomunitarios cuyos países no estén incluidos en esta lista deben efectuar los trámites relativos a la solicitud del visado dirigiéndose a los servicios consulares en su país de residencia.

Para una movilidad durante el primer semestre, que comienza en septiembre: las nominaciones de los estudiantes seleccionados para estudiar en la UBM deben ser enviadas por la institución socia al Departamento de Movilidad **entre el 15 de febrero y el 31 de marzo**. Los estudiantes deben inscribirse en línea **antes del 15 de abril**. Para la movilidad del segundo semestre, que comienza en enero: las candidaturas y las inscripciones en línea deben realizarse **antes del 31 de octubre**.

El procedimiento de solicitud será comunicado cada año por el departamento de movilidad de la UBM (incomingstudents@u-bordeaux-montaigne.fr).

Para una movilidad durante el primer semestre, que comienza en marzo: las aplicaciones de los estudiantes seleccionados para estudiar en la UNLP para la movilidad del primer semestre, que comienza en marzo, las fechas de aplicación deben ser del **15 de agosto al 30 de septiembre**. Para la movilidad del segundo semestre, que comienza en agosto, las fechas de aplicación deben ser del **1 de marzo al 15 de abril**.



Los estudiantes de UBM serán considerados alumnos regulares de la universidad de origen y por lo tanto abonarán allí los gastos de matrícula, si los hubiera. Estarán exentos de tasas en UNLP, si toman cursos regulares de nivel de grado.

Los estudiantes UNLP que participen en el intercambio serán considerados alumnos regulares de la universidad de origen. Estarán exentos de pago de matrícula en UBM si toman cursos regulares de Grado y/o Máster.

La exoneración indicada ut-supra no se aplica a la enseñanza específica o complementaria de idioma seguida en centros de formación lingüística, ni a cursos formación no reglada o de doctorado. En este último caso, queda a criterio de cada Facultad brindarle al alumno algún beneficio económico.

Artículo 7. Calendario

Los estudiantes participantes del programa de intercambio deberán respetar las fechas de inicio y fin de semestre establecidas en el calendario universitario de la institución de acogida.

El calendario de proceso de solicitud para la movilidad indicará las fechas límites de candidatura y las condiciones prácticas de solicitud. Está fijado cada año según el calendario universitario de cada institución.

En la UBM, el calendario universitario está decidido por las instancias directivas de la Institución y será comunicado a la institución socia lo antes posible. Sujeto a cambios, el primer semestre va de septiembre a enero, el segundo semestre de enero a abril.

En UNLP, el calendario universitario está decidido por las instancias directivas de la Universidad y será comunicado a la universidad socia lo antes posible.

Artículo 8. Acogida de los estudiantes

Las partes acuerdan ofrecer a los estudiantes del intercambio:

- una ayuda en la realización de los trámites administrativos
- consejos y orientaciones pedagógicas
- un acceso gratuito a los servicios complementarios, en la medida de disponibilidad (biblioteca, informática)
- un acceso a los eventos culturales y deportivos a reserva del pago por el estudiante de los gastos previstos por la reglamentación vigente en cada institución.

Ningún tipo de acogida personalizada será organizada para los estudiantes en el aeropuerto o en la estación de llegada.

Las partes verificarán que los estudiantes que participen en el programa de intercambio cumplan todos los requisitos administrativos correspondientes a la movilidad (obtención del visado, pasaporte, seguro de salud, etc.).

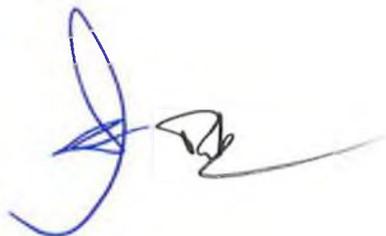
Artículo 9. Derechos de matrícula y gastos de formación

Los estudiantes deberán asumir todos los gastos relacionados con su movilidad.

Deberán someterse a la reglamentación vigente en la institución de acogida.

Para matricularse, los estudiantes deberán estar cubiertos por un servicio de salud público o privado, constituir una póliza de responsabilidad civil y tener un seguro de repatriación válido durante la totalidad de su estancia en el establecimiento de acogida (como mínimo en Francia/Argentina).

Artículo 10. Validación de cursos



Los estudios cursados en la institución de acogida estarán indicados en un contrato pedagógico y llevarán a una evaluación según los criterios de la institución. La institución de acogida deberá enviar la transcripción de los resultados (nota, grado, créditos, horas etc.) a la otra parte. El reconocimiento académico de la movilidad podrá ser convalidado por la institución de origen, de acuerdo a la normativa correspondiente.

Artículo 11. Cláusula de confidencialidad

Durante toda la duración de este acuerdo e incluso tras su finalización o su cancelación, las partes se comprometen a respetar la confidencialidad de las informaciones y de los documentos, sistemas, aplicaciones informáticas, competencias, métodos, conocimientos de todo tipo, intercambiados por ambas partes. Por consiguiente, se prohíbe el acceso a estas informaciones y documentos a terceros, salvo requerimiento de autoridad judicial competente.

La vulneración de esta cláusula tendrá como consecuencia la rescisión del convenio.

Cada parte tomará las medidas necesarias a fin de que el personal de la institución y los estudiantes del intercambio con acceso a estas informaciones y documentos respeten esta obligación de confidencialidad.

Artículo 12. Protección de datos personales

Las Partes se comprometen a respetar y cumplir en todo momento la normativa vigente en sus respectivos países en materia de protección de datos personales o de información personal (tal y como se define en la legislación aplicable a cada una de las Partes). En concreto, las Partes reconocen que la Universidad Nacional de La Plata cumple con las siguientes leyes y normas internas relativas a la protección de la información personal (tal como se define este término en dichas leyes y normas internas):

- i. La ley 25326 y la Ord 293/18 sobre sobre Régimen de acceso a la información, protección de datos y transparencia de la Universidad Nacional de La Plata

Las partes reconocen que la UBM cumple con la siguiente legislación y normas internas relativas a la protección de datos personales:

- ii. La legislación aplicable de Francia, así como el Reglamento (UE) 2016/679 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 27 de abril de 2016, relativo a la protección de las personas físicas en lo que respecta al tratamiento de datos personales y a la libre circulación de estos datos; y

Exportador de datos: Université Bordeaux Montaigne, Universidad Nacional de La Plata

Importador de datos: Universidad Nacional de La Plata, Université Bordeaux Montaigne

Interesados: personal y estudiantes de la Université Bordeaux Montaigne y de la Universidad Nacional de La Plata

Objetivos de la transferencia: Movilidad del estudio

Categorías de datos: identidad y dirección de correo electrónico de las personas afectadas por la(s) asociación(es) descrita(s) en el convenio (responsables administrativos, profesores-investigadores, estudiantes)

Destinatarios: personas autorizadas a tratar los datos intercambiados (responsables administrativos, profesores-investigadores)

Límite de conservación: en la UBM, la duración del uso administrativo (DUA) es de 10 años como máximo. En UNLP la duración máxima de la retención de datos es de 10 años.



PARTE III

Renovación, cancelación y modificaciones

El presente acuerdo tiene el mismo plazo de validez que el acuerdo marco del que depende. El acuerdo entrará en vigor a partir de la firma de las partes, luego de la aprobación por las autoridades de tutela.

En caso de ser renovado, será sometido de nuevo a los procedimientos en vigencia.

El acuerdo puede ser denunciado por una de las partes con un preaviso de **seis (6) meses**. La rescisión no enervará a las partes de actividades pendientes, que no fueran expresamente terminados por las instituciones firmantes

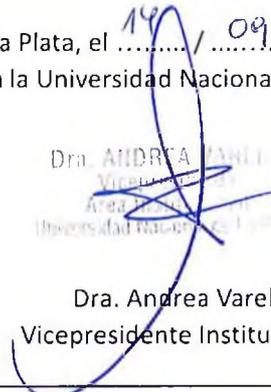
Las modificaciones eventuales al presente acuerdo deberán seguir el mismo procedimiento que el presente convenio.

PARTE IV

Publicidad

Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio con sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <https://www.unlp.edu.ar> y a la UBM en su portal <https://www.u-bordeaux-montaigne.fr/fr/index.html>

El presente acuerdo se elabora en **dos (2) ejemplares originales en francés y dos (2) en español**. Las dos versiones tienen el mismo valor legal.

<p>Hecho en Pessac, el <u>23</u> / <u>10</u> / <u>2023</u> Para la Université Bordeaux Montaigne</p>  <p>UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE PRÉSIDENCE Prof. Lionel LARRE Presidente</p>	<p>La Plata, el <u>10</u> / <u>09</u> / <u>2023</u> Para la Universidad Nacional de La Plata</p>  <p>Dra. ANDREA VARELA Vicepresidente Área de Gestión Universidad Nacional de La Plata Dra. Andrea Varela Vicepresidente Institucional</p>
	<p>La Plata, el <u>10</u> / <u>09</u> / <u>2023</u> Para la Universidad Nacional de La Plata</p>  <p>Prof. Patricio Lorente Secretario General</p>



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

Convenio marco de cooperación

Entre

**LA UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE
(FRANCIA)**

Y

**LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA
(ARGENTINA)**

La Université Bordeaux Montaigne (*infra* "UBM"), ubicada en el Domaine Universitaire, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac, France, representada por su Presidente, Prof. Lionel LARRÉ, de una parte,

Y

La Universidad Nacional de La Plata (*infra* "UNLP"), ubicada en Av. 7 n° 776, La Plata, Argentina, representada por su Presidente, Mg, Martín López Armengol, de otra parte,

HAN ACORDADO LO SIGUIENTE:

Artículo 1. Ámbito del acuerdo marco

El presente convenio está destinado a facilitar la cooperación universitaria en los sectores de la enseñanza y de la investigación en áreas de interés común.

Artículo 2. Objetivos del acuerdo

En el marco de esta cooperación, las partes firmantes se comprometen a:

- a) reforzar en la medida de lo posible los intercambios de profesores e investigadores, durante un período determinado, en materia de enseñanza, de investigación o de formación continua, previo acuerdo de los Departamentos respectivos de las Facultades y de las Universidades;
- b) elaborar programas conjuntos de investigación;
- c) organizar coloquios, reuniones y encuentros científicos;
- d) propiciar, en el marco de la reglamentación vigente de ambos países, la participación del personal docente y de investigación de la otra universidad a cursos, coloquios, seminarios o congresos organizados en el marco de los programas de la cooperación;
- e) informarse mutuamente sobre los congresos, coloquios, reuniones científicas y seminarios que organizan, e intercambiar los documentos y publicaciones relativas a dichas actividades;



f) favorecer, dentro del marco de la reglamentación vigente en cada uno de los dos países, la movilidad de los estudiantes y la promoción de programas de estudios comunes;

g) Comunicar los resultados de las experiencias didácticas y científicas respectivas (cursos y seminarios).

Artículo 3. Acuerdos específicos posibles a partir del acuerdo marco

Las acciones de cooperación y de movilidad evocadas en el artículo 2 se harán dentro del marco de convenios específicos.

Los Convenios Específicos que en su consecuencia se firmen, o acuerdos accesorios a éstos, serán suscriptos por las partes conforme a la normativa que lo rige. Asimismo, se deberán consignar expresamente los responsables de su ejecución y control por parte de UNLP, según lo establecido por el art. 9 Ord. 295/18 y cc.

Las universidades firmantes se esforzarán por encontrar los medios y subvenciones necesarios a la aplicación del presente convenio.

Artículo 4. Modalidades de arreglo de los litigios

En caso de desacuerdo, las partes se comprometen a solucionar el litigio de forma amistosa mediante conciliación directa. La resolución de cualquier litigio persistente se someterá a los tribunales competentes.

Artículo 5. Compromiso financiero

Este convenio no implica compromiso financiero. Ambas instituciones entienden que cualquier acuerdo financiero deberá ser negociado en documento separado y dependerá de las posibilidades presupuestarias de cada institución.

Ambas partes intentarán recaudar fondos de otras instituciones a fin de financiar las actividades que se realicen en el marco de este convenio.

Artículo 6. Entrada en vigor y duración del acuerdo marco

La duración del presente convenio será de **cuatro (4)** años y entrará en vigor a partir de la fecha de su firma por ambas partes tras su aprobación por las autoridades académicas.

Artículo 7. Modalidades de revisión, cancelación y renovación

Si dicho convenio es renovado, será sometido de nuevo al proceso de aprobación vigente.

El convenio podrá rescindirse a instancias de cualquiera de las partes con aviso previo de **seis (6)** meses. La rescisión no enervará a las partes de actividades pendientes, que no fueran expresamente terminados por las instituciones firmantes

Las eventuales modificaciones al presente convenio, establecidas bajo la forma de un acta adicional, deberán seguir el mismo procedimiento utilizado para establecer el presente convenio.



Artículo 8. Cláusula de confidencialidad

Durante toda la duración de este acuerdo e incluso tras su finalización o su rescisión, las partes se comprometen a respetar la confidencialidad de las informaciones y de los documentos, sistemas, aplicaciones informáticas, competencias, métodos, conocimientos de todo tipo, intercambiados por ambas partes. Por consiguiente, se prohíbe el acceso a estas informaciones y documentos a terceros, salvo requerimiento de autoridad judicial competente.

La vulneración de esta cláusula tendrá como consecuencia la rescisión del convenio.

Cada parte tomará las medidas necesarias a fin de que el personal de la universidad y los estudiantes del intercambio con acceso a estas informaciones y documentos respeten esta obligación de confidencialidad.

Artículo 9. Protección de datos personales

Las Partes se comprometen a respetar y cumplir en todo momento la normativa vigente en sus respectivos países en materia de protección de datos personales o de información personal (tal y como se define en la legislación aplicable a cada una de las Partes). En concreto, las Partes reconocen que la Universidad Nacional de La Plata cumple con las siguientes leyes y normas internas relativas a la protección de la información personal (tal como se define este término en dichas leyes y normas internas):

- i. La ley 25.326 y la Ordenanza 293/18 sobre Régimen de acceso a la información, protección de datos y transparencia de la Universidad Nacional de La Plata.

Las partes reconocen que la UBM cumple con la siguiente legislación y normas internas relativas a la protección de datos personales:

- ii. La legislación aplicable de Francia, así como el Reglamento (UE) 2016/679 del Parlamento Europeo y del Consejo, de 27 de abril de 2016, relativo a la protección de las personas físicas en lo que respecta al tratamiento de datos personales y a la libre circulación de estos datos; y

Exportador de datos: Université Bordeaux Montaigne, Universidad Nacional de La Plata

Importador de datos: Universidad Nacional de La Plata, Université Bordeaux Montaigne

Interesados: personal y estudiantes de la Université Bordeaux Montaigne y de la Universidad Nacional de La Plata

Objetivos de la transferencia: véase el artículo 2 del acuerdo

Categorías de datos: identidad y dirección de correo electrónico de las personas afectadas por la(s) asociación(es) descrita(s) en el convenio (responsables administrativos, profesores-investigadores, estudiantes)

Destinatarios: personas autorizadas a tratar los datos intercambiados (responsables administrativos, profesores-investigadores)

Límite de conservación: en la UBM, la duración del uso administrativo (DUA) es de 10 años como máximo. En la UNLP la duración máxima de la retención de datos es de 10 años como máximo.

Artículo 10: Propiedad intelectual



Los resultados parciales o definitivos que se obtengan en virtud del presente convenio podrán ser publicados de común acuerdo dejándose constancia en las publicaciones de la participación de cada una de las partes. En cualquier caso, toda publicación o documento relacionado con éste instrumento y producido en forma unilateral, hará siempre referencia a este convenio y deberá contar con la aprobación expresa de la otra parte, sin que ello signifique responsabilidad alguna para ésta respecto del contenido de la publicación del documento.

Los resultados que puedan ser objeto de patentamiento u otra protección bajo los sistemas de propiedad intelectual y/o eventuales aprovechamientos económicos, serán objeto de acuerdo separado entre ambas partes.

Artículo 11. Publicidad

Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio con sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <https://www.unlp.edu.ar> y a Université Bordeaux Montaigne en su portal <https://www.u-bordeaux-montaigne.fr>.

Artículo 12. Lengua de redacción del acuerdo marco

El presente convenio se establece en **cuatro (4)** ejemplares originales, **dos (2)** en francés y **dos (2)** en español. Son válidos ambos textos.

<p>Pessac, el 23 / 10 / 2023 Para la Université Bordeaux Montaigne</p>  <p>UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE</p> <p>Prof. Lionel LARRÉ Presidente</p>	<p>La Plata, el 11 / 09 / 2023 Para Universidad Nacional de La Plata</p>  <p>Mag. Martin López ARMENGOL Presidente</p>
--	--



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

Convention cadre de coopération internationale

Entre

**L'UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE
(FRANCE)**

Et

**L'UNIVERSITE NATIONALE DE LA PLATA
(ARGENTINE)**

--§--§--

L'Université Bordeaux Montaigne (ci-après l'UBM), siégeant au Domaine Universitaire, Esplanade des Antilles, 33607 Pessac, France, et représentée par son Président, Pr. Lionel LARRÉ,

ET

L'Université Nationale de la Plata (ci-après « UNLP »), siégeant Av. 7 n° 776, La Plata, Argentine, et représentée son Président, Mg. Martín López Armengol,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1. Champ couvert par l'accord cadre

Le présent accord est destiné à faciliter la coopération universitaire dans le domaine de l'enseignement et de la recherche dans les domaines d'intérêt commun.

Article 2. Objectifs du partenariat

Dans la perspective de cette coopération, les parties contractantes s'efforcent :

- a) De renforcer, selon les possibilités, les échanges d'enseignants-chercheurs et de chercheurs pour une durée déterminée, que ce soit en matière d'enseignement, de recherche et de

- formation professionnelle, en accord avec les composantes respectives des établissements concernés ;
- b) D'élaborer des programmes conjoints de recherche ;
 - c) D'organiser ensemble des colloques, réunions et rencontres scientifiques ;
 - d) De favoriser, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux pays, la participation du personnel enseignant et de recherche dépendant de l'autre établissement à des cours, colloques, séminaires ou congrès organisés dans le cadre des programmes de la coopération ;
 - e) De s'informer ponctuellement sur les congrès, colloques, réunions scientifiques et séminaires qu'elles organisent, ainsi que d'échanger les publications et documents relatifs à ces activités ;
 - f) De favoriser, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans chacun des deux pays, la mobilité des étudiants et la promotion de programmes d'études conjoints ;
 - g) De se communiquer les résultats de leurs expériences pédagogiques (cours et séminaires).

Article 3. Conventions d'applications envisagées à partir de l'accord cadre

Les actions de coopération et les mobilités évoquées à l'article 2 feront l'objet d'accords spécifiques.

Les accords spécifiques signés en conséquence, ou les accords accessoires à ceux-ci, seront signés par les parties conformément à la réglementation qui les régit. De même, les responsables de leur exécution et de leur contrôle par l'UNLP seront expressément indiqués, conformément aux dispositions de l'art. 9 de l'Ordonnance 295/18 et cc.

Les deux établissements contractants s'efforcent de rechercher les moyens et subventions nécessaires à l'application du présent accord.

Article 4. Modalités de règlement des litiges

En cas de désaccord majeur, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable par voie de conciliation directe. La résolution de tout litige persistant sera placée sous la responsabilité des tribunaux compétents.

Article 5. Engagement financier

Cet accord n'implique aucun engagement financier. Les deux établissements comprennent que tout accord financier devra être négocié dans un document séparé et dépendra des possibilités budgétaires de chaque établissement.

Les deux parties s'efforceront de lever des fonds auprès d'autres institutions afin de financer les activités à mener dans le cadre du présent accord.

Article 6. Entrée en vigueur et durée de l'accord cadre

Le présent Accord entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties après approbation par les autorités de tutelle. L'Accord est conclu pour une durée de **quatre (4)** ans avec la possibilité de le prolonger selon les résultats enregistrés.

Article 7. Modalités de révision, résiliation et renouvellement

En cas de renouvellement, le présent Accord sera de nouveau soumis aux procédures en vigueur.



Il peut être dénoncé par l'une des parties avec un préavis d'au moins **six (6)** mois. Cependant, la résiliation, au même titre que la fin de validité de l'accord, ne peut intervenir avant la fin des actions de coopération en cours.

Les modifications éventuelles au présent accord, établies sous forme d'un avenant, devront suivre une procédure identique à celle de l'établissement du présent accord.

Article 8. Clause de confidentialité

Chaque Partie s'engage à considérer comme confidentielles, et s'interdit à divulguer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, toute information, telles que des documents, systèmes, logiciels, savoir-faire, méthodes, connaissances (ci-après toutes désignées par le terme générique « informations confidentielles ») reçues de l'autre Partie ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention-cadre ainsi que des conventions d'application qui en découlent et à n'utiliser ces informations confidentielles que pour l'exécution de ce programme, à moins d'y être contraint par une autorité judiciaire compétente.

Toute infraction à cette clause aura pour conséquence la cessation de la convention.

Chaque Partie s'engage à ce que les membres de son personnel et ses étudiants respectent l'obligation de confidentialité contenue dans le présent article et à prendre les mesures nécessaires pour garantir ladite obligation de confidentialité.

Article 9. Protection des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter et à se conformer à tout moment à la réglementation en vigueur dans leur pays respectif en matière de protection des données personnelles ou de renseignements personnels (selon le terme utilisé dans la législation applicable à chacune des Parties). Plus particulièrement, les Parties reconnaissent que la Universidad Nacional de La Plata se conforme aux lois et aux règles internes suivantes relatives à la protection des renseignements personnels (tel que ce terme est défini dans lesdites lois et règles internes) :

- i. La loi 25.326 et l'Ordonnance 293/18 sur le Régime d'accès à l'information, la protection des données et la transparence de la Universidad Nacional de La Plata.

Les parties reconnaissent que l'UBM se conforme à la législation et aux règles internes suivantes relatives à la protection des données à caractère personnel :

- ii. La législation de la France applicable ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ; et

Exportateur de données : Université Bordeaux Montaigne, Universidad Nacional de La Plata

Importateur de données : Universidad Nacional de La Plata, Université Bordeaux Montaigne

Personnes concernées : personnel et étudiants de l'université Bordeaux Montaigne et de Universidad Nacional de La Plata

Finalités du transfert : cf. article 2 de la convention

Catégories de données : identité et adresse mail des personnes concernées par le(s) partenariat(s) décrit dans la convention (gestionnaires administratif, enseignants-chercheurs, étudiants)

Destinataires : les personnes habilitées à traiter les données échangées (gestionnaires administratif, enseignants-chercheurs)

Limite de conservation : à l'UBM, la durée à usage administratif (DUA) est de 10 ans maximum. À l'UNLP, la durée maximale de conservation des données est de 10 ans maximum.

Article 10. Propriété intellectuelle

Les résultats partiels ou définitifs obtenus en vertu du présent accord peuvent être publiés d'un commun accord, la participation de chacune des parties étant consignée dans les publications. En tout état de cause, toute publication ou document lié à cet instrument et produit unilatéralement devra toujours faire référence au présent accord et devra avoir l'approbation expresse de l'autre partie, sans que cela n'implique une quelconque responsabilité de cette dernière quant au contenu de la publication du document.

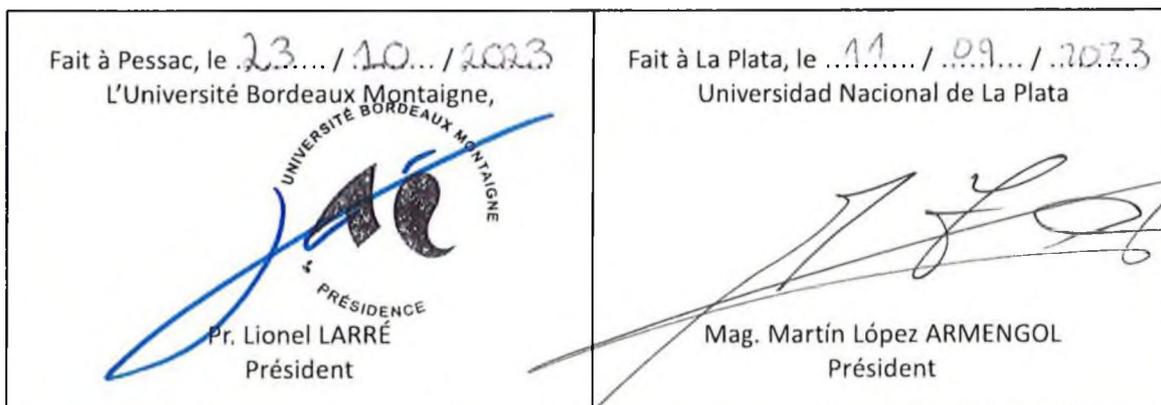
Les résultats susceptibles de faire l'objet d'un brevet ou d'une autre protection dans le cadre des systèmes de propriété intellectuelle et/ou d'une éventuelle exploitation économique feront l'objet d'un accord séparé entre les deux parties.

Article 11. Publicité

Les parties conviennent de faire connaître cet accord sur leurs sites institutionnels respectifs, en incluant un lien vers le site du partenaire dans l'article correspondant. La Universidad Nacional de La Plata doit être liée à l'adresse <https://www.unlp.edu.ar> et à l'Université Bordeaux Montaigne à l'adresse <https://www.u-bordeaux-montaigne.fr>.

Article 12. Langue de rédaction de l'accord cadre

Il existe quatre (4) textes authentiques de cette Convention, deux (2) en français et deux (2) en espagnol. Les deux versions font également foi.





Expediente Código 100 N° 2961 Año 2023

///Plata,

VISTO las múltiples acciones que esta Casa de Estudios, a través de sus diversas Dependencias, Secretarías y Direcciones, viene concretando para cumplir con el imperativo de Memoria, Verdad, Justicia y Reparación por las violaciones a los derechos humanos durante la vigencia del terrorismo de estado y

CONSIDERANDO:

que, en tal sentido, mediante la Resolución N° 259/15, se resolvió "Disponer la inscripción de la condición de detenido-desaparecido o asesinado, en los legajos de los docentes, no docentes, graduados y estudiantes de esta Universidad", "Dejar constancia en los legajos de los reales motivos que determinaron la interrupción del desempeño laboral o estudiantil de todos aquellos que fueron víctimas de la última dictadura cívico-militar", como así también "Disponer la entrega de una copia de los legajos donde consta la reparación documental registrada, a los afectados y/o familiares que lo soliciten";

que, dada la magnitud de la tarea, producto de la persecución que sufrió la comunidad universitaria de La Plata, la misma se encomendó a una Comisión conformada por un representante de la entonces Dirección General de Derechos Humanos, del Archivo Histórico, de la Federación Universitaria de La Plata y de las Asociaciones de Docentes Universitarios y de Trabajadores de esta Universidad;

que dicha Comisión resolvió que la reparación de los legajos se efectuase en etapas y que, en cada caso, se dispondrá la digitalización de los mismos a fin de preservar una copia en el Archivo Histórico;

que la Secretaría de Derechos Humanos y Políticas de Igualdad, a través de su Dirección de Políticas de Memoria y Reparación, ha receptado el pedido de la Facultad de Ciencias Veterinarias, su Dirección de Derechos Humanos y sus claustros, respecto a proceder a la reparación de legajos de trabajadores, estudiantes y graduados, a fin de cumplir con lo dispuesto en la Resolución N° 259/15 y hacer entrega de una copia de los mismos a sus familiares;

que en base a la documentación pública a la que esta Universidad accedió en su carácter de querellante en los juicios por delitos de lesa humanidad y a su reconstrucción histórica realizada con el aporte de numerosos actores de la comunidad universitaria, es posible afirmar que el terror paraestatal contra la Universidad Nacional de La Plata se inició el 8 de octubre de 1974 con el homicidio de Carlos Miguel y Rodolfo Achem. Ese día se produjo la clausura de la actividad universitaria dispuesta por el Ministro de Cultura y Educación Oscar Ivanissevich, el silenciamiento de la emisora LR 11 "Radio Eva Perón" y la renuncia masiva de funcionarios de la Universidad, integrantes de la gestión iniciada el 29 de mayo de 1973. Muchos de ellos resultaron también a posteriori víctimas del terrorismo de estado;

que durante la gestión de Pedro Arrighi, designado por el Ministro Ivanissevich como Rector interventor de esta Universidad desde noviembre de 1974, se suspendió al personal designado a partir del 25 de mayo de 1973, se anularon las promociones y las modificaciones en los planes de estudio realizadas desde esa misma fecha y se prohibió la realización de actos y/o encuentros políticos dentro de las instalaciones universitarias;



que, desde marzo de 1976, esta Universidad fue intervenida por el Capitán de Navío Eduardo Luis Saccone -como Delegado Interventor- y luego, desde octubre de 1976, por Guillermo Gallo -como Rector-;

que, desde ese momento, la persecución y el desaliento al estudiantado se manifestaron en las restricciones para el ingreso, el aumento de aranceles administrativos, los cupos y la prohibición de actividades políticas y gremiales dentro del ámbito académico, la desarticulación de los centros de estudiantes y la obligación de dejar el Documento Nacional de Identidad (D.N.I.) en el ingreso a los edificios;

que de acuerdo a los archivos de la Dirección de Inteligencia de la Policía de la Provincia de Buenos Aires (DIPPBA), el control pasaba por elementos de la Policía Bonaerense, tal como se desprende del Legajo Mesa "A", Factor Estudiantil, N° 20, Rubro N° 7, caratulado "Universidad Nacional de la Plata, años: 1976/77/78/79/80/81/82", que se inicia con un informe de mayo del año 1976 sobre las Universidades Nacionales de Bahía Blanca y La Plata, donde se aclara que "Prosigue en vigencia, un control estricto sobre el ingreso de los alumnos en las facultades, exigiéndoles, previo acceso, la presentación de la Libreta Universitaria, como también, documentación personal", Secc. Búsqueda 30 de abril de 1976;

que resulta evidente que las decisiones "administrativas" que se tomaban en el ámbito, respondían entonces a las necesidades represivas determinadas por las fuerzas militares y de seguridad. Por Resolución N° 329/76 se mantuvo cerrado el Comedor Universitario. Por Resolución N° 364/76 se redujeron los cupos de vacantes fijados para el ingreso, aún más que en 1975. Fueron cerradas ese mismo año las carreras de Cinematografía y Pintura Mural, por Resoluciones N° 928/76 y N° 2813/76, respectivamente;

que la Resolución N° 490/76, en consonancia con el Decreto-Ley N° 21.276, prohibió la admisión como alumnos a quienes desarrollaran actividades que "asuma formas de adoctrinamiento, propaganda, proselitismo o agitación de carácter político o gremial, docente, estudiantil o no docente" y dispuso la expulsión en caso de que se realizaran tales actividades, con prohibición de ingresar por cinco años, y la comunicación a todas las universidades del país;

que mediante la Resolución N° 1487/76 se modificó el régimen disciplinario, incorporando estas disposiciones y ampliando las faltas a las cometidas tanto en el ámbito universitario como fuera de éste, en "actos que denoten peligrosidad actual o potencial para la seguridad nacional, los que deberán estar fehacientemente acreditados por vía de información producida por las fuerzas de seguridad.";

que la Resolución N° 1212/81, la cual reguló las pautas básicas de ingreso a la Universidad sobre la base del curso obligatorio de ingreso, la aprobación de dos asignaturas y el concurso por orden de mérito para acceder a las vacantes, en su artículo 19° disponía el control de la identidad de los alumnos al inicio de cada jornada del mencionado curso, mediante la presentación del D.N.I., y en su artículo 31° eximía del curso de ingreso y del examen a los miembros de las Fuerzas Armadas y de Seguridad;

que en el prólogo de la Memoria del Período 1976-1982 (1983), Guillermo Gallo da cuenta de los objetivos de la gestión que encabezó en esta Universidad, en línea con las metas del autodenominado Proceso de Reorganización Nacional: exterminar la subversión, depurar la matrícula e imponer el arancelamiento entre otras condiciones para asegurar el orden y la paz;

que producto de la persecución del Estado genocida, de acuerdo a la Nómina de Detenidos Desaparecidos que se elaboró por mandato de la Resolución N° 213/07 -que se encuentra en



permanente reconstrucción- casi ochocientas personas integrantes de esta Casa de Estudios resultaron secuestradas, desaparecidas y asesinadas, de acuerdo al cotejo realizado con el "Listado de víctimas del accionar represivo ilegal del Estado argentino - Víctimas de desaparición forzada y asesinato" elaborado y actualizado por el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos de la Nación;

que de igual manera, numerosas personas detenidas a disposición del Poder Ejecutivo y sobrevivientes de los centros clandestinos de detención pertenecían a esta Casa de Estudios y han dado testimonio en los juicios por delitos de lesa humanidad de la persecución sufrida; tal como se comprobó, por ejemplo, en el juicio denominado "Circuito Camps", donde el 63% de las víctimas que pasaron por los centros clandestinos de detención denominados "Comisaría 5ta," "Brigada de Investigaciones de La Plata" y "Destacamento de Arana" pertenecían a esta Universidad;

que en el Colegio Nacional "Rafael Hernández" de esta Universidad (de aquí en adelante "CNLP") este proceso genocida tuvo características propias. A través de expedientes institucionales, archivos hemerográficos e investigaciones académicas, como la tesis de posgrado de la Dr. Talia Meschiany "El Colegio Nacional "Rafael Hernández" de la UNLP: Historias y memorias del pasado reciente (1973-1976)", es posible dar cuenta de una cronología, previa al golpe de estado de 1976, donde la violencia estatal y la censura institucional van construyéndose y eso tiene su correlato en los sucesivos cambios de gestión del CNLP que acompañan, a su vez, los diversos proyectos de Universidad impulsados desde el gobierno nacional y desde las distintas gestiones que ocuparon el rectorado;

que a través de los archivos de la DIPBBA, como el Legajo N° 48 de la Mesa "A", Factor estudiantil, es posible reconstruir la movilización estudiantil del CNLP que articulaba con el movimiento estudiantil universitario ya desde finales de la década de los '50 y durante la de los '60. Algunas de las reivindicaciones de estos estudiantes movilizados giraban en torno a la oposición a los exámenes de ingreso de todas las unidades académicas, las luchas en defensa del presupuesto universitario e incluso compartían los actos conmemorativos de la Reforma Universitaria, dado que la Federación Universitaria de La Plata (FULP) llevaba adelante estos encuentros en el CNLP;

que durante finales de los '60, uno de los reclamos más contundentes por parte del estudiantado del CNLP fue ante la supresión del turno nocturno. Desde 1967, el Rector del mencionado Colegio era Rafael Ángel Carasatorre y, según los archivos hemerográficos, en julio de 1969 incluso profesores objetaron la suspensión de ese turno vespertino. Diversas memorias coinciden en señalar que, durante estos años, en un contexto de movilización popular generalizada organizada alrededor de luchas antidictatoriales, es cuando comienza a activarse la militancia dentro del CNLP, de modo casi clandestino, con el objetivo central de organizar el centro de estudiantes (en ese momento, la "comisión pro centro");

que tal como señalan las investigaciones históricas, el proceso de politización y acercamiento a la militancia experimentado por los estudiantes secundarios del CNLP debe vincularse a la proximidad geográfica con las Facultades del Bosque y el Comedor Universitario, puntos neurálgicos de la lucha estudiantil universitaria que incidió en la vida cotidiana escolar, atravesada por estos espacios de sociabilidad política que contribuyeron en la construcción de una pertenencia identitaria común a esta Universidad;

que del Legajo N° 48 de la DIPBBA se desprenden los primeros indicios de persecución política dentro del CNLP: en la foja N° 39 se encuentra un pedido de antecedentes de cuatro estudiantes que habían participado de una Asamblea que buscaba anular los exámenes no contemplados en el reglamento. Este pedido de julio de 1970 fue realizado por las autoridades del CNLP a la propia



Dirección de Inteligencia de la Policía de la Provincia. Uno de esos estudiantes fue Rafael Tello, quien actualmente continúa desaparecido y su caso forma parte de la presente Resolución;

que, con la vuelta de la democracia en 1973 y en el marco del nuevo proyecto institucional de esta Universidad conducido desde mayo por Rodolfo Agoglia como Rector Interventor, se abre en el CNLP un período de tensiones y vaivenes políticos, administrativos y académicos;

que desde mayo y, al menos, hasta junio, se extendió un ciclo de tomas, movilización y estado de asambleas permanente protagonizado por el estudiantado que buscó, en un primer momento, oponerse a la continuidad de Carasatorre como Rector del CNLP, ya que lo consideraban una continuidad de la dictadura anterior y un freno para la transformación de las estructuras que se proponía desde esta Universidad y por la que estos colectivos luchaban. En un segundo momento, al reclamo por la renuncia de todas las autoridades, se le sumaron reivindicaciones ligadas al gobierno tripartito del CNLP y de esta Casa de Estudios y a transformaciones de orden curricular como la modificación del plan de estudios o a la autorización para asistir al Comedor Universitario;

que durante el ciclo lectivo de 1973 esta activación política no logró ser desmovilizada o encauzada a pesar de los esfuerzos de diversos actores institucionales y externos (familias, graduados, la comunidad en general). De todas maneras, luego de su punto cúlmine el 18 y 19 de junio, los estudiantes y las autoridades de esta Universidad negociaron el fin de la toma y del estado asambleario a cambio de la renuncia del cuerpo directivo;

que las agrupaciones estudiantiles secundarias presentes en el CNLP tenían su correlato en el ámbito universitario. Entre las más presentes durante los años '70 podemos destacar a la Corriente de Izquierda Secundaria (CIS) que estaba vinculada a la Federación de Agrupaciones Universitarias De Izquierda (FAUDI), a la Unión de Estudiantes Secundarias (UES) que articulaba con la Juventud Universitaria Peronista (JUP), a la Federación Juvenil Comunista (FJC) que articulaba con el Movimiento de Orientación Reformista (MOR), el Grupo Revolucionario de Estudiantes Secundarios Socialistas (GRESS) referenciado en el Grupo Universitario Socialista (GUS), el Grupo de Estudiantes Secundarios Antiimperialistas (GESA) y, por último, también tenían visibilidad militantes del Partido Socialista de los Trabajadores (PST);

que esta organización estudiantil se articulaba con docentes y Nodocentes también organizados, tal como puede verse en la solidaridad con las huelgas motivadas por el personal Nodocente de la Universidad. Asimismo, las luchas por el gobierno tripartito de la Universidad, concebida como una de las reivindicaciones centrales de los grupos que asumieron el nuevo gobierno en esta Casa de Estudios, fue central en el CNLP, particularmente en los reclamos por la participación de todos los claustros en la elección de las autoridades;

que, entre julio de 1973 y hasta abril de 1976, hubo tres personas a cargo del CNLP: como Vicerrector a cargo de la rectoría, Héctor Adolfo Pallaro; como Rector en 1974 a partir de la gestión de Campercholi en esta Universidad, Raúl Tierno; y, por último, como Delegado Interventor en 1975, Juan Carlos Bruni;

que dentro de las medidas de Agoglia se destaca nombrar al Colegio Nacional como "Rafael Hernández" (Resolución N° 60745/73). Esta propuesta, que buscaba rescatar al senador provincial que promovió la creación de la Universidad de la Provincia de Buenos Aires hacia finales del siglo XIX, ya había sido impulsada en 1954;

que el compromiso con las transformaciones del gobierno universitario y nacional pueden verse, por ejemplo, en el proceso emprendido en el marco de la Resolución N° 164 del Ministerio de Cultura y Educación de la Nación y del Decreto N° 1171/73 de esta Universidad, para dejar sin efecto la



separación de los cargos de docentes por razones políticas o gremiales en el lapso comprendido entre septiembre de 1955 y marzo de 1973. Para esto, Pallaro conformó una comisión que recibió, revisó y resolvió sobre más de cien solicitudes;

que se emprende una reforma de la estructura académica y del plan de estudios que encuentra sus fundamentos en el documento "Bases para la Nueva Universidad" elaborado por la FURN y ATULP, orientada a democratizar la enseñanza. La igualdad de oportunidades en el ingreso fue uno de los objetivos claves de esta reforma en los colegios secundarios que contemplaba: (i) el reemplazo de los planes de estudio para llevarlos de seis a cinco años -en el '73 egresaron dos promociones juntas-; (ii) la abolición de los exámenes de ingreso; y (iii) la creación de un bachillerato nocturno para todos los empleados de la universidad que no hayan podido cursar o completar el ciclo secundario (que también incluía la reactivación del turno noche). Con la eliminación de los exámenes de ingreso en 1973 (Resolución N° 1005), en 1974 la matrícula de ingreso se duplicó y se conformó un estudiantado mucho más heterogéneo: con el sorteo se pasó de diez a diecisiete divisiones, se aumentó la cantidad de estudiantes por aula de veinticinco a treinta se permitió el ingreso de adolescentes mujeres en igualdad de condiciones. Estas medidas también incluyeron la eliminación del pago de aranceles y otras normas vinculadas a las asignaturas previas y a la nota de aprobación;

que respondiendo a las demandas de las bases acerca de la democratización del CNLP, Adolfo Pallaro convocó a los claustros de profesores, estudiantes y trabajadores para organizar mesas tripartitas que comenzaron a funcionar durante el receso invernal en la elaboración del nuevo Plan de Estudios;

que otra incorporación que buscaba fortalecer el proyecto de universidad inclusiva fue el Curso de Integración Temática y Grupal que reemplazaba los ingresos eliminatorios en los secundarios y era equivalente al Curso de Realidad Nacional en el nivel de grado. Los cursos de integración se llevaron adelante durante febrero y mitad de marzo de 1974 y, en el CNLP, fue Norberto Scasso, profesor de Psicología que se desempeñaba en ese momento como Vicerrector del turno noche, quien estuvo a cargo de coordinarlos. Además, el lugar de las figuras de los preceptores en términos pedagógicos y de acompañamiento en el despliegue de esta experiencia, fue fundamental. Estos cursos formaban parte de la nueva estructura académica impulsada por el Departamento Central de Planificación, cuyo director era Carlos Miguel, egresado del CNLP que forma parte de la presente Resolución;

que la asunción de Campercholi en esta Universidad no estuvo exenta de nuevos conflictos al interior del CNLP ligados a las formas de elección y nombramiento de las autoridades: nuevamente se buscó democratizar el proceso a través de la participación de todos los sectores de la comunidad educativa, en diálogo y en plano de igualdad; a pesar de eso, en el mes de julio, desde la presidencia de esta Casa de Estudios se desconocieron las votaciones directas llevadas adelante por docentes y estudiantes, que habían elegido a Hugo Satas, y se nombró por decreto a Raúl Tierno (Legajo N°48 DIPPBA);

que ya desde principios de año, el cambio de autoridades en esta Universidad supuso ciertas transformaciones en el modelo de gestión de los secundarios pero las estrategias de lucha estudiantil siguieron siendo -al menos por algunos meses más- la movilización y la acción directa. Por ejemplo, durante los primeros meses de 1974, las nuevas normas de aseo personal y del uso de vestimenta fueron cuestionadas por los estudiantes que votaron en asamblea resistirlas levantando las clases (Legajo N° 48 DIPPBA). En este contexto, del Legajo N° 48 de la DIPPBA, se desprende la persecución a docentes por sus militancias, la amenaza de cesantías y los pedidos de antecedentes;



que, en este sentido, destacamos una medida drástica tomada por Pallaro como estrategia de disciplinamiento: crear una nueva división, 5to "11". De este modo, pretendían reunir en este curso a los estudiantes que se consideraban "más revoltosos" y a varios militantes, principalmente de la UES y de la CIS. Según el registro de exalumnos del CNLP, egresaron 22 estudiantes de esa nueva comisión, algunos de ellos fueron sobrevivientes del terrorismo de estado, otros debieron exiliarse y otros continúan desaparecidos, formando parte de esta resolución: Julio Alvarez, Abel Vigo y Alfredo Reboledo;

que aunque las nuevas autoridades que asumieron en julio estaban vinculadas al proyecto que había comenzado en marzo de 1973 -entre ellas, María Adela Chiappe como Vicerrectora del turno tarde, cuyo caso está incluido en la presente Resolución-, las medidas de corte restrictivo fueron profundizándose lentamente, como puede verse en las resoluciones N° 92 y N° 143 del CNLP: en agosto de 1974 el Rector Tierno resuelve prohibir la entrada de cualquier persona ajena al establecimiento; y el 26 de septiembre de ese mismo año, se prohíbe la suspensión de clases que el estudiantado había solicitado para acompañar la movilización ante el ataque al local de ATULP;

que a partir de los asesinatos de Achem y Miguel en octubre de 1974, se cierra la Universidad y se interrumpen las clases. Durante la gestión de Pedro Arrighi como Rector Interventor de la Universidad desde noviembre de 1974, se suspendió al personal designado a partir del 25 de mayo de 1973, se anularon las promociones y las modificaciones en los planes de estudio realizadas desde esa misma fecha, se dispuso el cese de funciones de otro grupo de docentes nombrados con anterioridad pero considerados enemigos de la gestión y se prohibió la realización de actos y/o encuentros políticos dentro de las instalaciones universitarias;

que en paralelo con las modificaciones llevadas adelante por Arrighi en esta Universidad, cuando el CNLP reabrió sus puertas en 1975, con Juan Carlos Bruni como persona a cargo, comenzó un proceso de "normalización" que implicaba el desmantelamiento del proyecto académico y de gestión de la "Nueva Universidad" impulsado desde marzo de 1973 y, a su vez, de edificación de una Universidad más autoritaria y represiva; durante este período previo al Golpe de Estado, la Concentración Nacional Universitaria (CNU) y la Concentración Nacional de Estudiantes Secundarios (CNES) serán protagonistas de este proceso en el cual Carlos Alberto Disandro, docente del CNLP, fue referente, articulador e ideólogo;

que en consonancia con lo dispuesto por el Ministerio de Cultura y Educación de Ivanissevich, la transformación de la política académica puede verse por ejemplo en un curriculum organizado nuevamente alrededor de disciplinas tradicionales, la eliminación de las materias optativas, el regreso al promedio de siete puntos para eximirse, la abolición de los cursos de integración y de habilitación de adultos, la eliminación paulatina del turno nocturno a través de la instauración de un Bachillerato para Adultos que duró hasta 1977 o el reemplazo del mecanismo del sorteo para el ingreso por un diagrama de cupos. Todo esto impactó en la disminución de los inscriptos y en la merma de la matrícula que fueron sustentadas por las quejas del Rector Bruni, acerca de las consecuencias de la masividad en la infraestructura;

que para pensar el desmantelamiento del proyecto implementado desde 1973 es necesario considerar el aumento exponencial de la violencia a través de la implementación de medidas disciplinarias destinadas a producir la desmovilización del estudiantado, cercenando su autonomía. Una de las herramientas fundamentales para imponer estas nuevas normas fue la designación de los preceptores ligados a la CNU que venían de Mar del Plata (Resolución N° 31, 19 de marzo de 1975). Además, Bruni creó el cargo de "Jefe de preceptores" a los fines de "lograr un ordenamiento adecuado



y óptimo de la cotidiana realidad disciplinaria" (Duplicado Notas a Presidencia, 6 mayo de 1975). Los castigos y los malos tratos a los que fueron sometidos los estudiantes pueden verse reflejados en algunos de los legajos que forman parte de esta reparación a partir del caudal de sanciones de estos años y aparecieron, además, cotidianas denuncias de las familias en el diario platense. Ante las prohibiciones, las estrategias de movilización y organización política -cada vez más acotadas- pasaron de ser dentro del CNLP a habitar la calle;

que además del nombramiento de estos preceptores, entre las nuevas autoridades que asumieron la conducción de la institución se encontraban Juan Antonio Stomo, como Vicerrector del Turno Mañana, y Miguel Angel Maldonado, asignado al Turno de la Noche, vinculados a las fuerzas armadas y de seguridad y al grupo parapolicial CNU. En este marco, las faltas comenzaron a castigarse con más severidad (a partir de una tabla que distinguía entre las graves y las leves), se ampliaron las normas vinculadas a la apariencia y al buen comportamiento y se comenzaron a regular las acciones de docentes y preceptores, por ejemplo, a través de mayor rigurosidad en inasistencias (Resolución N° 50 de 1975);

que con el Golpe de Estado de 1976, la intervención del Capitán de Navío Saccone y posterior asunción de Guillermo Gallo como Rector de la Universidad hasta 1983, en el CNLP Juan Carlos Stomo quedó a cargo de la rectoría hasta el mes de julio, en el que fue designado como Rector del Colegio Horacio Miguel Picco, quien estuvo en el cargo hasta 1977. Entre 1978 y 1979 estuvo a cargo Hugo Satas; en 1979 asumió Ángel Fernández De Liger; y, por último, desde 1979 y hasta 1983 fue rector Jorge Carlos Sica;

que a fines de 1975, con el asesinato de Ricardo Arturo "Patulo" Rave, dirigente de la Unión de Estudiantes Secundarios (UES) de La Plata, se inició una persecución a estudiantes secundarios de la ciudad que se profundizó durante todo el período dictatorial. Mientras las instituciones educativas atravesaban importantes cambios bajo la vigilancia y control del aparato represivo, en marzo de 1976 la Coordinadora de Estudiantes Secundarios (CES) desplegó un conjunto de acciones en oposición al golpe, en condiciones muy adversas para la militancia;

que en el suceso conocido como "La Noche de los Lápices", en el marco del plan sistemático de exterminio que se llevó adelante en este período y en el que desaparecieron alrededor de trescientos jóvenes de entre 13 y 18 años, fueron secuestrados, durante el mes de septiembre de 1976, numerosos estudiantes secundarios de la ciudad de La Plata que tenían militancia política y estudiantil;

que de la Resolución N° 1048/15 se desprende que, el 1° de septiembre de 1976, fueron citados por Stomo a su despacho cinco alumnos para ser interrogados por personal de civil de la SIE (Secretaría de Inteligencia del Estado) dentro de esa institución: Eduardo Pintado, Víctor Vicente Marcasciano, Pablo Pastrana, Luis Favero -militantes comunistas de la Federación Juvenil Comunista (FJC)- y Cristian Krause. Excepto Pintado que logró escapar y Favero que no se encontraba ese día, los restantes fueron secuestrados a pocas cuadras y puestos en cautiverio bajo condiciones inhumanas, en centros clandestinos de detención de la región y tiempo después fueron liberados. El 4 de septiembre, estudiantes de otros colegios secundarios fueron secuestrados, Víctor Treviño continúa desaparecido y otros estudiantes militantes del Grupo de Estudiantes Socialistas Antiimperialistas (GESA), sobrevivieron. El 8 de septiembre de 1976 fue secuestrado el estudiante Gustavo Calotti del CNLP, militante de la UES hasta 1975 y posteriormente del Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT-ERP). Luego de su detención en los Centros Clandestinos del "Circuito Camps", entre ellos, el Destacamento de Arana y el Pozo de Banfield, y en la Unidad N° 9 de



La Plata, fue liberado. El 15 de septiembre, se produjo el secuestro de Claudio de Acha, militante de la UES en el CNLP, quien continúa desaparecido. El 16 y el 17 de septiembre fueron secuestrados ocho estudiantes más de Dependencias de esta Universidad y de la Provincia, militantes de la UES y de la Juventud Guevarista, cinco de ellos continúan desaparecidos;

que otro dato significativo para entender el el vínculo entre la gestión del CNLP y las nuevas autoridades militares, surge de los archivos de la propia unidad académica. En el legajo estudiantil N° 19/65 se adjunta la Resolución N° 37/76 en la que el Vicerrector Stomo, resuelve justificar las veintitrés inasistencias de Federico Amuchástegui, de 5° año, división A del turno nocturno, y dejar sin efecto su condición de "libre" considerando la presentación de una nota que antecede y explica que el estudiante había estado a disposición de las autoridades militares;

que la gestión del Colegio continuó en los sucesivos años bajo el proyecto de una Universidad excluyente tutelado por la dictadura cívico-militar bajo los parámetros de una comunidad jerárquica, elitista, verticalista y centralizadora dejando de lado la participación de las unidades académicas, y poniendo el acento en mecanismos y dispositivos institucionales de control y vigilancia en pos de la represión. Es en este contexto que los cupos de ingreso se convirtieron en exámenes eliminatorios, presentes hasta 1984; las condiciones de promoción se volvieron más estrictas -como se desprende de la resolución N° 30/77 se redujo a una sola la materia previa para ser promovido al año inmediato superior y para rendirla era necesario abonar-; las normas "conducentes a la correcta presentación personal" fijadas por la Resolución Superior N° 1063, que buscaban el adecuado detalle de pulcritud o al uso de indumentaria apropiada de docentes y estudiantes, se endurecieron siendo considerado su incumplimiento como una falta grave; y, como se resuelve en octubre de 1976 (Resolución N° 210), se procedió al izamiento y arrío diario de la bandera, realizado por los estudiantes que lo merecieran por su conducta y aplicación;

que estas profundas transformaciones, las medidas restrictivas y la política de terror implantada sobre la población en general y nuestra institución en particular, derivaron en la expulsión, migración y deserción de estudiantes. En el caso del CNLP esto se refleja en la reducción de turnos y divisiones y, por lo tanto, en el achicamiento de la matrícula. Considerando que la mayoría de las personas que componen la presente Resolución son egresados, para pensar el impacto de la represión en esta Dependencia debemos tener en cuenta cuáles fueron las promociones más afectadas: una de las formas posibles es considerar que, entre los egresados 1967 y los 1973, hay entre siete y diez desaparecidos o asesinados por promoción;

que las desapariciones y homicidios de estudiantes, docentes, trabajadores graduados y graduados, los exilios e insilios, los y las presas políticas, los y las sobrevivientes que luego aportaron su testimonio al proceso de memoria y justicia y padecieron durante años las consecuencias de la impunidad, dan cuenta de la dimensión del exterminio y de los efectos del genocidio en las trayectorias vitales y académicas en esta Universidad y en el CNLP;

que quienes fueron perseguidos por la dictadura, sufrieron una doble exclusión que afectó su condición estudiantil ante, por ejemplo, la implementación de la Resolución N° 1487/76, que impedía el acceso a la Universidad de aquellos que habían sufrido detención ilegal. En el caso del CNLP, tal como advierte la Resolución N° 1048/15 en la que se repararon sus legajos, Gustavo Calotti pudo obtener su título recién en 1994, Victor Marcasciano, Cristian Krause y Eduardo Pintado debieron cambiarse de colegio y sólo egresó del CNLP Pablo Pastrana en el año 1978;

que con el regreso de la democracia, la memoria colectiva del CNLP fue constituyéndose con el impulso de familiares, estudiantes, compañeras y compañeros de militancia, las personas allegadas, el



movimiento de derechos humanos y espacios gremiales y políticos del campo popular. Un hito de memoria temprano fue la producción de un primer listado de desaparecidos, elaborado en 1985 por un grupo de ex alumnos, para leer en el acto por el Centenario del CNLP -aunque no todos los actores institucionales estuvieron de acuerdo-. También resulta pertinente mencionar como hecho significativo la presentación del libro de Daniel Favero "Los últimos poemas", realizada junto a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación en el mes de marzo de 1993 en el mencionado Colegio;

que en 1995 surgió la Comisión Amigos con Memoria, anticipando los preparativos para el aniversario por los 20 años del Golpe de Estado al año siguiente. Fue desde ese espacio que se consolidó la nómina de estudiantes, graduados, docentes y preceptores del CNLP víctimas del Terrorismo de Estado, que ha sido la base para esta reparación. Al año siguiente, en septiembre de 1996, se realizó la primera Jornada Homenaje que duró tres días y en el marco de la cual se colocó la placa con la nómina;

que estos actores continúan trabajando activamente en la construcción de la memoria institucional que se expresa en esta reparación de legajos que se abordó en la institución en el marco de un proceso abierto, en diálogo con la comunidad educativa, las personas allegadas y el movimiento de derechos humanos;

que de la lectura y análisis de los registros y legajos del Colegio Nacional "Rafael Hernández" y de las fuentes mencionadas, es posible constatar a personas que estudiaron, trabajaron y/o se graduaron en la institución que resultaron detenidas-desaparecidas y/o asesinadas durante la vigencia del terrorismo de estado:

María Virginia Aurora ALLENDE CALACE nació en La Plata, el 25 de julio de 1939. De acuerdo a su legajo de personal N° 277, ingresó al CNLP el 29 de agosto de 1964, en el cargo de Profesora de Historia. Ejercía la docencia también en la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación y en el Liceo "Víctor Mercante". Virginia militó en la Guerrilla del Ejército Libertador (GEL), luego en las Fuerzas Armadas Revolucionarias (FAR), en el Partido Revolucionario de los Obreros Argentinos (PROA) y en la Comisión Argentina de Derechos Humanos (CADHU), encargada de enviar denuncias al exterior sobre los asesinatos y desapariciones. El día 15 de junio de 1977 -en el marco de un operativo en el cual fueron secuestrados o asesinados diecisiete integrantes de la organización PROA- fue secuestrada de su domicilio en Avenida Medrano 1650 del barrio de Palermo, Capital Federal, al igual que su compañera Alicia Contrisciani. En septiembre del mismo año, fue vista por sobrevivientes junto a Liliana Galletti en el Centro Clandestino de Detención, Tortura y Exterminio (CCDTyE) "Pozo de Banfield". Su caso fue parte de los juicios denominados "Olivera Rovere", "Jefes de Áreas" y "Brigadas". Virginia continúa desaparecida.

Julio Alberto ALVAREZ CAVAROZZI nació en La Plata el 22 de mayo de 1956. De acuerdo a su Legajo N° 70/1970 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en el año 1970 y egresó en 1974, en 5° 11°. Consta en su legajo su intención de estudiar en la Escuela Superior de Periodismo. Julio, "Choclo" o "El Bache", como lo conocían, militó en la Unión de Estudiantes Secundarios (UES) y posteriormente en Montoneros. Fue secuestrado el 28 de junio de 1978, en el Bar "El Reencuentro" de Capital Federal, durante una cita con sus compañeros de militancia Joaquín Enrique Areta y Jorge Alejandro Segarra. No fue visto en ningún CCDTyE y hasta la fecha continúa desaparecido.

Gladys Mabel AMUCHÁSTEGUI MESSINA nació el 15 de noviembre de 1955 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 12/1973, ingresó al Bachillerato Adultos del CNLP en el año 1973. Había



realizado sus estudios primarios en la Escuela "Cristo Rey". Militaba en la Unión de Estudiantes Secundarios (UES) y la Juventud Peronista (JP) en el barrio donde vivía, La Loma. Fue secuestrada el 20 de agosto de 1976, mientras realizaba una pintada. Su madre, Ángela Messina de Amuchástegui, fue integrante de Madres de Plaza de Mayo. Gladys fue vista en el CCDTyE que funcionó en el Cuerpo de Infantería de la Policía de la Provincia de Buenos Aires en calle 1 y 60 de La Plata. Por estos hechos, se juzgan a numerosos integrantes del Regimiento de Infantería Mecanizado 7 del Ejército y efectivos policiales en el juicio denominado "Juicio Uno y Sesenta y Comisaría 8va". Gladys Mabel continúa desaparecida.

Joaquín Enrique ARETA SAGARZAZU nació en Monte Caseros, provincia de Corrientes, el 15 de agosto de 1955. De acuerdo a su Legajo N° 13/1968 ingresó al CNLP en 1968, proveniente de la Escuela Superior N° 88 "Del Centenario" de la ciudad de Monte Caseros. Egresó en 6° 1° en 1973. Joaquín inició su militancia a los 16 años en el Movimiento de Acción Secundaria (MAS), agrupación de base de la Fuerzas Armadas Revolucionarias (FAR). Después de la fusión de FAR y Montoneros, fue parte de la conducción de la Unión de Estudiantes Secundarios (UES) y luego integró la Juventud Universitaria Peronista (JUP). Fue preceptor del Liceo "Víctor Mercante". En 1975 se inscribió en la carrera de Historia en la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, pero en 1976 debió pasar a la clandestinidad y se trasladó junto a su compañera Adela Segarra al oeste del conurbano. En diciembre de ese año su hermano Iñaki fue secuestrado. En 1977 nació su hijo, Jorge Ignacio. Joaquín fue secuestrado el 28 de junio de 1978 en el barrio de Caballito, en Capital Federal junto a Julio Alvarez y Jorge Segarra. Continúa desaparecido.

Abigail Armando ATTADEMO nació en La Plata el 3 de abril de 1948. De acuerdo a su legajo N° 18/1960 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1960 y egresó en 1965 en 6° 2°. Consta en su legajo su intención de continuar sus estudios en la Facultad de Ciencias Médicas. Conocido por muchos como "Abi", más tarde "Pedro" y luego "comandante Miguel". Militó en el Partido Revolucionario de los Trabajadores y en el Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT- ERP). "El Combatiente" se casó en 1974 con Elena Mirena con quien tuvo dos hijas. Fue secuestrado el 4 de junio de 1976 en Caseros junto a su compañera Liliana Malamud y Roberto Curtino. Posiblemente estuvo en Campo de Mayo. Si bien el Ejército emitió un comunicado informando su muerte en un supuesto enfrentamiento el 2 de julio del mismo año en Ruta Provincial N° 202 y Camino a Bancalari, tal información no pudo ser confirmada. A la fecha, continúa desaparecido.

Rodolfo Jorge AXAT DEMARCHI nació en La Plata, el 1° de febrero de 1947. De acuerdo a su legajo N° 19/1960 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó en 1960 al CNLP, y cursó hasta 1964 en 5° 2°, culminando sus estudios secundarios en la Escuela de Enseñanza Media N° 2. Ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas en 1965 y paralelamente ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación inscribiéndose en la carrera de Filosofía. "Juan" o "Simón", como lo conocían sus compañeros de militancia, fue parte del Movimiento Siloísta y luego ingresó a las FAR, fusionada posteriormente con Montoneros, hasta fines de 1975 fecha en la que abandonó la clandestinidad y trabajó en el Frigorífico Swift. Fue secuestrado junto a su esposa Ana Inés Della Croce el 12 de abril de 1977 en la casa de la madre de Ana. El hijo de ambos, Julián, fue dejado allí. "Simón" y "Simona", como les apodaban, fueron vistos por sobrevivientes en el CCDTyE "La Cacha". Por sus casos, fueron condenados los imputados en el juicio del mismo nombre llevado adelante en el año 2014 por el Tribunal Oral Federal N° 1 de La Plata. Continúan desaparecidos.



Luis Eduardo Sixto BEARZI POGGIO nació en La Plata el 6 de abril de 1949. De acuerdo a su legajo N° 31/1962 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1962 y egresó en 1967 en 6° 1°. Consta en su legajo su decisión de inscribirse en la Facultad de Ciencias Médicas. Luis trabajaba en el Hospital de Gonnet y tenía dos hijos. Militaba en la Juventud Peronista (JP) y en la organización Montoneros. Luis fue asesinado junto a Marcelo Bettini, el 9 de noviembre de 1976, en camino a una cita en calle 4 bis entre 529 y 530 de la ciudad de Tolosa. Fueron inhumados como N.N. en el Cementerio de La Plata pero luego de gestiones realizadas por la familia de Marcelo, pudieron recuperar su cuerpo. Su caso fue incluido en la causa denominada "La Cacha" en la que se juzgaron, probaron y condenaron delitos de lesa humanidad.

Antonio Bautista BETTINI SPÍNOLA nació el 12 de febrero de 1917 en General Lamadrid. Abogado, ingresó al CNLP el 1° de abril de 1945 como profesor de Historia, hasta el 16 de marzo de 1956, fecha en la cual, por Resolución del Interventor de la Universidad, se dieron por terminadas sus funciones. Antonio era Fiscal Federal y docente en la Facultad de Derecho. En noviembre de 1976 su hijo Marcelo fue asesinado. El 17 de marzo de 1977 allanaron propiedades familiares y se produjeron secuestros de familiares y trabajadores. El 18 de noviembre Antonio y su yerno Jorge Devoto fueron secuestrados mientras realizaban averiguaciones para dar con el paradero de ellos. Fue visto en el CCDTyE "La Cacha". Su familia debió exiliarse. Por su caso, fueron condenados numerosos genocidas en las causas conocidas como "Juicio a las Juntas" (1984), "La Cacha" (2014) y "Esma".

Marcelo Gabriel José BETTINI FRANCESE nació en La Plata, el 31 de octubre de 1955. De acuerdo a su legajo N° 27/1969, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 2 de La Plata. Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en el año 1973 en 6° 2°. Consta en su legajo su intención de continuar sus estudios universitarios en la Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales. Marcelo integró una agrupación católica que realizaba tareas pastorales en barrios populares y luego militó en la Unión de Estudiantes Secundarios (UES), en la Juventud Peronista y en Montoneros. Fue emboscado y asesinado por policías bonaerenses el 9 de noviembre de 1976, junto con Luis Eduardo Sixto Bearzi, en la calle 4 bis entre 529 y 530 de Tolosa, La Plata. Su padre, Antonio Bettini, junto a su yerno, Jorge Devoto, fueron secuestrados y desaparecidos unos meses después, luego de realizar una intensa búsqueda para averiguar el paradero de Marcelo hasta que localizaron sus restos en la morgue platense. En el seno de la familia Bettini se produjeron nuevos secuestros y esta persecución impactó también en los trabajadores de la casa y el negocio de la familia. Por su caso, que fue tratado durante el juicio oral denominado "La Cacha" ante el Tribunal Oral Federal N° 1 de La Plata, fueron condenados algunos autores del hecho en el año 2014.

Jorge Eduardo BOGLIANO CENDAGORTA nació en La Plata, el 9 de julio de 1944. De acuerdo a su legajo N° 433/1960 ingresó al CNLP en el último año luego de cursar hasta 4° año en la Escuela Superior de Bellas Artes. Egresó en 1961 en 5° 5°. Consta en su legajo su intención de inscribirse en la Facultad de Ciencias Naturales y Museo. Jorge militaba en Montoneros. En diciembre de 1976 fue asesinada su esposa Alicia Bearzi y él fue secuestrado, presumiblemente, en la ciudad de La Plata en el mes de marzo del año 1977, sin que se sepa con precisión la fecha exacta. Tiempo después fue secuestrado su hermano Adrián. Jorge Eduardo continúa desaparecido.

Jorge Omar BONAFINI PASTOR nació el 12 de diciembre de 1950 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 43/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". En 1964 ingresó al CNLP y egresó en el año 1969, en 6° 4°. Jorge estudió luego en la Facultad de Ciencias Exactas y militó en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Estaba casado con María Elena Bugnone. Fue secuestrado el 8 de febrero de 1977 en su domicilio de calles 24 y 56. Fue visto por



sobrevivientes en los CCDTyE Arana y Comisaría 5ta. Tiempo después, fue secuestrada María Elena y también su hermano Raúl. Su mamá, Hebe Pastor de Bonafini, fue Presidenta de la Asociación Madres de Plaza de Mayo. Su caso fue juzgado en los juicios conocidos como "Causa Camps" y "Circuito Camps". Jorge, María Elena y Raúl continúan desaparecidos.

Raúl Alfredo BONAFINI PASTOR nació en La Plata, el 3 de julio de 1953. De acuerdo a su legajo N° 47/1966 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó en el CNLP en 1966 y egresó en 1971 en 6° 6°. En 1972 ingresó al Ciclo Común del Doctorado en Ciencias Naturales, optando por la orientación en Zoología. En 1974 comenzó a trabajar en Yacimientos Petrolíferos Fiscales, en la Refinería de La Plata. "Bigote" o "Bigotito" militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista y fue secuestrado el 6 de diciembre de 1977 en Berazategui, en el marco de los secuestros masivos a militantes de esa organización, denominados "Operativo Escoba". Raúl fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Pozo de Quilmes", "Destacamento de Arana" y "La Cacha", ya a mediados de 1978. Su hermano Jorge Omar había sido secuestrado a principios de 1977. Su madre, Hebe Pastor de Bonafini, fue Presidenta de la Asociación Madres de Plaza de Mayo. Por su caso fueron condenados numerosos genocidas en las causas denominadas "Causa 44" en 1986 y "Circuito Camps" en 2012 y actualmente se lleva adelante el juicio "Brigadas". Raúl Alfredo continúa desaparecido.

Alberto Oscar BOSSIO URRIZA nació en La Plata, el 2 de septiembre de 1942. De acuerdo a su legajo N° 41/1956 realizó sus estudios primarios en la Escuela "Sagrado Corazón" de La Plata. Ingresó al CNLP en 1956 y egresó en 1960 en 5° 6°. Ingresó a la carrera de Medicina en el año 1961 egresando el día 20 de diciembre de 1968. "El Negro", como era conocido, fue Secretario Técnico de la Dirección General de Sanidad de esta Universidad, renunciando al cargo el 8 de octubre de 1974, en la renuncia masiva de funcionarios ante el asesinato de Rodolfo Achem y Carlos Miguel. Militaba en la Organización Montoneros, en la columna de Sanidad. A partir del 20 de abril de 1976, fecha en que un grupo de tareas irrumpió en su hogar, estuvo viviendo de manera clandestina y solicitó licencia en el cargo de Ayudante. El 18 de noviembre de 1976 fue la última vez que su familia lo vio. Se presume que pudo haber estado en la casa operativa de calle 30 al momento en que fuera atacada, el día 24 de noviembre. Continúa desaparecido.

Pascual Alejandro BULIT GÁMEZ nació en La Plata, el 5 de enero de 1950. De acuerdo a su legajo N° 51/1963 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 2. Ingresó al CNLP en 1963 y egresó en 1969 en 6° B°. En 1970 ingresó a la Facultad de Ciencias Naturales optando por la orientación en Zoología. Era trabajador de Propulsora Siderúrgica y uno de los responsables de la Federación Juvenil Comunista (FJC) en la zona industrial del Gran La Plata. En 1974, durante una huelga de Propulsora, se incorporó al Partido Revolucionario de los Trabajadores y en el Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT-ERP). De acuerdo a diversas fuentes, habría sido detenido con vida el 23 de diciembre de 1975, en el marco de la represión al ataque contra el Batallón de Arsenales 601 de Monte Chingolo, llevado a la Regional II de Lanús y asesinado al día siguiente en el Riachuelo. En el año 2000 la Cámara de Apelaciones de La Plata pudo corroborar que, si bien en febrero de 1976 se había identificado su cadáver, esa circunstancia nunca se había comunicado a sus familiares. A la fecha continúa desaparecido.

Osvaldo Enrique BUSETTO PRIETO nació en La Plata el 10 de marzo de 1946. De acuerdo a su legajo N° 77/1959 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1959 y egresó en 1965 en 6° 5°. Luego ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. Osvaldo militaba en el PRT-ERP y trabajaba en el Cuerpo de Bomberos de la Policía de la Provincia de Buenos Aires. El 9 de septiembre de 1976, fue baleado y secuestrado en Plaza San Martín de La Plata.



Fue llevado al Hospital Naval y luego visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Destacamento de Arana", "Pozo de Quilmes" y "Pozo de Banfield". Estos hechos fueron juzgados en las causas "Causa 44", "Círculo Camps", "Fuertar 5" y actualmente en "Brigadas".

Luis María CANOSA CANALE nació el 8 de diciembre de 1952 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 69/1966, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 33 y en 1966 ingresó al CNLP. En quinto año pasó al turno noche en 5°B°. Integrante del movimiento artístico independiente de La Plata de principios de los años setenta, músico de la banda "Dulcemembriyo", fue detenido por un hecho común el 23 de febrero de 1978 en Capital Federal, junto a su esposa. Fue alojado en el Pabellón 7 de la Unidad 2 de la Cárcel de Devoto. Días más tarde, se produjo la denominada "Masacre del Pabellón 7" en la que las autoridades militares dejaron morir a decenas de personas que estaban alojadas allí por delitos comunes. A la fecha, sobrevivientes y familiares pugnan por el reconocimiento del hecho como delito de lesa humanidad.

Alfredo Eduardo CATALA POURTAU nació el 8 de febrero de 1946 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 431/1960, ingresó al CNLP en 1960, en el tercer año, proveniente de la Escuela Normal Nacional Mixta N° 3 "Almafuerte". Egresó en 1963 en 5° 2° y luego estudió Abogacía. "Fredy", como lo apodaban, militaba en el Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP) y ejercía la profesión. Tenía una hija, Paulina. Desapareció en mayo de 1977 y pudo reconstruirse muchos años después que fue secuestrado el 11 de mayo en un operativo del Ejército en la casa de Avellaneda donde vivía junto a la familia Fernández, también militantes del PRT-ERP. Alfredo continúa desaparecido.

María Adela CHIAPPE SARDOY nació el 8 de diciembre de 1931 en Berisso. Abogada, integrante del gobierno de Oscar Bidegain, militante peronista y de Montoneros. De acuerdo a su Legajo N° 1245 fue designada Vicerrectora del Turno tarde desde el 1° de julio de 1974 por Resolución N° 493/74 del Rector Normalizador. Renunció el 8 de octubre del mismo año, en la renuncia masiva de funcionarios de la Universidad ocasionada por los homicidios de Rodolfo Achem y Carlos Miguel. "Quiquita", como la apodaban, fue secuestrada en Mar del Plata el 12 de febrero de 1978, con su hija María Gabriela Leguizamón, de 16 años y dos compañeras. Fueron vistas en la Base Naval de esa ciudad y en el CCDTyE que funcionaba en la Escuela de Suboficiales de Infantería de Marina (ESIM). El caso fue incluido en el Juicio "Subzona 15" (2018). María Adela y María Gabriela continúan desaparecidas.

Luis Alberto CIANCIO ALEGRE nació en Chacabuco, provincia de Buenos Aires el 24 de abril de 1951. De acuerdo a su legajo N° 72/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 2 de la ciudad de Berisso. Ingresó en el CNLP en 1964 y egresó en 1969 en 6° 1°. En 1970 ingresó a la Facultad de Ingeniería, inscribiéndose en la carrera de Ingeniería en Telecomunicaciones. Militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Fue secuestrado junto con su esposa, Patricia Dillon, el 7 de diciembre de 1976 y visto por sobrevivientes en el CCDTyE "Comisaría Quinta de La Plata". Sus restos fueron exhumados por orden judicial del Cementerio Municipal de Avellaneda donde había sido enterrado como N.N. e identificados por el Equipo Argentino de Antropología Forense (EAAF) en 2009. Se determinó que había sido ejecutado entre el 31 de enero y el 18 de febrero de 1977. Los restos de Patricia Dillon fueron identificados en el año 2012. El caso de Luis Alberto Ciancio formó parte del juicio denominado "Círculo Camps" cuya sentencia fue dictada en el 2013 por el Tribunal Oral en lo Criminal Federal N° 1 de La Plata y en la que fueron condenados numerosos genocidas.

Luis Roberto CONTRISCIANI SPINSANTI nació en La Plata, el 21 de diciembre de 1951. De acuerdo a su legajo N° 76/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 19 de La Plata. Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969, en 6° 7°. En 1970 ingresó al Ciclo Común del Doctorado en Ciencias



Naturales con orientación en Geología. "Manolo" o "Gordo", como lo apodaban, militaba en los Grupos Revolucionarios de Base, agrupaciones estudiantiles impulsadas por el Partido Revolucionario de los Trabajadores y el Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT-ERP), organización a la que luego se incorporó. Era miembro de la comisión interna de empleados por reunión del Hipódromo de La Plata. Vivía con su pareja Estela Barrufaldi y sus dos hijos, Valeria y Ernesto; tuvieron, además, un hijo llamado Juan, que tenía 10 meses al momento de la desaparición de su padre. Luis fue secuestrado el 6 de diciembre de 1976 en un operativo ilegal de detención realizado en su domicilio en diagonal 73 esquina 10 y 57 de la ciudad de La Plata. En 1977, fue secuestrada también su hermana, Alicia Contrisciani, profesora de Historia. Ambos continúan desaparecidos.

Fernando Raúl CORDERO CARBALLO nació en La Plata, el 11 de noviembre de 1955. De acuerdo a su legajo N° 57/1969, realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada Anexa "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en 1973 en 5° 2°. Ingresó en 1974 al Ciclo Común del Doctorado en Ciencias Naturales con orientación en Ecología. "Hindú" como le decían, militaba en la Juventud Universitaria Peronista (JUP) y Montoneros. Fue secuestrado el 5 de febrero de 1977, en calle 50 entre 7 y 8 de La Plata. Durante su cautiverio fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Brigada de Investigaciones de La Plata" y "Comisaría 5ta" de esta misma ciudad. Su caso fue incluido en la causa judicial conocida como "Circuito Camps" con sentencia dictada por el TOF N° 1 de La Plata en el año 2012. Fernando Raúl continúa desaparecido.

Hugo Arnaldo CORSIGLIA DANIELE nació en La Plata el 19 de febrero de 1950. De acuerdo a su legajo N° 87/1963 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1963 y egresó en 1968 en 6° 5°. En 1969 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Enano", como lo apodaban, estaba casado con Maria Cristina Mura y juntos militaban en "FAL 22 de agosto". El 10 de agosto de 1977 fue secuestrado de una casa en Florencio Varela donde se alojaban su mujer y su hija Lucía, de cuatro meses en ese momento. Ese mismo día también fue secuestrada su esposa. Hugo y María Cristina fueron vistos en la Escuela de Mecánica de la Armada (ESMA), hasta mediados de septiembre de 1977. Sus casos fueron incluidos en la megacausa "ESMA" y numerosos imputados fueron condenados por la sentencia dictada el 29 de noviembre de 2017 por el Tribunal Oral Federal N° 5 de Capital Federal. Ambos continúan desaparecidos.

Juan Carlos DAROQUI BARONTINI nació en la ciudad de Bolívar el 6 de noviembre de 1946. Aunque su legajo no fue localizado, de acuerdo a las resoluciones del Libro de Resoluciones de 1966, fue designado por Resolución N° 444 como preceptor con carácter interino a partir del 13 de mayo de 1966. Ejerció ese cargo por lo menos hasta diciembre de 1971. Entretanto, estudió en la Facultad de Ciencias Médicas. Era conocido como "Cacho", "Loco" o "Soco". De la resolución N° 207/67 se desprende que cumplió con el Servicio Militar Obligatorio a partir de febrero de 1967 y hasta marzo de 1968. Utilizando el apodo "Joaquín", en 1974 fue responsable de la Regional La Plata del "Movimiento Revolucionario 17 de Octubre" (MR 17), y más tarde se trasladó a Capital Federal para dirigir la regional porteña de la organización. El 15 de julio de 1977 fueron secuestrados sus hermanos Jorge Arturo y Daniel. Juan Carlos fue secuestrado el 12 de septiembre de 1977 en el barrio porteño de Villa Soldati. Fue visto por sobrevivientes en el CCDTyE "Club Atlético". Su caso fue incluido en la causa denominada "Jefes de Área" y "ABO". Permanece desaparecido.

Claudio DE ACHA KOIFMANN nació en Capital Federal el 21 de septiembre de 1958. De acuerdo a su legajo N° 84/1972 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 1 de Ensenada. Ingresó al CNLP en 1972. Claudio militaba en la Unión de Estudiantes Secundarios (UES). El 15 de septiembre de 1976, mientras cursaba 5° 4° fue secuestrado en su casa en Diagonal 73 N° 2539 de La Plata, en la



serie de secuestros de estudiantes secundarios denominada "La Noche de los Lápices". Consta en su legajo la inscripción "Libre 27/09/1976". Fue visto por sobrevivientes en los CCTyE "Arana" y "Pozo de Banfield". Claudio continúa desaparecido. Si bien su legajo fue reparado en la Resolución N° 1048/2015, denominada "Noche de los Lápices", corresponde incluirlo aquí como parte de las memorias institucionales.

Ambrosio Francisco DE MARCO BURSCIACCO nació en La Plata el 27 de julio de 1954. De acuerdo a su legajo N° 107/1968 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 58 de La Plata. Ingresó al CNLP en 1968 y egresó en 1973 en 6° 1°. En 1974 ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas. "Pato", como era conocido, militaba en la Juventud Peronista (JP), en la Unidad Básica "Juan Pablo Maestre" en Los Hornos. Estaba casado con Patricia Dell' Orto y tenía una hija de 25 días, Mariana. Fue secuestrado el 5 de noviembre de 1976 junto a Patricia en la casa de la familia en City Bell. Fueron vistos por Jorge Julio López en uno de los CCTyE que funcionó en la zona de Arana, la antigua "Estancia La Armonía", ya en manos del Regimiento 7° del Ejército. Su caso fue incluido en la causa denominada "Etchecolatz" en la que se juzgaron, probaron y condenaron crímenes de lesa humanidad. En dicho juicio, a través del testimonio de Jorge Julio López, pudo saberse que la pareja fue asesinada. También se juzgó en la causa denominada "Garachico". Ambrosio y Patricia continúan desaparecidos.

Guillermo Rubén DI BASTIANO CURCIO nació en La Plata el 20 de abril de 1954. De acuerdo a su legajo N° 103/1967 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 1 "Francisco A. Berra". Ingresó al CNLP en 1967 y egresó en 1972 en 6° 1°. En 1973 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "El Cara", como le decían, militaba en el Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP). Guillermo era docente en una escuela de Florencio Varela y se desempeñaba como dibujante en la Dirección de Arquitectura del Ministerio de Obras Públicas. El 13 de septiembre de 1977 fue secuestrado de la casa de sus padres en La Plata en calle 59 entre 9 y 10. Fue visto por sobrevivientes en el CCTyE "La Cacha" y de acuerdo a averiguaciones familiares habría estado también en el "BIM 3". Por su caso, fueron juzgados numerosos genocidas en la causa denominada "La Cacha" (2014). Continúa desaparecido.

Julio César DI GIACINTI TORRILLAS nació en La Plata el 3 de marzo de 1954. De acuerdo a su legajo N° 105/1967, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 11 "Florentino Ameghino". Ingresó al CNLP en 1967 y egresó en el año 1972 en 6° 2°. En 1973 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. Militaba en la JUP y Montoneros. Fue asesinado junto a su compañera, Isabel Celia Loedel Maiztegui, cuando fue atacada su vivienda en Villa Ballester, Provincia de Buenos Aires, el 17 de enero de 1978. En septiembre de 2014, sus restos fueron exhumados e identificados, mediante la labor del EAAF y por resolución de la Cámara Nacional de Apelaciones en lo Criminal y Correccional Federal de la Capital Federal, del Cementerio Municipal de San Martín, dónde había sido enterrado como N.N. En octubre del año siguiente, fue inhumado en el Mausoleo de Víctimas del Terrorismo de Estado en el Cementerio Municipal de La Plata.

Pedro Alfredo DISALVO DI FRANCESCO nació en La Plata el 22 de junio de 1955. De acuerdo a su legajo N° 115/ 1968 cursó sus estudios primarios en la Escuela N° 102 Dardo Rocha e ingresó al CNLP en 1968. Egresó en 1973 en 6° 1°. En 1974 ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas. El "Bocha", como era conocido, militaba en el Partido Socialista de los Trabajadores (PST). Al volver a su hogar, en calle 35 n°754 de la ciudad de La Plata, fue secuestrado el 1° de julio de 1977. Fue visto por sobrevivientes en los CCTyE "Brigada de Investigaciones de La Plata" y "Comisaría 5ta" de la misma ciudad. Su caso fue incluido en la causa denominada "Circuito Camps" en la que se juzgaron, probaron y condenaron delitos de lesa humanidad. Pedro continúa desaparecido.



José Raúl DÍAZ FERNÁNDEZ nació en Presidente Roque Sáenz Peña, provincia de Chaco, el 24 de junio de 1949. De acuerdo a su legajo N° 97/1962, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 42 "Leopoldo Herrera" e ingresó al CNLP en 1962. Egresó en el año 1967 en la 6° 7°. En 1969 ingresó a la Facultad de Ciencias Naturales y Museo. "Sugus", "Negro Sugus", como lo apodaban por su ascendencia afroargentina, o "Muñeco", militó en el Grupo Revolucionario de Bases (GRB) brazo estudiantil de las Fuerzas Armadas de Liberación 22 de agosto (FAL 22) y luego en el Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT-ERP). En 1975 un grupo de la CNU irrumpió en el lugar donde habían vivido él y también Eduardo Priotti, pero no los hallaron. José fue secuestrado de su domicilio en San Isidro, el 20 de mayo de 1976. No hay testimonio de su paso por un CCDTyE. Aún continúa desaparecido.

Ricardo Mario DÍAZ VELAZCO nació en La Plata el 5 de diciembre de 1952. De acuerdo a su legajo N° 122/1966 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó en 1966 al CNLP y cursó hasta el año 1969, cuando quedó libre de 4° 3°. Finalizó sus estudios secundarios en el Colegio "Charles Charrier" de La Plata. En 1974 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Pelado", como lo llamaban, trabajaba como soldador en el astillero Río Santiago de Ensenada y militaba en la Juventud Peronista. El 24 de diciembre de 1976 la policía y el ejército irrumpieron en su casa de calle 4 entre 59 y 60 en La Plata y lo secuestraron luego de un gran operativo. No fue visto en ningún CCDTyE y continúa desaparecido.

Diana Carmen DIEZ SUAREZ nació en Morón el 17 de noviembre de 1958. Si bien su legajo no pudo ser hallado, de acuerdo a la Resolución de Rectoría N° 55 del 21 de julio de 1974, ingresó en esa fecha al tercer año del CNLP, al aceptarse su pase desde el Bachillerato de Bellas Artes "Profesor Francisco Américo A. De Santo". "Griselda", como le decían, militaba en la Juventud Guevarista (JG), brazo juvenil del Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP). Junto a su compañero Luis Alberto Rentani, trabajador de Propulsora Siderúrgica, vivían en calle 530 entre 17 y 18, en Tolosa, La Plata. El día 8 de marzo de 1977 fueron secuestrados en su hogar. El bebé que tenían fue dejado allí con sus abuelos paternos. El mismo día fue secuestrado el cuñado de Diana, Jorge Moura. Permanecen desaparecidos.

Guillermo Ángel ERCOLANO CORTINA nació en La Plata el 24 de agosto de 1952. De acuerdo a su legajo N° 119/1963 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1963 y egresó en 1968 en 6° 4°. En 1969 ingresó a la Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales. "Quicho", como lo apodaban, trabajaba como empleado en el Ministerio de Economía de la Provincia de Buenos Aires. Era militante del Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Tenía 29 años cuando fue secuestrado el 6 de diciembre de 1977 en el barrio de San Telmo de Capital Federal, en el marco del "Operativo Escoba" por el cual esa organización fue perseguida, junto a sus compañeros Graciela Verdecanna y Manuel Carricondo. El secuestro fue realizado por miembros del Grupo de Tareas 3 de la Marina. Fue visto por sobrevivientes en los Centros Clandestinos de Detención "Club Atlético" y "El Banco". Guillermo Ángel permanece desaparecido.

Daniel Omar FAVERO PERUSIN nació en La Plata el 30 de julio de 1957. De acuerdo a su legajo N° 100/1970 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 8 "Domingo Sarmiento". Ingresó al CNLP en 1970 y egresó en 1974 en 5° 2°. En 1975 ingresó en la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. Daniel militaba en la Juventud Universitaria Peronista y el día 25 de junio de 1977 fue secuestrado junto a su compañera María Paula Álvarez en su domicilio. El secuestro fue llevado a cabo por un grupo de tareas de la Brigada de Investigaciones de La Plata. En el año 2016 fueron condenados los efectivos policiales que participaron de su secuestro, por sentencia del Tribunal Oral



Federal N° 1 de La Plata en la causa denominada "Favero". María Paula y Daniel continúan desaparecidos.

Gustavo Javier FERNÁNDEZ GALAN nació en La Plata el 5 de enero de 1952. De acuerdo a su legajo N° 117/ 1965 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González" y en 1965 ingresó al CNLP. Egresó en 1970 en 6° 1°. Consta en el legajo su intención de ingresar a la Facultad de Ingeniería. En 1972 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. Trabajaba en el Ministerio de Obras Públicas de la Provincia de Buenos Aires. El 9 de octubre de 1976 fue secuestrado de su domicilio en el barrio "El Dique", Ensenada, junto a su esposa Cecilia Hebe Coda, en presencia de su hija Pilar. En el mismo operativo fueron secuestrados sus compañeros de estudio Roberto Rivelli y Elba Beatriz Pirola. De acuerdo al testimonio de sobrevivientes, habrían transitado los CCDTyE "Arana" y "Puesto Vasco". Ambos continúan desaparecidos.

Rúben Hector FIORA CHIODO nació en la ciudad de Berisso el 20 de junio de 1951. De acuerdo a su legajo N° 133/64 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 58 "Juan Vucetich". Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969 en la 6° 6°. Consta en su legajo su intención de ingresar en la Facultad de Ingeniería, aunque finalmente en 1970 ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas. "Chino", como lo apodaban, militaba en la Juventud Universitaria Peronista (JUP) y en Montoneros. Trabajaba como dibujante en el Instituto de la Vivienda, dependiente del Ministerio de Obras Públicas. El 20 de octubre de 1976 fue secuestrado en calle 17 entre 63 y 64, en las inmediaciones de su domicilio. Hasta el momento se desconoce su paso por algún CCDTyE. Rubén Héctor continúa desaparecido.

Rubén Leonardo FOSSATI JOSÉ nació en La Plata el 12 de septiembre de 1955. De acuerdo a su legajo N° 97/1969 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en 1973 en la 5° 1°. Consta en su legajo su intención de inscribirse en la Facultad de Ciencias Económicas. "La Chancha", como era conocido, militaba en la Juventud Universitaria Peronista. El 21 de enero de 1977 fue secuestrado en la vía pública en la localidad de Quilmes. Inés Beatriz Ortega, su esposa, también fue secuestrada y desaparecida, y dio a luz a un niño en la Comisaría Quinta de La Plata, Leonardo, que pudo recuperar su identidad en el año 2005 gracias a la labor de Abuelas de Plaza de Mayo y del testimonio de sobrevivientes. Rubén e Inés permanecen desaparecidos. Por sus casos fueron juzgados numerosos genocidas en el año 2012, en la causa denominada "Circuito Camps" ante el Tribunal Oral Federal N° 1 de La Plata.

Jose Abel FUKS CUSCHNIR nació en La Plata el 27 de noviembre de 1952. De acuerdo a su legajo N° 148/66 ingresó al CNLP en 1966 y egresó en 1971 en 6° 4°. Consta en su legajo su condición de abanderado de la institución durante todo el año 1971 y de mejor promedio de su promoción. En 1972 ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. José militó en el Partido Comunista Maoísta (PCM) y en su brazo estudiantil Grupo de Estudiantes Antiimperialistas (GEA). Trabajaba como docente de música en el Hospital de Niños de La Plata. El 2 de septiembre de 1976 fue secuestrado. En esos días sufrieron la misma suerte sus compañeros de militancia Graciela Torrano, Alejandro De Sio y Domingo Cáceres. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Destacamento de Arana" y "Pozo de Quilmes". Gracias al testimonio de compañeros de militancia y a partir de una presentación de esta Universidad, su caso fue incorporado al juicio denominado "Brigadas", donde se investigan los hechos sucedidos en el "Pozo de Quilmes". Abel continúa desaparecido.

Blanca Nieves GARAÑA MORALES CABRAL nació en La Plata el 26 de agosto de 1948. De acuerdo a su legajo N° 129/1962 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V.



González". Ingresó al CNLP en 1962 y egresó en el año 1967 en 6° 4°. Consta en su legajo su participación en el equipo de voleybol femenino, que también integraba Beatriz Ronco. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. "Estrellita", como era conocida, militaba en la Juventud Universitaria Peronista (JUP). El día 6 de septiembre de 1977, por la madrugada, fue secuestrada en la casa de su padre, que era casero del actual Museo Histórico "Dardo Rocha", en calle 50 entre 13 y 14 de La Plata. No fue vista en ningún CCTyE. Continúa desaparecida.

Alejandro Horacio GARCIA MARTEGANI nació en La Plata el 5 de julio de 1954. De acuerdo a su legajo N° 110/1972, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 1 "Francisco A. Berra" y luego cursó de 1° a 3° año del colegio secundario en el Liceo "Víctor Mercante". En 1972 ingresó al CNLP en 4° 6° y luego solicitó su pase a la Escuela de Enseñanza Media N° 2 "La Legión". En 1974 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Gallego", como era conocido, militó en la Juventud Universitaria Peronista. Durante 1976 inició el servicio militar obligatorio en el Batallón 601 de City Bell. En enero de 1977, luego de haber estado detenido en el Batallón, fue trasladado al Regimiento de Infantería de Montaña 10 de Neuquén. Allí su familia perdió contacto y se le informó que el 16 de marzo había desertado. Sin embargo, pudo reconstruirse que fue secuestrado en la puerta del Regimiento y luego trasladado al CCTyE "La Cacha". Por su caso fueron condenados numerosos imputados en la causa N° 3389/12 ("La Cacha") a cargo del Tribunal Oral N° 1 de La Plata, cuya sentencia fue dictada en diciembre de 2014.

María del Pilar GARCIA REYES nació en La Plata, el 15 de septiembre de 1953. De acuerdo a su legajo N° 140/1967 realizó sus estudios primarios en la Escuela Normal Nacional Mixta N° 3 "Almafuerte". Ingresó al CNLP en 1967 y cursó hasta 1972 terminando sus estudios en 6° 6°. "Elsa", como la conocían, militaba en Montoneros. Consta en su legajo su intención de inscribirse en la Facultad de Ciencias Naturales y Museo. De acuerdo a lo testimoniado por su madre, estudiaba Ciencias Biológicas en esta Casa de Estudios y había sufrido un intento de secuestro en su hogar, por lo que se fue a vivir a Capital Federal. Allí, fue secuestrada a inicios de 1977. Fue vista por testigos en el CCTyE "El Vesubio". Por su caso, fueron condenados numerosos imputados, en el juicio "El Vesubio II" en 2014. María del Pilar continúa desaparecida.

Mario Alberto GERSHANIK DAIEN nació en La Plata el 31 de agosto de 1944. De acuerdo a su legajo N° 168/1960 realizó sus estudios primarios en la Escuela Normal Mixta de la ciudad de San Martín. Realizó hasta el 3° año del secundario en el Colegio Nacional "Gral. Tomás Guido" de la misma localidad. Ingresó al CNLP en 1960 en el 4° año y egresó en 1961 en 5° 5°. Al año siguiente, se inscribió en la Facultad de Ciencias Médicas y egresó en 1970. Mario militaba en el Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT-ERP) y ejercía su profesión como médico pediatra. Fue asesinado el 10 de abril de 1975 en su domicilio de calle 50 entre 2 y 3 de esta ciudad por un comando conjunto de la Triple A y la Concentración Nacional Universitaria (CNU). Su caso fue mencionado en la causa denominada "CNU" pero aún aguarda justicia.

Eduardo Julio GIACCIO APARICIO nació en La Plata el 21 de mayo de 1948. De acuerdo a su legajo N° 143/1961 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1961 y cursó hasta 4° año, egresando en la Escuela de Enseñanza Media N° 2. En 1966 ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. El día 18 de marzo de 1976 fue secuestrado en su domicilio de Avenida 25 y 68 de La Plata por un grupo parapolicial, junto a los hermanos Raúl Alberto y Oscar Gerardo Arabel y Ernesto David Rojas. Todos eran estudiantes universitarios y activistas gremiales en el Hipódromo de La Plata. Una semana antes habían asesinado al presidente de la Agrupación de empleados por Reunión del Hipódromo, Carlos Domínguez. Sus



cuerpos aparecieron en una zona descampada de Ranelagh, Berazategui. Por estos hechos están imputados miembros de la CNU.

Carlos Alberto GIGLIO VALLI nació en La Plata el 14 de septiembre de 1942. De acuerdo a su legajo N° 222/1956 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1956. Rindió libre todo el 4° año, por lo que egresó en 1959 en 5° 3°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo, egresando como arquitecto en 1967. "Coco", como era conocido, militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Con Virginia Isabel Cazalás tuvieron dos hijos, Josefina y Francisco. Carlos fue secuestrado en el barrio porteño de San Cristóbal, el 19 de mayo de 1976 y Virginia el 7 de diciembre de 1977 en el marco del denominado "Operativo Escoba". Continúan desaparecidos.

José GOLA nació en Capital Federal el 15 de octubre de 1943. De acuerdo a su legajo N° 218/1957 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 5 "Coronel De Marina Tomás Espora". Ingresó en 1957 al CNLP, hasta 3° año. Luego culminó sus estudios en el Colegio "San José" de La Plata. "Bubi", como lo conocían, militaba en Montoneros. Tenía tres hijos, Emiliano, Natalia y Marcos. Estaba casado con Rita Artabe. El 20 de diciembre de 1976, al mediodía, fue asesinado en el barrio "Meridiano V" de La Plata al intentar escapar de un operativo. Rita sufrió el mismo destino el 7 de enero de 1977.

Juan Carlos GONZÁLEZ GENTILE nació en La Plata el 20 de agosto de 1946. De acuerdo a su legajo N° 182/1960 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1960 hasta 4° 3° y luego finalizó sus estudios en el Colegio "Sagrado Corazón de Jesús". En 1969 ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. "El Gallego", como lo apodaban, militó en las Fuerzas Armadas Revolucionarias y en Montoneros. Sus hijos Griselda, Javier y Soledad tuvieron que exiliarse junto a su madre Teresa. El 12 de febrero de 1977 fue asesinado en Santa Fe, provincia a la que se había mudado debido a la situación represiva en La Plata. Sus restos fueron hallados en el Cementerio Municipal de Santa Fe e identificados por el Equipo Argentino de Antropología Forense en marzo del 2000. Por estos hechos fueron juzgados numerosos responsables en la denominada "Causa Unificada" en la provincia de Santa Fe.

Gervasio Martín GUADIX VIGNEAU nació en La Plata el 14 de febrero de 1954. De acuerdo a su legajo N° 163/1967 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 2. Ingresó al CNLP en 1967, realizando hasta 4° 1° y luego finalizó en la Escuela de Enseñanza N° 2 "La Legión". En 1972 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Beto", "Paco" o "Yayo", como era conocido, militaba en la Juventud Universitaria Peronista y Montoneros. Con su compañera Aixa Bona tenían una hija, Dolores. Estuvieron exiliados y volvieron para formar parte de la denominada contraofensiva montonera. Fue secuestrado el 26 de agosto de 1980 en Capital Federal, en plena vía pública. Fue visto por sobrevivientes en el CCDTyE "El Campito" (Guarnición Militar de Campo de Mayo). El 26 de diciembre de 1980, el Ejército fraguó un suicidio en el puente fronterizo de la localidad correntina de Paso de los Libres, como si recién ingresara desde Brasil. Sus restos fueron recuperados del cementerio de Paso de los Libres, Corrientes, e identificados en septiembre de 2009. Por estos hechos fueron condenados numerosos genocidas en la causa denominada "Contraofensiva" en el año 2020.

Sergio KARAKACHOFF GIMÉNEZ nació en La Plata el 27 de junio de 1939. De acuerdo a su legajo N° 596/1953 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. Gonzalez". Ingresó al CNLP en 1953, luego de realizar los dos primeros trimestres de primer año en el Liceo Naval Militar, y egresó en 1957 en 5° 1°. "Ruso", como lo apodaban, se inscribió luego en la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales y egresó como abogado en 1965, ejerciendo el derecho laboral. Integró la agrupación Franja Morada y militó en las corrientes progresistas de la Unión Cívica Radical (UCR): el



Movimiento de Afirmación Popular (MAP) y el Movimiento Renovación y Cambio. El 9 de septiembre de 1976 fue secuestrado con su socio Domingo Teruggi y al día siguiente sus cuerpos fueron hallados en la orilla de la Ruta 36, en una zona rural del Partido de Magdalena. Estos hechos aún esperan justicia.

Guillermo Antonio LARA PEREZ nació el 22 de noviembre de 1949 en Capital Federal. De acuerdo a su legajo N° 174/1962 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1962 y finalizó en 1967 en 6° 4°. Consta en su certificado de estudios su intención de inscribirse en la Facultad de Ciencias Económicas. Guillermo militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML), era fotógrafo y trabajaba en la Policía de la Provincia de Buenos Aires. Con María Irene Gavaldá tuvo dos hijos, María Verónica y Germán y luego, con Susana Binda, a Miguel. "Gaucho", como lo apodaban, fue secuestrado el 1° de mayo de 1976 en las calles Canning y Santa Fe, en Capital Federal, y su cuerpo fue hallado algunos días después en Berazategui.

Hugo Anibal LAVALLE CASAMIQUELA nació en La Plata el 26 de julio de 1952. De acuerdo a su legajo N° 205/1966, realizó sus estudios primarios en la Escuela Normal Nacional N° 3. Ingresó en 1966 al CNLP, cursó hasta 5° B° y luego finalizó en la Escuela de Enseñanza Media N° 1 de Magdalena. En 1971 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Pinino", como era conocido, militaba en el Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP). El 9 de octubre de 1975, en el marco del denominado Operativo Independencia, fue asesinado por el Ejército, que lo emboscó junto a sus compañeros, a orillas del arroyo "San Gabriel" en Acherai, Monteros, Tucumán. Permanece desaparecido, en tanto su cuerpo fue ocultado por los perpetradores.

David Hugo LESSER PERELMUTTER nació el 8 de mayo de 1950 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 193/1963, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 1 "Francisco A. Berra" de La Plata. Ingresó al CNLP en el año 1963 y egresó en 1968 en 6° 7°. Luego, estudió Odontología. David militaba en el Partido Comunista Revolucionario (PCR). El 13 de mayo de 1975 fue secuestrado junto a sus compañeros de militancia Ana María Cameira, Carlos Polari y Herminia Ruiz mientras realizaban una pintada en la esquina de 17 y 42 de La Plata por la libertad de su compañero Horacio Minicucci. Sus cuerpos aparecieron al día siguiente en La Balandra, Berisso. Se responsabilizó por este hecho a la organización paraestatal Triple A (Alianza Anticomunista Argentina).

Miguel Ángel LOMBARDI MONTESANO nació en La Plata el 16 de septiembre de 1949. De acuerdo a su legajo N° 198 realizó sus estudios primarios en la Escuela Normal Nacional Superior Mixta N°3 "Almafuerte". Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969 en 6° 5°. En 1974 ingresó a la Facultad de Psicología. Miguel era Profesor de Educación Física. Fue secuestrado el 28 de junio de 1977 en el domicilio de sus padres, en la calle 51 n° 407 de La Plata. Fue visto por sobrevivientes en el CCDTyE "La Cacha". Por su caso, fueron condenados numerosos represores en el juicio conocido como "La Cacha", que se llevó adelante ante el Tribunal Oral N° 1 de La Plata durante el año 2014. A la fecha continúa desaparecido.

Ángela LOPEZ MARTIN nació en Granada, Andalucía, España, el 12 de agosto de 1946. De acuerdo a su legajo N° 34.243 se desempeñó como Profesora de Geografía en el CNLP desde el 1° de abril de 1974. Ángela, militó en el PRT-ERP al igual que su pareja, Osvaldo Busetto. Fue secuestrada el 26 de septiembre de 1976, en el domicilio de sus padres en la ciudad de La Plata. Por Resolución N° 2959/76, en Expediente N° 1300-1656/76, a pedido del Rector del CNLP, el Interventor de esta Universidad, Guillermo Gallo, resolvió la limitación de funciones a partir del 28 de septiembre de 1976 y se le envió notificación de esta Resolución el día 26 de octubre de 1976. Fue vista por sobrevivientes en los CCDTyE "Arana", "Banfield" y "Quilmes". Por su secuestro y desaparición fueron condenados los imputados en la causa denominada "Causa 44" en el año 1986 y en "Circuito Camps", el 19 de



diciembre de 2012, y actualmente se juzga su caso en el juicio denominado "Brigadas". Ángela continúa desaparecida.

Alberto Eduardo MAESTRI WILLIAMS nació el 14 de enero de 1956 en Capital Federal. De acuerdo a su legajo N° 297/1959, realizó sus estudios primarios en la Escuela "San Michael" de La Plata. Ingresó al CNLP en 1959 y cursó hasta 2° 9°. Al año siguiente, continuó sus estudios en el Colegio Nacional N° 2 de Capital Federal. En 1967 ingresó a la carrera de Abogacía en la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales de esta Universidad. Trabajaba en Contaduría de la Provincia de Buenos Aires. "Cacho", "Cisco" o "Mestre", como lo apodaban, militaba en el Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP). Fue secuestrado el 15 de septiembre de 1976 de su domicilio en Calle 10, N° 282, Departamento "3", de La Plata. Fue visto en el CCDTyE conocido como "Puente 12" o "Proto-Banco". Su caso fue incluido en los distintos tramos del Juicio denominado "Puente 12". Permanece desaparecido.

Hugo Alfonso MASSUCCO DURANTE nació en Buenos Aires el 21 de diciembre de 1940. De acuerdo a su legajo N° 287/1954 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1954 y egresó en 1958 en 5° 2°. Consta en su legajo su intención de estudiar Arquitectura. En 1960 ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. "Tuerto", como era conocido, militó en Vanguardia Comunista y fue trabajador y militante gremial en Astilleros Río Santiago, donde fue dejado cesante por Ley N° 21.260. Tenía tres hijos, Pablo, Marcos y Emilio; la madre de los dos últimos, María Angélica Mellace, fue detenida-desaparecida el 15 de noviembre de 1976. Fue secuestrado en la fábrica donde trabajaba en Lomas de Zamora, el 3 de noviembre de 1977. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "La Cacha" y en "El Vesubio". Posteriormente pudo determinarse que, el 30 de agosto de 1978, fue asesinado en cautiverio y sus restos abandonados en la zona costera de El Tigre; aunque se lo había identificado dactiloscópicamente, fue inhumado como N.N. en el Cementerio de Benavídez.

Julio Alberto MATAMOROS LOPEZ nació en La Plata el 10 de marzo de 1956. De acuerdo a su legajo N° 163/1969 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 37 "Remedios de Escalada". Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en 1973 en 5° 8°. En 1975 ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas. Julio trabajaba en el Banco Crédito y militaba en el Partido Socialista de los Trabajadores (PST). Fue secuestrado el 11 de mayo de 1977 de su domicilio en Calle 3 entre 520 bis y 521 de Tolosa, junto a sus compañeros de militancia Alejandro Ford y Mónica Olasso, que se encontraba embarazada de dos meses. Sus restos fueron hallados en el Cementerio de Ezpeleta e identificados por el EAAF en diciembre de 2012, pudiéndose reconstruir que fue asesinado el 24 de junio de 1977.

Daniel Eduardo MENDIBURU ELICABE MOLER nació en La Plata el 23 de septiembre de 1951. De acuerdo a su legajo N° 212/1965 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1965 y cursó hasta 4° 2°, pasando luego al Instituto "Charles Charrier", en el cual egresó. En 1972 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Conejo" o "Gulliver", como era conocido, trabajaba en el Ministerio de Economía y militaba en Montoneros. Una de sus tareas era en la imprenta clandestina que funcionaba en la casa Mariani-Teruggi. El 24 de noviembre de 1976, la zona fue sitiada y la casa atacada en un operativo militar y policial, donde fueron asesinados los cinco adultos que se encontraban en el lugar y fue sustraída Clara Anahi Mariani, de tres meses de edad. Daniel no llegó a conocer a su hijo, Pablo. Por su caso, fueron condenados numerosos imputados en la causa denominada "Circuito Camps", cuya sentencia fue dictada por el Tribunal Oral en lo Criminal Federal N° 1 de La Plata en diciembre de 2012.



Mario Miguel MERCADER MEYER nació en La Plata el 16 de enero de 1955. De acuerdo a su legajo N° 215/1968 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 8 "Domingo Faustino Sarmiento". Ingresó al CNLP en 1968 hasta 5° 6° y luego egresó en la Escuela de Enseñanza Media N° 2. Mario militaba en Montoneros. El 10 de febrero de 1977 fue secuestrado junto a su esposa Anahí Fernández, en la casa donde vivían junto a sus dos hijas, Ana Laura y María, en calle 119 N° 833, Tolosa. Mario fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Arana", "Brigada de Investigaciones de La Plata", "Comisaría 5ta de La Plata" y "Pozo de Banfield". En el año 2009, el EAAF pudo identificar los restos de Anahí y Mario. Pudo determinarse que habían sido sepultados como N.N., en el caso de Mario, luego de un enfrentamiento fraguado el 5 de abril de 1977. Por su caso, fueron condenados numerosos represores en los juicios conocidos como "Camps", del año 1986 y "Circuito Camps", que se llevó adelante en el año 2012 ante el Tribunal Oral N° 1 de La Plata.

Leonardo Guillermo MICELI BARREDA nació en La Plata el 20 de diciembre de 1951. De acuerdo a su legajo N° 219/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 102 "Dardo Rocha". Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969 en 6° 2°. Al año siguiente, ingresó en la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. Leonardo militó en la Juventud Universitaria Peronista (JUP) y en Montoneros. Trabajaba en Limpiolux, en la planta de Propulsora Siderúrgica, del Grupo Techint y estudiaba Ingeniería Química. Con su esposa Ana María tenía un hijo y otro por nacer, Ezequiel y Pablo. Fue secuestrado el 19 de abril de 1976, de su domicilio ubicado en la ciudad de La Plata, por un grupo de aproximadamente veinte personas vestidas de civil. Al día siguiente, su cuerpo apareció acribillado en Avellaneda junto a los de Carlos Sathicq y Horacio Salvador Urrera. Leonardo fue uno de los casos en el juicio a la agrupación paraestatal denominada "Concentración Nacional Universitaria" (CNU) realizado en la ciudad de La Plata durante el año 2017, y por su homicidio con alevosía y concurso premeditado de dos o más personas resultó condenado Carlos Ernesto Castillo.

Carlos Alberto MIGUEL CASTRILLÓN nació en La Plata el 5 de julio de 1944. De acuerdo a su legajo N° 274/1958 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1958 y egresó en 1962 en 5° 1°. Carlos fue fundador y dirigente de la FURN (Federación Universitaria para la Revolución Nacional), y miembro de la JP (Juventud Peronista) de la Plata. Participó en la elaboración de los documentos "Bases para la Nueva Universidad" y "La participación de los Trabajadores en la Conducción de la Universidad". Con Mabel Venegas tenía dos hijos, Rodrigo y Manuel. Carlos Miguel fue secuestrado junto a Rodolfo Achem, el 8 de octubre de 1974, mientras viajaban en un auto de la Universidad, y asesinado poco después, atribuyéndose ese crimen a la CNU. La causa judicial que investiga la muerte de ambos se encuentra radicada en el Juzgado Federal N° 3 de la ciudad de La Plata.

Juan Jacobo MOGILNER PESTAÑA nació en La Plata el 30 de enero de 1945. De acuerdo a su legajo N° 278/1958 ingresó al CNLP en 1958, procedente de la Escuela Graduada "Joaquín V. González", y egresó en 1962 en la división 5° 7°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Naturales y Museo. El "Pato Negro", como era conocido, militó en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Juan tuvo tres hijos, Eleonora, Germán y Javier, con su compañera de Facultad y de militancia, Norma Beatriz Regalía. Luego formó pareja con María Irene Gavaldá, con quien tuvo dos hijas, Cecilia y Mariana. Norma Beatriz fue secuestrada en junio de 1976. Juan se había radicado, al igual que otros militantes de su organización, en la ciudad de Córdoba. Fue secuestrado el 5 de diciembre de 1977 junto a María Inés y otros compañeros, en una quinta de Villa Gran Parque, de esa localidad. Sus hijas menores pudieron ser recuperadas tiempo después. Por testimonios de sobrevivientes pudo determinarse su paso por el CCDTyE "La Perla". Su caso fue incluido en el Juicio



denominado Megacausa "La Perla-La Ribera-D2" y tuvo sentencia en el año 2016. Juan Jacobo continúa desaparecido.

Mariano Carlos MONTEQUÍN SBARRA nació en La Plata el 5 de octubre de 1950. De acuerdo a su legajo N° 225/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela "San Simón". Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969 en 6° 2°. En 1974 ingresó a la Facultad de Ciencias Económicas. "Mané", como lo apodaban, militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Fue secuestrado el 6 de diciembre de 1977 en Capital Federal, junto a su compañera Patricia Villar y Virginia Isabel Cazalas de Giglio, en el marco del denominado "Operativo Escoba" que exterminó a la organización. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Atlético" y "El Banco". Por su caso, fueron condenados numerosos genocidas en la causa denominada "Juicio a las Juntas" en el año 1984 y posteriormente en las causas denominadas "ABO" en 2010 y "ABO Bis" en 2012. Mariano continúa desaparecido.

Jorge Horacio MOURA OLIVA nació en Berisso el 10 de enero de 1950. De acuerdo a su legajo N° 216/ 1962 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 1 "Francisco A. Berra". Ingresó al CNLP en 1962 y egresó en 1967 en 6° 4°. En 1969 ingresó en la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Manuel" o "Sargento Manuel", militó en la Juventud Guevarista y luego en el Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP). Con su compañera Perla Diez tuvo dos hijas, Clarisa y Lucía, quien nació durante la prisión política de su madre. El 8 de marzo de 1977, miembros de fuerzas militares y de seguridad rodearon la casa de sus padres y retuvieron a su familia hasta que Jorge llegó de su trabajo y fue secuestrado. Fue visto en el CCDTyE "La Cacha" Por su caso, fueron condenados numerosos imputados en la causa N° 338 9/12 ("La Cacha"), cuya sentencia fue dictada por el Tribunal Oral en lo Criminal Federal N° 1 de La Plata en diciembre de 2014. Continúa desaparecido.

Eduardo Enrique NAVAJAS JAUREGUI FLORES nació en La Plata el 28 de octubre de 1955. De acuerdo a su legajo N° 184/1969 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en 1973 en la división 2°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación y en el mes de mayo solicitó el pase y la inscripción a la Facultad de Ciencias Económicas. "Manopla", como era conocido, fue militante de la Juventud Universitaria Peronista (JUP) y Montoneros. Tras sufrir el hostigamiento del Ejército, Eduardo abandonó el servicio militar obligatorio en el Regimiento de Infantería Mecanizada N° 7 y fue declarado desertor. Lo secuestraron el 23 de enero de 1977 en la Terminal de la línea 105 en Saénz Peña, Tres de Febrero. No hay registro de su paso por CCDTyE. Permanece desaparecido.

Emilio Horacio OGANDO ARAMBURU nació el 17 de octubre de 1949 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 260/1963 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González" e ingresó al CNLP en el año 1963. Cursó en la 8° división hasta quinto año, en el que pasó al turno noche, culminando sus estudios en 1969 (6° B°). "Patato", como lo apodaban, militaba en el Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP) y estudiaba en la Facultad de Ciencias Médicas. Tenía un hijo recién nacido, Agustín. Fue secuestrado el 15 de octubre de 1976 en el domicilio de sus padres, Emilio y Pina, en calle 12 N° 432. Fue visto en el CCDTyE "Pozo de Banfield". Actualmente se lleva adelante el juicio "Brigadas" ante el Tribunal Oral en lo Criminal Federal N° 1 de La Plata que incluye su caso. Emilio continúa desaparecido.

Gustavo Ruben OGANDO GIBELLO nació en La Plata el 21 de julio de 1953. De acuerdo a su legajo N° 245/1967 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1967 y egresó en 1972 en 6° 1°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas. "Cholo", "Cholito" o "Enano", como muchos lo conocían, era militante del Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT-ERP), y estaba casado con



María Victoria Navajas, también militante y estudiante de Medicina. Fueron secuestrados el 13 de mayo de 1977 en la localidad de Lomas de Zamora, donde se habían mudado luego de que allanaran su domicilio en La Plata. No hay registro de su paso por un CCDTyE. Su madre, Noemí "Chichí" Gibello, militó en Madres de Plaza de Mayo hasta su fallecimiento. Gustavo permanece desaparecido.

Otilio Julio PASCUA CRUZ nació en La Plata el 14 de marzo de 1951. De acuerdo a su legajo N° 247 ingresó al CNLP en 1964 procedente de la Escuela N° 8 "Domingo F. Sarmiento" y egresó en 1969 en la división 1°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Oti" o "Toti", como era conocido, militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Debido a la escala represiva que se sufría en la ciudad, Otilio se mudó a Mar del Plata. Fue secuestrado en esa ciudad el 24 de octubre de 1977 junto a Pablo Balut, Cecilia Eguia y Santiago Sánchez Viamonte. Fue visto en los CCDTyE "Club Atlético" y "La Cacha". A mediados de 1978, María Isabel, la madre de Otilio, recibió un llamado de la Comisaría 9ª de La Plata informándole que el cuerpo de su hijo había aparecido en San Fernando, en el Río Luján. Su caso fue incluido en la causa denominada "La Cacha", en el año 2014 y en la causa N° 4477 a cargo del Tribunal Oral Federal de Mar del Plata, en el año 2016.

Roberto Mario PERDONI VENIGNI nació el 4 de noviembre de 1944 en Villa Elisa, La Plata. De acuerdo a su legajo N° 325/1958, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 17 "Luis Castell" de La Plata. Ingresó al CNLP en 1958 y egresó en 1962, en 5° 4°. Consta en su legajo su intención de inscribirse en la Facultad de Ciencias Médicas. Roberto estaba casado con Lidia Massironi, con quien tenía tres hijos: Diego, Julián y Andrea. Ambos militaban en el PRT-ERP. El 24 de diciembre de 1975, en el marco de los hechos sucedidos en el cuartel de Monte Chingolo, el Ejército atacó la casa donde vivían. Roberto y Lidia lograron escapar. Los niños, unos días después fueron trasladados a la Brigada Femenina de La Plata, donde permanecieron una semana hasta que fueron entregados a sus abuelos. Finalmente, Roberto y Lidia fueron secuestrados a mediados de junio de 1976. Lidia fue localizada en el cementerio de Avellaneda en el año 1992 y pudo determinarse que fue asesinada en un falso enfrentamiento el 20 de junio de 1976. Roberto permanece desaparecido. Su caso aún espera justicia.

Eduardo Daniel PEREIRA ROSSI BISCAYART nació el 19 de enero de 1950 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 279/1963, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 1 de La Plata. Ingresó al CNLP en el año 1963 y culminó en el año 1968 en 6° 6°. Consta en su legajo que realizó los trámites para inscribirse en la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad Nacional de Buenos Aires. Eduardo o "Carlón", como lo conocían, militaba en el peronismo revolucionario, inicialmente en las Fuerzas Armadas Revolucionarias (FAR). Fue preso político a principios de la década del '70 y fue liberado por la Ley de Amnistía de 1973. Luego, como militante de Montoneros, se exilió y volvió con la denominada Contraofensiva. El 14 de mayo de 1983 fue secuestrado por integrantes de la Policía Bonaerense en Rosario junto a Osvaldo Cambiasso. Sus cuerpos aparecieron en un enfrentamiento fraguado. En 2016, el Tribunal Oral Federal N° 2 de Rosario condenó a policías y militares por estos hechos.

Marcelino Alberto PÉREZ ROIG nació en La Plata el 24 de abril de 1952. De acuerdo a su legajo N° 261/1965 ingresó al CNLP en 1965 y egresó en 1970 en 6° 1°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, en la carrera del Profesorado de Psicología. Estaba casado con Edith Beatriz Scanavino y tenían una hija, Paula. Trabajaba en el Hipódromo de La Plata y militaba en el Partido Socialista de los Trabajadores (PST). Fue secuestrado junto a Edith el 7 de Julio de 1977 en su domicilio ubicado en calle 6 N° 902 de esa ciudad. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Brigada de Investigaciones de La Plata" y "Destacamento de Arana". Por su caso, fueron



condenados numerosos genocidas en las causas denominadas "Camps" en 1986 y "Circuito Camps" en el año 2012. Ambos continúan desaparecidos.

Graciela Eugenia PERNÁS MARTINO nació en La Plata el 9 de octubre de 1955. De acuerdo a su legajo N° 204/1969 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 10 "Dr. Ricardo Gutierrez". Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en 1973 en 5° 3°. Luego, cursó en la Facultad de Ciencias Naturales y Museo. Graciela militaba en la Organización Comunista Poder Obrero (OCPO), al igual que su esposo Julio Gerardo Poce. Por la persecución y amenazas recibidas por parte de la Concentración Nacional Universitaria (CNU), se mudaron a Capital Federal dos días antes del golpe de estado. El 19 de octubre de 1976 fue atacada la casa donde vivían en el barrio de Flores. Graciela y Julio fueron vistos por sobrevivientes en los CCDTyE "División Cuatrismo (Brigada Güemes)" y en el "Pozo de Banfield". Su madre "Ñeca" militó en Madres de Plaza de Mayo hasta su fallecimiento. Por estos hechos, fueron juzgados y condenados integrantes de fuerzas armadas y policiales en la causa "Protobanco" del año 2018. Actualmente se lleva adelante el juicio denominado "Brigadas" en la ciudad de La Plata. Ambos continúan desaparecidos.

Pedro Luis PESSACQ ASENJO nació el 11 de mayo de 1943 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 387/1956 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1956 y culminó sus estudios en 1960, en 5° 2°. Consta en su legajo que realizó los trámites necesarios para ingresar a la Facultad de Química y Farmacia. El 27 de diciembre de 1975 fue asesinado junto a Eduardo Guillermo Yde, también egresado del CNLP, por personal militar en el Puesto de control N° 8 del Batallón de Comunicaciones 601 en el Camino Centenario a la altura de City Bell.

Julio Gerardo POCE MATEOS nació en La Plata el 12 de agosto de 1952. De acuerdo a su legajo N° 280 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1966 y egresó en 1971 en 6° 6°. Al año siguiente se inscribió en la Facultad de Ciencias Médicas. Julio estaba casado con Graciela Pernas. Ambos militaban en la Organización Comunista Poder Obrero (OCPO). Producto de la persecución sufrida, se mudaron a Capital Federal, donde el 19 de octubre de 1976 fue secuestrado junto a Graciela en el barrio de Flores. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Brigada de Güemes" en la Matanza y "Pozo de Banfield". En 1978 fue secuestrado su hermano Ricardo, estudiante de la Facultad de Ciencias Naturales. Actualmente se lleva adelante el juicio "Brigadas" donde se tratan estos hechos. Julio Gerardo permanece desaparecido.

Ricardo César POCE MATEOS nació en La Plata el 14 de febrero de 1956. De acuerdo a su legajo N° 210/1969 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en 1973 en 5° 2°. Luego, cursó en la Facultad de Ciencias Naturales. "Julio" o "Pato", como lo apodaban, militaba en la Juventud Universitaria Peronista y Montoneros. Tuvo un hijo, Ramiro, con su compañera Carmen. En octubre de 1976 su hermano Julio fue secuestrado junto a su esposa Graciela Pernas. El 9 de diciembre de 1978, Ricardo fue secuestrado y herido en las inmediaciones de la estación de trenes de Ezpeleta por fuerzas conjuntas. De acuerdo a testimonios, habría llegado muerto al CCDTyE "El Olimpo", pero continúa desaparecido. Carmen y Ramiro lograron partir al exilio, primero en Brasil y luego en Francia, retornando a la Argentina en 1983. Su papá, Julio Poce, fue uno de los fundadores de la Asamblea Permanente por los Derechos Humanos de La Plata (APDH La Plata). Su caso fue incluido en las causas denominadas "Causa 13" en 1985, "ABO" en 2010 y "ABO bis" en 2012.



Eduardo José PRIOTTI FERNÁNDEZ nació en la ciudad de Rosario, Santa Fe, el 17 de agosto de 1950. De acuerdo a su legajo N° 260/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 8 "Domingo F. Sarmiento". Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969 en 6° 7°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Naturales y Museo. "Dito" o "Ditto", como era conocido, trabajaba en Propulsora Siderúrgica, en Ensenada. Militó en el Grupo Revolucionario de Bases (GRB), brazo estudiantil de las Fuerzas Armadas de Liberación 22 de agosto (FAL 22), y luego en el Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo (PRT-ERP). En 1975, un grupo de la CNU irrumpió en el lugar donde habían vivido él y también José Díaz Fernández, pero no los hallaron. Fue secuestrado el 25 de noviembre de 1976 en calle 20 y diagonal 75. Si bien su familia tuvo alguna información sobre la posible permanencia en el CCDTyE conocido como "Comisaría 5ta de La Plata", no fue visto por ningún sobreviviente. Eduardo continúa desaparecido.

Jorge Alberto PUCCI SOUZA nació en La Plata el 4 de agosto de 1954. De acuerdo a su legajo N° 265/1968 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 5 de esa ciudad e ingresó en el CNLP en el año 1968, concluyendo sus estudios en 1973 en 6°4°. Consta en su legajo su intención de iniciar estudios universitarios en la Facultad de Ingeniería. El "Zurdo", como le decían, militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista y trabajaba en Yacimientos Petrolíferos Fiscales. Fue secuestrado en la casa donde se alojaba temporalmente, en calle 517 entre 16 y 17 el día 6 de diciembre de 1977, en el marco del denominado "Operativo Escoba", que generó secuestros masivos de las y los militantes del PCML. En agosto del 2014, el EAAF identificó sus restos en el Cementerio Municipal de La Plata. Pudo determinarse que fue asesinado el 27 de enero de 1978 y su cuerpo hallado en Ruta Provincial N° 6 y Ruta Provincial N° 215 de la localidad de Abasto, junto a otras 3 personas.

Hugo Alberto QUAGLINO CALCAGNO nació en La Plata el 2 de julio de 1952. De acuerdo a su legajo N° 228/1970 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1970 procedente del Liceo "Víctor Mercante", realizando solamente 6° 1°. Al año siguiente de su egreso, ingresó a la Facultad de Ciencias Agrarias y Forestales. "Huguito", como lo apodaban, trabajaba en el buffet del Astillero Naval Río Santiago, y era militante de la Juventud Universitaria Peronista (JUP) y de Montoneros. Fue secuestrado el 11 de abril de 1976, mientras realizaba una pintada en las inmediaciones del Hospital General San Martín de La Plata. Su cuerpo apareció sin vida el 12 de abril, en Ruta Panamericana y Arroyo Santo Domingo, en Villa Domínico, partido de Avellaneda. Tenía 23 años y estaba en pareja con María José Parma, que meses más tarde dio a luz al hijo de ambos. Estos hechos aún esperan justicia.

Beatriz Mariana QUIROGA ZILLI nació en la ciudad de Mar del Plata el 5 de agosto de 1940. De acuerdo a su legajo N° 15.163 ingresó al CNLP en octubre de 1969, en el cargo de Profesora de Filosofía, hasta abril de 1973. Su militancia había comenzado en los albores de los años '60 con movilizaciones en apoyo a la Revolución cubana. Hacia 1970 comenzó a militar en las FAR y estuvo encarcelada entre fines de 1972 y mayo de 1973, liberada con la amnistía dictada por Héctor Cámpora. Pasó a integrar Montoneros cuando ambas organizaciones se fusionaron. Casada con Roberto César Porfidio, tuvieron una hija, Cecilia. Ese mismo año, el 20 de octubre, fue secuestrada en La Plata y desde entonces permanece desaparecida. Poco después, el 24 de noviembre, fue asesinado Roberto César. Su hermano Jorge Quiroga, fue secuestrado en el año 1979 y también continúa desaparecido.

Hernán María RAMÍREZ ÁLVAREZ nació en La Plata el 8 de diciembre de 1937. De acuerdo a su legajo N° 324/1951 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 2 "Andrés Ferreyra". Ingresó al CNLP en 1951. Rindió libre tercer año, por lo que egresó en 1954 en 5° 7°. Luego ingresó a la Facultad de Ingeniería, egresando en 1976. Militaba en la organización Resistencia Libertaria (RL). Fue



secuestrado junto con su esposa, Elsa Delia Martínez, el 31 de mayo de 1978 en su domicilio de La Plata, al igual que sus compañeros de militancia y también egresados del CNLP, Pablo y Rafael Tello. Fue visto por sobrevivientes en el CCDTyE "El Banco". Estos hechos fueron juzgados en el juicio denominado "ABO III" en 2017. Ambos permanecen desaparecidos.

Augusto Gonzalo REBAGLIATI SUÁREZ nació en La Plata el 13 de abril de 1951. De acuerdo a su legajo N° 276/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969 en la división 1°. "Pipa", como era conocido, militaba en el Partido Comunista Marxista-Leninista (PCML). El 6 de diciembre de 1977 en el marco del denominado "Operativo Escoba", fue secuestrado en su domicilio de Capital Federal con su esposa Alicia Cruz Sosa, con la madre de Alicia, Dora Nélide Sosa de Cruz y sus hijos Paula y Alfredo. Días después los hijos del matrimonio fueron hallados por su familia en un instituto de menores. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "El Atlético" y "El Banco". Por su caso, fueron condenados los imputados en la causa denominada "Jefes de Área", en el año 2009. A la fecha continúa desaparecido al igual que Alicia y Dora.

Alfredo Mauricio REBOREDO DE CUCCO nació en La Plata el 1° de noviembre de 1956. De acuerdo a su legajo N° 233/1970 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1970 y egresó en 1974 en 5° 11°. Era militante en la Unión de Estudiantes Secundarios (UES). Fue secuestrado el 29 de enero de 1977 mientras caminaba con Pablo Schmucler por la avenida 7 entre 55 y 56. Fue visto por sobrevivientes en el CCDTyE "Comisaría 5ta de La Plata". Su madre, María Amelia de Cucco, integró Madres de Plaza de Mayo desde sus inicios. Su papá Julio fue uno de los jueces impulsores del denominado "Juicio por la Verdad". Su caso fue incluido en la causa denominada "Circuito Camps" en la que se juzgaron, probaron y condenaron delitos de lesa humanidad. Permanece desaparecido.

Horacio Omar RIVELLI BRANDA nació el 10 de septiembre de 1954 en La Plata. De acuerdo a su legajo N° 282/1968, realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 55 "Juan Vucetich" de esa ciudad. Ingresó en el CNLP en el año 1968. En el año 1973 pidió el pase desde 6° 4° al turno Noche (6° A°), por razones laborales. Consta en su legajo su intención de ingresar a la Facultad de Humanidades. "Namú", como lo apodaban, militaba en Montoneros y tenía un hijo, Pablo, junto a Rosa del Buono. El 5 de noviembre de 1976 el Ejército y las fuerzas de seguridad atacaron al domicilio familiar de calle 140 N° 1053 entre 52 y 54, en el Barrio de Los Hornos, y asesinaron a Horacio y a Rosa. Pablo fue herido y luego recuperado por su familia. La causa que investiga estos hechos se encuentra en instrucción.

Roberto Abel RIVELLI ARMENÁRIZ nació en La Plata el 28 de noviembre de 1951. De acuerdo a su legajo N° 288/1965 realizó sus estudios primarios en la Escuela EGB N° 42 "Leopoldo Herrera". Ingresó al CNLP en 1965 y egresó en 1970 en 6° 2°. En 1972 ingresó a la Facultad de Arquitectura. Militaba junto a su esposa Elba Pirola, con quien tenía un hijo, en el Frente Antimperialista por el Socialismo. "El enano", como lo apodaban, también participaba de la actividad gremial en el Hipódromo, donde trabajaba para solventar sus estudios. La madrugada del 9 de octubre de 1976, Elba y Roberto se encontraban realizando un trabajo para la carrera en la casa de su compañero Guillermo Croce, cuando una patota de diez hombres irrumpió en la casa y secuestró a ambos. En el mismo operativo fueron secuestrados sus compañeros Gustavo Fernández Galán y Cecilia Hebe Coda. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Arana" y "Puesto Vasco", de acuerdo a testimonios en el juicio oral "Brigadas". Continúan desaparecidos.



Roberto Antonio ROCAMORA PERRILLI nació en La Plata el 9 de octubre de 1955. De acuerdo a su legajo N° 227/1969 realizó sus estudios primarios en Escuela N° 18 "Julian Aguirre". Ingresó al CNLP en 1969 y egresó en 1973 en la división 5°5°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Naturales y Museo, en la carrera de Ecología. El "Negro" o "Negrito" militaba durante el secundario en el Grupo de Estudiantes Secundarios Socialistas (GRESS); ya en la Universidad, militó en el Grupo Universitario Socialista (GUS) y se integró a la Organización Comunista Poder Obrero (OCPO). El 8 de julio de 1975 fue asesinado en su casa en Berisso por integrantes de la CNU. Los homicidios formaron parte de lo que esta organización denominó "Operación Once por Ponce", en la que asesinaron a una decena de estudiantes de la Universidad entre el 7 y el 8 de julio de 1975, como represalia por la muerte de uno de sus integrantes. El caso permanece impune, aunque fue mencionado en el marco de la causa denominada "CNU" (2018).

Hernán Francisco ROCCA MARTÍNEZ nació en La Plata el 19 de junio de 1953. De acuerdo a su legajo N° 298/1966 ingresó al CNLP en 1966, procedente de la Escuela Normal Nacional Superior Mixta N° 3 "Almafuerte", y egresó en 1971 en 6° 4°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas y militó en la Juventud Universitaria Peronista (JUP). El día 28 de marzo de 1975 fue secuestrado y su cuerpo fue encontrado en Ruta Nacional N° 11, intersección Arroyo "El Pescado", en el barrio de Villa Elvira. Se atribuyó el hecho a las bandas paraestatales Triple A/CNU.

Beatriz Angélica RONCO MAYOL nació en La Plata el 20 de septiembre de 1948. De acuerdo a su legajo N° 288/1962 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1962 y egresó en 1967 en 6°4°. Luego, se graduó como Profesora en Ciencias de la Educación en la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. De acuerdo a su legajo personal N° 17.890, ingresó como preceptora en el CNLP en 1970 hasta que fuera dictada su cesantía por Resolución N°24/74, por la intervención de esta Universidad en noviembre de 1974. Beatriz era militante del Frente Revolucionario "17 de Octubre" (FR-17). Con anterioridad, había militado en el Peronismo de Base (PB), las Fuerzas Armadas Peronistas (FAP) y el Movimiento Revolucionario 17 de Octubre (MR-17). Estaba casada con Carlos Aiub y tenían dos hijos, Juan y Ramón. El 9 de junio de 1977 fue secuestrada junto a su cuñado, Ricardo Aiub, en una casa en Tolosa. El mismo día fue secuestrado Carlos. Ambos permanecen desaparecidos.

Santiago Alejandro SÁNCHEZ VIAMONTE MARTÍNEZ CÁMARA nació en La Plata el 20 de julio de 1952. De acuerdo a su legajo N° 308/1965 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1965 y egresó en 1970 en 6° 9°. En 1972 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Chueco", como lo apodaban, militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista (PCML). Estaba casado con Cecilia Eguía y tenían dos hijas, Celina y Verónica. Ante el incremento de la represión en La Plata, se mudaron a Mar del Plata. Fueron secuestrados el 24 de octubre de 1977 en esa ciudad, junto a sus compañeros de militancia Otilio Pascua y Pablo Balut. Fueron vistos en el CCDTyE "Base Naval", en el edificio de Buzos Tácticos. Su mamá, Herenia Martínez Cámara de Sánchez Viamonte, milita desde entonces en Madres de Plaza de Mayo. Por su caso fueron condenados los imputados en la causa "Subzona 1/15" en el año 2016. Continúan desaparecidos.

Rubén Oscar SCOGNAMILLO NEGRETTE nació en Berisso el 25 de marzo de 1958. De acuerdo a su legajo N° 267/1972 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1972 y cursó hasta 4° 1° en 1975. Consta en su legajo el pedido de certificado analítico parcial para ser remitido a la E.N.E.T. N° 1 de Berisso. "Batata", como era conocido, militaba en la Unión de Estudiantes Secundarios (UES). El 29 de marzo de 1977 comenzó el Servicio Militar Obligatorio en el Batallón 601 de City Bell. Unos días después, su casa fue allanada por una patrulla



militar y el **14 de abril de 1977 fue secuestrado en la casa de un familiar, en Lanús**. Rubén fue visto en los CCDTyE "La Cacha" y "Brigada de Investigaciones de La Plata". Su caso fue incluido en la causa judicial denominada "La Cacha", que culminó en el año 2014 ante el Tribunal Oral N° 1 de La Plata. Continúa desaparecido.

Guillermo Mario SOIBELMAN ZUKER nació en La Plata el 13 de junio de 1952. De acuerdo a su legajo N° 322/1965 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en el año 1965 y egresó en 1970 en 6° 2°. De acuerdo a su Legajo de Personal N° 20.352, ingresó en 1972 como preceptor del CNLP hasta el 31 diciembre de 1974. En esa fecha, la intervención de esta Universidad resolvió su cese. Ese mismo año ingresó a la Facultad de Ciencias Económicas. "El gallego", como era conocido, militó en el Grupo Universitario Socialista (GUS) y posteriormente en la Juventud Universitaria Peronista y Montoneros. El 30 de noviembre de 1978 resistió su secuestro en su domicilio en Gregorio de Laferrere, La Matanza. De acuerdo a testimonios, llegó sin vida al CCDTyE "El Olimpo". A la fecha continúa desaparecido.

Marcelo Rodolfo TELLO BISCAYART nació en La Plata el 31 de agosto de 1950. De acuerdo a su legajo N° 344/1963 realizó sus estudios primarios en la Escuela EGB N° 42 "Leopoldo Herrera". Ingresó al CNLP en 1963 y cursó hasta el 4° 3°. Consta en su legajo su pedido de certificado para continuar en el Bachillerato Nocturno de la Escuela Normal N° 2. "El Negrito", como era conocido, militaba en la organización anarquista Resistencia Libertaria al igual que sus hermanos Pablo y Rafael y su mamá María Esther Biscayart. Con su compañera Vivian, tenían una hija, Ana. Se habían trasladado a Córdoba por militancia y participaba de la Mesa de Gremios en Lucha, como parte del Gremio de la Madera. El 9 de marzo de 1976, Marcelo fue secuestrado en su casa y trasladado al CCDTyE "Campo de La Ribera". Por estos hechos fueron juzgados los responsables en la Megacausa "La Perla". Sus hermanos Pablo y Rafael fueron desaparecidos en 1978 en su lugar de trabajo. Los tres continúan desaparecidos.

Pablo Daniel TELLO BISCAYART nació en La Plata el 25 de abril de 1949. De acuerdo a su legajo N° 331/1962 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 23 "25 de Mayo". Ingresó al CNLP en 1962 y egresó en 1967 en 6° 4°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Físico Matemáticas y luego, en 1969, ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Bigote", como era conocido, participó de la creación de grupos estudiantiles anarquistas que posteriormente conformarían el núcleo de la organización Resistencia Libertaria (RL), en la que luego participaron sus hermanos Rafael y Marcelo, también desaparecidos, y su madre María Esther Biscayart de Tello, que debió exiliarse. Como carpintero, trabajó en el Astillero Río Santiago en Ensenada y, posteriormente, en el Astillero Quarton en el Tigre, en los que también sostuvo una activa militancia gremial. Con su compañera María del Carmen tenían un hijo, Emiliano. Pablo fue secuestrado la tarde del 31 de mayo de 1978 en su lugar de trabajo. María del Carmen, que fue secuestrada el mismo día, pudo ver a Pablo en el CCDTyE "El Banco" y luego fue liberada. Su caso fue incluido en las causas "ABO" y "ABO Bis".

Rafael Arnaldo TELLO BISCAYART nació en La Plata el 13 de abril de 1952. De acuerdo a su legajo N° 334 ingresó al CNLP en 1965, procedente de la Escuela EGB N° 42 "Leopoldo Herrera". Egresó en 1970 en la 2° división. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Naturales y Museo y luego en la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, inscribiéndose en la carrera de Filosofía. "Rata", como lo apodaban, militaba en Resistencia Libertaria, al igual que sus hermanos Pablo y Marcelo y su mamá María Esther Biscayart. Estaba casado con Mariana Arcondo con quien tuvo tres hijos, Pedro, Fermín y Simón. Trabajaba como carpintero en el Astillero Quarton en Tigre, al igual que Pablo. En marzo de 1976, Marcelo fue secuestrado en Córdoba y María Esther continuó su militancia



en el exilio. El 31 de mayo de 1978, Pablo y Rafael fueron secuestrados en su lugar de trabajo junto a otros compañeros. Fue visto en el CCDTyE "El Banco", al que también fue llevada Mariana, quien tiempo después fue liberada. Su caso fue incluido en las causas denominadas "ABO", con sentencia en diciembre de 2010, y "ABO Bis", con sentencia en 2012. Rafael, Pablo y Marcelo continúan desaparecidos.

Claudio Esteban TOLOSA PENELA nació en La Plata el 7 de julio de 1956. De acuerdo a su legajo N° 268/1969 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 43 "Juan Jose Atencio". Ingresó al CNLP en 1969 y cursó hasta 4° 4°. Consta en el legajo el pedido de certificado de estudios parcial para ser presentado en el Colegio de Enseñanza Media N° 6. "El Cuervito", como era conocido, inició su militancia en la Unión de Estudiantes Secundarios (UES). Luego militó en Montoneros, en la Unidad Básica "Burgos-Escribano" de Los Hornos. El 20 de diciembre de 1976 fue asesinado en las calles 35 y 10 de la ciudad de La Plata y enterrado como N.N. en el cementerio platense, tal como pudo determinarse mucho tiempo después. Su hermana, María Rosa, también fue secuestrada y permanece desaparecida. Sus sobrinos, Gonzalo y Matías, pudieron recuperar su identidad.

Carlos Marcelo VENTURA TURCONI nació en La Plata el 1° de septiembre de 1949. De acuerdo a su legajo N° 341/1962 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1962 y cursó hasta 5° 1°. Consta en su legajo que solicitó el certificado de estudios para presentarlo en la Escuela de Enseñanza Media N° 1 de Ensenada, en la cual finalizó el secundario. En 1968 ingresó a la Facultad de Ciencias Médicas. "Cacho" como le decían, militó en la Liga de Estudiantes Socialistas, brazo universitario de los Comandos Populares de Liberación (CPL), integrada a Montoneros, donde formó parte de la columna de Sanidad. Con su esposa Gladys tenía dos hijos, Marcelo y Victoria. Fue trabajador del Instituto Nacional De Servicios Sociales Para Jubilados y Pensionados, donde fueron a buscarlos a ambos, lo que los obligó a huir de la ciudad. Fue secuestrado el 28 de marzo de 1977 en el barrio de la Paternal, de la ciudad de Buenos Aires. Hasta el momento, no hay registro de su paso por algún CCDTyE. Permanece desaparecido.

Abel Luis VIGO COMAS nació en La Plata el 16 de mayo de 1957. De acuerdo a su legajo N° 300/1970 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 2 "Andrés Ferreyra". Ingresó al CNLP en 1970, cursando hasta 5° 11°. En 1975 solicitó su pase al Colegio Industrial N° 1 de Los Hornos. "Palomo" o "Pomelo" militaba en la Unión de Estudiantes Secundarios. Ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, inscribiéndose en la carrera de Educación Física. Abel fue secuestrado en su domicilio de Avenida 7 N° 540 de La Plata, en la madrugada del 30 de julio de 1976. Su padre Antonio Vigo, artista y docente, editó una estampilla y un matasello con la inscripción "Set Free Palomo", que circuló por todo el mundo, encontrando así una forma de resistencia a través del Arte Correo. El caso de Abel fue incorporado al juicio "Brigadas", al haberse comprobado, durante el juicio oral, su paso por los CCDTyE denominados "Arana" y "Pozo de Quilmes". Continúa desaparecido.

Miguel Francisco VILLARREAL VILLEGAS nació en La Plata el 15 de abril de 1945. De acuerdo a su legajo N° 415/1958 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 10 "Dr. Ricardo Gutierrez". Ingresó al CNLP en 1958 y egresó en 1962 en 5° 2°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Ciencias Naturales y Museo, en la que egresó como Licenciado en Zoología en 1971. "Chufó", como lo apodaban, militó en el Socialismo de Vanguardia, luego en el Movimiento de Liberación Nacional (MLN) y finalmente en Montoneros. Con su compañera Silvia tuvieron tres hijos: Julieta, Juan Manuel y Laura. A partir de 1975 y producto de la persecución que se sufría, debió pasar a la clandestinidad y luego salir del país. Regresó en 1978 y el 8 de julio de ese año fue secuestrado en Avenida Corrientes y Uruguay de Ciudad de Buenos Aires. Fue visto por sobrevivientes en la Escuela de Mecánica de la



Armada (ESMA) sin vida. El 13 de julio su cuerpo apareció en el Parque Centenario. Su caso fue incluido en las causas conocidas como "Esma" en 2018 y "Contraofensiva Montonera" en 2021.

Roberto VILLORÍA RICA nació en La Plata el 4 de septiembre de 1951. De acuerdo a su legajo N° 340/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 33 "J. Manuel Ortiz de Rozas". Egresó en 1970 en 6° A°. Consta en su legajo su intención de continuar sus estudios en la Facultad de Ciencias Médicas. Roberto estaba casado con Susana Elena Terraz y tenía una hija, Marcela. Militaba en la Federación de Agrupaciones Eva Perón (FAEP) y posteriormente en Montoneros. El 20 de abril de 1977 fue asesinado junto a su esposa, luego de resistir a su secuestro, en su domicilio de calle 73 N° 830 entre 11 y 12, La Plata, por una patota a cargo del Ejército. Sus cuerpos pudieron ser localizados recién en 1999: habían sido enterrados como N.N. en el Cementerio de La Plata.

Carlos Guillermo Jorge WILLIAMS AMÉNDOLA nació en La Plata el 21 de abril de 1951. De acuerdo a su legajo N° 343/1964 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1964 y egresó en 1969 en 6° 7°. En 1971 ingresó a la Facultad de Arquitectura y Urbanismo. "Willy" o "Higuita", como era conocido, militaba en la Juventud Peronista y era empleado en la Dirección de Catastro de la Provincia de Buenos Aires. El 17 de diciembre de 1976, fue secuestrado en la zona de calles 1 y 60 de La Plata. Fue visto por sobrevivientes en los CCDTyE "Destacamento de Arana" y "Comisaría 5ta de La Plata". En marzo de 2012, fueron identificados sus restos en el cementerio municipal de Isidro Casanova, en el que lo habían inhumado como N.N. Pudo determinarse que fue asesinado en un enfrentamiento fraguado el 5 de enero de 1977, en el partido de La Matanza. Por su caso, fueron condenados los imputados de la causa conocida como "Circuito Camps" en el año 2012.

Roberto Fidel YANTORNO SISCAR nació en La Plata el 2 de diciembre de 1946. De acuerdo a su legajo N° 420/1960 realizó sus estudios primarios en la Escuela N° 33 "J. Manuel Ortiz de Rozas". Ingresó al CNLP en 1960 y egresó en 1965 en 6° A°. Al año siguiente ingresó a la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, inscribiéndose en la carrera de Historia. "Blus", como era conocido, militaba en el Partido Comunista Marxista Leninista. Su esposa Diana Guastavino fue detenida en el año 1975. Roberto fue secuestrado el 6 de diciembre de 1977 en la localidad de Quilmes, en el marco del denominado "Operativo Escoba", que exterminó a la organización. Fue visto por sobrevivientes en el CCDTyE "Pozo de Quilmes". Su hermana, Marta Noemi Yantorno, fue secuestrada en Mar del Plata en los primeros meses de 1978. Su caso se encuentra en juicio oral, en el juicio conocido como "Brigadas", que se lleva adelante desde el año 2020. Roberto continúa desaparecido.

Eduardo Guillermo YDE DURAÑONA nació en La Plata el 12 de septiembre de 1946. De acuerdo a su legajo N° 421/1960 realizó sus estudios primarios en la Escuela Graduada "Joaquín V. González". Ingresó al CNLP en 1960 y egresó en 1965 en 6° 1°. Consta en su legajo que realizó los trámites necesarios para ingresar a la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales. El 27 de diciembre de 1975 fue asesinado junto a Pedro Luis Pessacq, también egresado del CNLP, por personal militar en el Puesto de control N° 8 del Batallón de Comunicaciones 601, en el Camino Centenario a la altura de City Bell, cuando volvían de un evento social. Los militares intentaron que el hecho pasara por un enfrentamiento armado. Su caso aún espera justicia.

que el carácter clandestino de la represión y la metodología de desaparición forzada adoptada por la última dictadura, impidió conocer su escala exacta. Tal como se expresó en la historización de los procesos de memoria del CNLP, la ausencia de datos oficiales obligó tempranamente a familiares, militantes y organismos de derechos humanos a arriesgar sus vidas para elaborar listados, tomar



testimonios e intentar relevar los hábeas corpus que se presentaban en todo el país. Para 1980 se consolidó la cifra de 30.000 desaparecidos que daba cuenta, tanto de cantidades estimadas, como de la indeterminación que la figura de la desaparición forzada conlleva y de la dimensión del horror que desplegó el genocidio perpetrado;

que al día de hoy, sigue reconstruyéndose lo sucedido: quiénes y cuántas fueron las víctimas, por cuáles centros clandestinos pasaron, dónde están y quiénes son los responsables. Esta búsqueda se da a través de los juicios que se siguen impulsando, a través de la labor del Equipo Argentino de Antropología Forense y de las instancias del Estado y de las instituciones que pugnan por seguir construyendo Memoria, Verdad, Justicia y Reparación;

que en ese sentido, en la memoria de la institución, en las placas y recordatorios, está alojada la historia de Carlos Guillermo Dumani, que a la fecha no figura en ningún registro oficial, ni en las denuncias formuladas ante la CONADEP ni en el Registro Único de Víctimas del terrorismo de Estado:

Carlos Guillermo Dumani nació en Córdoba el 16 de octubre de 1953. Ingresó al CNLP en 1967. Cursó hasta 1970 en 4º 1º y luego continuó en la Escuela de Enseñanza Media N° 2 conocida como "La Legión". De acuerdo a los relatos que obran en la memoria institucional, habría estudiado posteriormente en la Facultad de Ingeniería y fallecido el 1º de noviembre de 1977, en el contexto del terrorismo de estado.

que, en definitiva, la comunidad universitaria fue víctima del genocidio y, a la vez, la institución actuó como victimaria, a partir de la intervención que sufrió -incluso previa al golpe de estado- y las sucesivas gestiones de la dictadura cívico-militar;

que, a cuarenta y siete años del golpe cívico militar y transitando los cuarenta años de recuperación de la democracia, es un imperativo ético para la Universidad Pública continuar desandando el camino de horror e impunidad y fortalecer acciones que permita a la sociedad toda, a quienes fueron víctimas del genocidio, a familiares y a los sobrevivientes, la reparación del daño sufrido;

que en este entendimiento se inscribe entonces la necesidad de dejar constancia de la condición de víctimas del terrorismo de estado en cada caso;

Por ello,

EL PRESIDENTE DE LA UNIVERSIDAD

R E S U E L V E:

ARTÍCULO 1º.- Proceder a la reparación de los legajos de las personas estudiantes, graduadas y trabajadoras del Colegio Nacional "Rafael Hernández" mencionadas en el considerando de la presente, dejando constancia de su condición de víctimas del Terrorismo de Estado, y entregar a sus familiares una copia del Legajo reparado, en los términos de la Resolución N° 259/15.

ARTÍCULO 2º.- Incluir copia de la citada Resolución y de la presente en los respectivos legajos.

ARTÍCULO 3º.- Establecer la conservación y digitalización de los legajos, a fin que su copia digitalizada se incorpore al Archivo Histórico de esta Universidad.

ARTÍCULO 4º.- Incluir la inscripción de una leyenda que señale: "Legajo reparado por Resolución N° 259/15."



ARTÍCULO 5º.- Comuníquese a la Secretaría de Derechos Humanos y Políticas de Igualdad, al Colegio Nacional "Rafael Hernández" y al Archivo Histórico de la Universidad. Cumplido, pase a la Secretaría de Asuntos Jurídico-Legales para su publicación en el Boletín Oficial. Hecho, tome razón la Dirección General de Títulos y Certificaciones y ARCHÍVESE.

RESOLUCIÓN N° 1201/23

MvK

Firmado electrónicamente por:

Mg. MARTÍN ANÍBAL LÓPEZ ARMENGOL

Presidente

Universidad Nacional de La Plata

Prof. PATRICIO LORENTE

Secretario General

Universidad Nacional de La Plata

Dra. ELBA VERÓNICA CRUZ

Secretaria de Derechos Humanos y Políticas de Igualdad

Universidad Nacional de La Plata

Resolución Presidencial N°: UNLP - 1201 / 2023



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

AVENANT N° 1 A L'ACCORD DE MOBILITE SPECIFIQUE NO. 2019-702

Entre les soussignés:

Universidad Nacional de la Plata

Créée en vertu de la loi n° 4699/19055

Située Av. 7 no. 776, La plata, Argentine, conformément à l'ordonnance 295/18 de l'UNLP et à ses règlements complémentaires

Représentée par sa vice-présidente institutionnelle, Dr. Andrea Varela et en qualité de représentant légal M. Patricio Lorente, secrétaire général.

et

L'Université Savoie Mont Blanc,

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP),
dont le siège social se situe au 27, rue Marcoz - BP 1104 - 73011 Chambéry cedex,

N°SIRET 197 308 588 00015

Code APE 8542 Z

TVA INTRA COM FR 571 973 08588

représentée par son président, Monsieur Philippe GALEZ, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 24 janvier 2023,

Vu l'accord de mobilité spécifique signé par les représentants légaux de l'Université Savoie Mont Blanc et de l'Universidad Nacional de la Plata le 13/11/2019,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article I : Objet

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de l'accord n° 2019_702 signé le 13/11/2019 pour une durée de quatre (4) ans (article II) et d'apporter des précisions sur le traitement des données à caractère personnel (article III).

Article II: Durée de l'accord

Le présent avenant est en vigueur du 13/11/2023 au 12/11/2027.

Article III: Traitement des données à caractère personnel par les partenaires

Les partenaires doivent traiter les données à caractère personnel relevant de cette convention conformément à la législation française, européenne et argentine applicable relative à la protection des données [soit la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, de même que la loi argentine 25.326]. Les partenaires ne peuvent donner à leur personnel habilité que l'accès aux données strictement nécessaires à l'exécution, à la gestion et au suivi de la convention-cadre et des conventions spécifiques.

2023-469

Les autres articles de l'accord 2019_702 restent inchangés.

En foi de quoi, ce document électronique est signé en anglais, en espagnol et en français, aux dates et lieux indiqués dans les signatures numériques respectives. En cas de divergence, la version anglaise prévaut.

Pour l'Université Savoie Mont Blanc

**PHILIPPE
GALEZ ID** Signature numérique
de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.07.24
18:55:03 +02'00'

**Philippe GALEZ
Président**

Pour l'Universidad Nacional de la Plata

**VARELA
Andrea
Mariana** Firmado
digitalmente por
VARELA Andrea
Mariana
Fecha:
2023.08.24
11:02:47 -03'00'

**Dra. Andrea Varela
Vice-présidente institutionnelle**

Prof. Patricio Lorente
Secretario General
Universidad Nacional de La Plata
Firmado digitalmente el día
20/10/2023 13:24:13

**Prof. Patricio Lorente
Secrétaire Général**



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

ADENDA N° 1 AL CONVENIO ESPECÍFICO DE MOVILIDAD NO. 2019-702

Entre los abajo firmantes:

Universidad Nacional de la Plata

Creada por ley No. 4699/1905

Cita en Av. 7 no. 776, La Plata, Argentina, de conformidad con la ordenanza UNLP 295/18 y sus reglamentaciones suplementarias.

Representada por su Vicepresidente Institucional, Dra. Andrea Varela y en calidad de representante natural el Sr. Secretario General Prof. Patricio Lorente

Y la

Université Savoie Mont Blanc,

Institución profesional, cultural y científica pública,

Cita en 27, rue Marcoz - BP 1104 - 73011 Chambéry cedex, FRANCE

N°SIRET 197 308 588 00015

Code APE 8542 Z

TVA INTRA COM FR 571 973 08588

Representada por su Presidente, Prof. Philippe GALEZ, designado por resolución del Cuadro de Directores el 24 de enero de 2023,

Considerando el acuerdo de intercambio académico firmado por las autoridades de la Université Savoie Mont Blanc y de la Universidad Nacional de la Plata el 13/11/2019,

SE ACUERDA LO SIGUIENTE:

Artículo I: Propósito

El propósito de esta adenda es extender la duración del acuerdo no. **2019_702**, suscripto el 13/11/2019, por cuatro (4) años (Artículo II) y establecer detalles en el uso de los datos personales (Artículo III).

Artículo II: Duración del acuerdo

Esta adenda entrará en efecto desde el 13/11/2023 hasta 12/11/2027.

Artículo III: Procesamiento de los datos personales por parte de los socios

Los socios deben procesar los datos personales cubiertos por este convenio, de acuerdo con la legislación francesa, europea y argentina, aplicable sobre la protección de datos personales (por ejemplo, Ley No. 78-17 6 enero de 1978 sobre procesamiento y archivo de datos y libertades individuales y la Regulación (EU) 2016/679 del Parlamento Europeo y del Consejo del 27 de abril de 2016, Ley 25.326 Argentina). Los socios se comprometen a dar acceso solamente a su personal autorizado a la información estrictamente necesaria para la ejecución, administración y monitoreo de los acuerdos marco y específico.

2023-469

El resto del articulado del convenio suscrito con fecha 13/11/2019 permanece sin cambios.

En prueba de conformidad, se firma este documento electrónico en idioma inglés, español y francés a un solo efecto en las fechas y lugares indicados en las respectivas firmas digitales. En caso de discrepancia prevalecerá la versión en idioma inglés.

For the Université Savoie Mont Blanc

**PHILIPPE
GALEZ ID** Signature numérique
de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.07.24
18:54:39 +02'00'

**Philippe GALEZ
Presidente**

For Universidad Nacional de la Plata

**VARELA
Andrea
Mariana** Firmado
digitalmente por
VARELA Andrea
Mariana
Fecha: 2023.08.24
11:03:31 -03'00'

**Dra. Andrea Varela
Vicepresidenta Institucional**

Prof. Patricio Lorente
Secretario General
Universidad Nacional de La Plata
Firmado digitalmente el día
20/10/2023 13:24:33

**Prof. Patricio Lorente
Secretario General**



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

AVENANT N° 1 A L'ACCORD CADRE DE COOPERATION CULTURELLE, EDUCATIVE ET SCIENTIFIQUE NO. 2019-701

Entre les soussignés:

Universidad Nacional de la Plata

Créée en vertu de la loi n° 4699/19055

Située Av. 7 no. 776, La plata, Argentine, conformément à l'ordonnance 295/18 de l'UNLP et à ses règlements complémentaires

Représentée par son Président Mg. Martín López Armengol

et

L'Université Savoie Mont Blanc,

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP),

dont le siège social se situe au 27, rue Marcoz - BP 1104 - 73011 Chambéry cedex,

N°SIRET 197 308 588 00015

Code APE 8542 Z

TVA INTRA COM FR 571 973 08588

représentée par son président, Monsieur Philippe GALEZ, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 24 janvier 2023,

Vu l'accord cadre de coopération Culturelle, éducative et scientifique signé par les représentants légaux de l'Université Savoie Mont Blanc et de l'Universidad Nacional de la Plata le 13/11/2019,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article I : Objet

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de l'accord n° 2019_701 pour une durée de quatre (4) ans (article II) et d'apporter des précisions sur le traitement des données à caractère personnel (article III).

Article II: Durée de l'accord

Le présent avenant est en vigueur du 13/11/2023 au 12/11/2027.

Article III: Traitement des données à caractère personnel par les partenaires

Les partenaires doivent traiter les données à caractère personnel relevant de cette convention conformément à la législation française, européenne et argentine applicable relative à la protection des données [soit la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, de même que la loi argentine 25.326]. Les partenaires ne peuvent donner à leur personnel habilité que l'accès aux données strictement nécessaires à l'exécution, à la gestion et au suivi de la convention-cadre et des conventions spécifiques.

2023-468

Les autres articles de l'accord 2019_701 restent inchangés.

En foi de quoi, ce document électronique est signé en anglais, en espagnol et en français, aux dates et lieux indiqués dans les signatures numériques respectives. En cas de divergence, la version anglaise prévaut.

Pour l'Université Savoie Mont Blanc

PHILIPPE
GALEZ ID
Signature numérique
de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.07.24
18:50:27 +02'00'

Philippe GALEZ
Président

Pour l'Universidad Nacional de la Plata

Firmado digitalmente por: LÓPEZ ARMENGOL
Martín Aníbal
Fecha y hora: 15.08.2023 13:24:24

Mg. Martín López Armengol
Président



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

AMENDMENT N° 1 TO THE FRAMEWORK AGREEMENT FOR CULTURAL, EDUCATIONAL AND SCIENTIFIC COOPERATION NO. 2019-701

Between the undersigned:

Universidad Nacional de la Plata

Created under Law No. 4699/1905

Located Av. 7 no. 776, La plata, Argentina, pursuant to UNLP Ord. 295/18 and its supplementary regulations

Represented by its President Mg. Martín López Armengol,

And

Université Savoie Mont Blanc,

public scientific, cultural and professional institution,

located 27, rue Marcoz - BP 1104 - 73011 Chambéry cedex, FRANCE

N°SIRET 197 308 588 00015

Code APE 8542 Z

TVA INTRA COM FR 571 973 08588

represented by its President, Prof Philippe GALEZ, duly empowered by a resolution of the Board of Directors dated January 24, 2023,

Considering the framework agreement signed by the legal representatives of Université Savoie Mont Blanc and Universidad Nacional de la Plata on 13/11/2019,

IT IS AGREED AS FOLLOWS:

Article I: Purpose

The purpose of this amendment is to extend the duration of the agreement no. 2019_701 for four (4) years (Article II) and to provide details on the use of personal data (Article III).

Article II: Duration of the agreement

This amendment shall be in effect from 13/11/2023 to 12/11/2027.

Article III: Processing of personal data by the partners

The partners must process the personal data covered by this agreement in accordance with the applicable French, European and Argentinian legislation on data protection (i.e. Law No. 78-17 of 6 January 1978 on data processing, data files and individual liberties, Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 and Argentinian Law 25.326). The partners may only give their authorised staff access to data strictly necessary for the execution, management and monitoring of the framework agreement and the specific agreements.

2023-468

The other articles of the 2019_701 agreement are unchanged.

In witness thereof, this electronic document is signed in the English, Spanish and French languages on the dates and at the places indicated in the respective digital signatures. In the event of any discrepancy, the English language version shall prevail.

For the Université Savoie Mont Blanc

**PHILIPPE
GALEZ ID**

Signature numérique
de PHILIPPE GALEZ ID
Date : 2023.07.24
18:51:14 +02'00'

**Philippe GALEZ
President**

For Universidad Nacional de La Plata

Firmado digitalmente por: LÓPEZ ARMENGOL
Martín Aníbal
Fecha y hora: 15.08.2023 13:23:58

**Mg. Martín Lopez Armengol
President**



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

ADENDA N° 1 AL CONVENIO MARCO DE COOPERACIÓN CULTURAL, EDUCATIVA Y CIENTÍFICA NO. 2019-701

Entre los abajo firmantes:

Universidad Nacional de la Plata

Creada por ley No. 4699/1905

Cita en Av. 7 no. 776, La Plata, Argentina, de conformidad con la ordenanza UNLP 295/18 y sus reglamentaciones suplementarias.

Representada por su Presidente Mg. Martín López Armengol.

Y la

Université Savoie Mont Blanc,

Institución profesional, cultural y científica pública,

Cita en 27, rue Marcoz - BP 1104 - 73011 Chambéry cedex, FRANCE

N°SIRET 197 308 588 00015

Code APE 8542 Z

TVA INTRA COM FR 571 973 08588

Representada por su Presidente, Prof Philippe GALEZ, designado por resolución del Cuadro de Directores el 24 de enero de 2023.

Considerando el convenio marco firmado por las autoridades de la Université Savoie Mont Blanc y de la Universidad Nacional de La Plata el 13/11/2019,

SE ACUERDA LO SIGUIENTE:

Artículo I: Propósito

El propósito de esta adenda es extender la duración del acuerdo no. 2019_701, suscripto el 13/11/2019, por cuatro (4) años (Artículo II) y establecer los detalles del uso de los datos personales (Artículo III).

Artículo II: Duración del acuerdo

Esta adenda entrará en efecto desde el 13/11/2023 hasta 12/11/2027.

Artículo III: Procesamiento de los datos personales por parte de los socios

Los socios deben procesar los datos personales cubiertos por este convenio, de acuerdo con la legislación francesa, europea y argentina aplicable sobre la protección de datos personales (por ejemplo, Ley No. 78-17 del 6 enero de 1978 sobre procesamiento y archivo de datos y libertades individuales y la Regulación (EU) 2016/679 del Parlamento Europeo y del Consejo del 27 de abril de 2016, Ley 25.326 Argentina). Los socios se comprometen a dar acceso solamente a su personal autorizado a la información estrictamente necesaria para la ejecución, administración y monitoreo de los acuerdos marco y específico.

2023-468

El resto del articulado del convenio suscripto el 13/11/2019 permanece sin cambios.

En prueba de conformidad, se firma este documento electrónico en idioma inglés, español y francés a un solo efecto en las fechas y lugares indicados en las respectivas firmas digitales. En caso de discrepancia prevalecerá la versión en idioma inglés.

For the Université Savoie Mont Blanc

For Universidad Nacional de La Plata

PHILIPPE Signature numérique
de PHILIPPE GALEZ ID
GALEZ ID Date: 2023.07.24
18:50:50 +02'00'

Firmado digitalmente por: LÓPEZ
ARMENGOL Martín Aníbal
Fecha y hora: 15.08.2023 13:24:42

Philippe GALEZ
Presidente

Mg. Martín Lopez Armengol
Presidente



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

CONVENIO DE COLABORACIÓN ENTRE UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA Y LA FUNDACIÓN GENERAL DE LA UNIVERSIDAD DE SALAMANCA

REUNIDOS:

De una parte la Dra. ANDREA VARELA, en calidad de Vicepresidente Institucional y el Abog. MIGUEL BERRI, Decano de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad Nacional de La Plata - en adelante UNLP, creada por ley 4699/1905, con domicilio en calle 7 n° 776 de la ciudad de La Plata, Argentina.

De otra parte, D. ÓSCAR GONZÁLEZ BENITO, en su calidad de Director-Gerente de la Fundación General de la Universidad de Salamanca, con poderes suficientes para la celebración de este acto en virtud del acuerdo adoptado en la Junta Ordinaria del Patronato de la Fundación General de la Universidad de Salamanca celebrado el 17 de diciembre de 2013, poderes que no le han sido derogados ni modificados.

Ambas partes se reconocen mutuamente plena capacidad para suscribir el presente Convenio, y a tal efecto,

EXPONEN:

Que La Fundación General de la Universidad de Salamanca (en lo sucesivo, FG/USAL) es una institución sin ánimo de lucro que tiene como objetivo primordial cooperar al cumplimiento de los fines de la Universidad de Salamanca, previstos en el artículo segundo de sus Estatutos (Acuerdo 19/2003 de la Junta de Castilla y León, publicados en *BOCYL* n.º 22, de 3 de febrero de 2003, modificados por Acuerdo 38/2011 de la Junta de Castilla y León, *BOCYL* n.º 90, de 11 de mayo).

Que, la Universidad Nacional de La Plata, como institución educacional de estudios superiores, con la misión específica de crear, preservar y transmitir la cultura universal, reconoce la libertad de enseñar, aprender e investigar y promueve la formación plena de la persona como sujeto y destinatario de la cultura

Que la FG/USAL, en desarrollo de sus competencias, participa de los mismos objetivos que persigue, en especial el fomento de actividades académicas, formativas y educativas, que redunden en beneficio de la sociedad.

Que ambas Instituciones están interesadas en establecer una mutua colaboración mediante el inicio de acciones comunes en materia formativa y educativa, a cuyo fin vienen a suscribir el presente Convenio de Colaboración de conformidad a las siguientes



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

CLÁUSULAS

PRIMERA.— *Del objeto del Convenio.*

Mediante el presente Convenio se pretende establecer una relación de colaboración entre la FG/USAL y UNLP para el desarrollo de la actividad periódica “Cursos de Especialización en Derecho” (en lo sucesivo, CED) que sea beneficioso para ambas Partes.

SEGUNDA.— *De los CED y de los beneficiarios del Convenio.*

A través de esta actividad, la FG/USAL ofrecerá formación continuada de alto nivel en condiciones especialmente ventajosas a los titulados superiores en ciencias jurídicas u otras disciplinas afines vinculados a UNLP, procurando su perfeccionamiento profesional. Los beneficiarios serán el personal de gestión, administrativo y/o docente de UNLP y los estudiantes de postgrado con matrícula vigente en la UNLP.

Los CED se imparten en dos ediciones anuales, ofreciendo en cada una de ellas una colección de programas académicos relacionados con las diferentes ramas del ordenamiento jurídico y que, actualizados, se pueden consultar en la web <http://fundacion.usal.es/ced>. Cada programa se compone de 120 horas nominales, de las cuales 60 tienen carácter presencial y se cursan en Salamanca, correspondiendo las 60 horas restantes a la realización y superación de un trabajo de investigación relacionado con alguna de las materias desarrolladas en la parte presencial.

TERCERA.— *De los compromisos de las Partes.*

La FG/USAL se compromete ante UNLP a realizar las siguientes acciones:

- a) Facilitar información de cada nueva edición de los Cursos de Especialización en Derecho con carácter prioritario, facilitando tanto las direcciones URL que sean precisas para acceder a ella como el material de difusión en papel que edite la FG/USAL (carteles, dípticos, etc.).
- b) Garantizar un descuento variable en el precio de la inscripción en los Cursos de Especialización en Derecho a los grupos de personas adscritas y/o dependientes de UNLP, que se practicará del siguiente modo:
 - Grupo de tres (3) o más personas: 15 por 100.
 - Grupo de cinco (5) o más personas: 20 por 100.
 - Grupo de diez (10) o más personas: 25 por 100.
- c) Incorporar el logo o signos distintivos de UNLP bajo el concepto de “institución colaboradora”, en condiciones de igualdad con otras entidades con las que la



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

FG/USAL llegue a acuerdos similares al documentado en el presente Convenio.

La UNLP se compromete ante la FG/USAL a realizar las siguientes acciones:

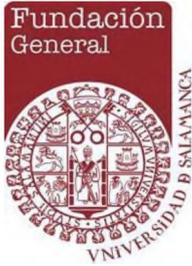
- a) Respecto del proceso de inscripción de los beneficiarios de los descuentos arriba indicados, el/la Coordinador/a indicado en la Cláusula Cuarta del presente Convenio gestionará *on-line* ante la FG/USAL los trámites que sean precisos aportando el listado de los participantes de su institución. A tal efecto, una de las cartas de recomendación de cada uno de los beneficiarios deberá proceder del responsable del departamento o servicio al que pertenezca en UNLP
- b) El pago correspondiente a la matrícula de los beneficiarios quedará a cargo de los propios interesados de la UNLP que deseen participar de los cursos, es decir, todo el personal vinculado directamente con la Universidad. La UNLP enviará a través de su Coordinador la lista final de participantes. Los pagos correspondientes serán tramitados directamente por dichos interesados con la Fundación, conforme a las modalidades aceptadas por la última.
- c) Ofrecerá difusión de los Cursos de Especialización en Derecho a través de los medios corporativos que a tal efecto disponga, con inclusión de la convocatoria general en las redes sociales de Internet en que participe, tomando como referencia la información general que ofrezca la FG/USAL. Al comienzo de cada convocatoria, UNLP informará a la FG/USAL de las acciones emprendidas en tal sentido.

CUARTA.— Coordinación y notificaciones.

La dependencia responsable dentro de UNLP de velar del buen fin del presente Convenio es la Secretaría de Posgrado de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales, quedando su ejecución inicialmente encomendada a D./D.^a Marcelo Lamoglia, que actuará como Coordinador/a y revestirá la calidad de responsable ad-hoc en los términos de la Ord 295/18 UNLP. Las notificaciones y comunicaciones deberán dirigirse a dicho/a Coordinador/a a la siguiente dirección postal, fax o por correo electrónico:

UNLP
Secretaria de Posgrado de Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales

Calle 48 e/ 6 y 7 - Edificio Karakachoff, piso 7
La Plata -
Buenos Aires -
Argentina



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

221- 6442072

areapostgrado@jursoc.unlp.edu.ar / mlamoglia@jursoc.unlp.edu.ar

La dependencia responsable dentro de la FG/USAL de coordinar las actividades de la FG/USAL según este Convenio es su Departamento de Formación y Congresos, quedando a cargo del Sr. D. Óscar González Benito, Director Gerente de la FG/USAL. Las notificaciones y comunicaciones deberán dirigirse a la siguiente dirección, teléfono, fax y correo electrónico:

Fundación General de la Universidad de Salamanca

Departamento de Formación y Congresos

Hospedería de Fonseca – Calle Fonseca, 2

37002 – Salamanca (España)

Teléfono: (+34) 923 294 679

Correo electrónico: ced@usal.es

Todas las comunicaciones y notificaciones que deriven de este Convenio sólo tendrán validez cuando sean remitidas por correo postal o por correo electrónico y estén dirigidas a los Coordinadores respectivos en las direcciones indicadas en los párrafos anteriores.

Cualquiera de las Partes podrá cambiar la dependencia responsable, el/la Coordinador/a designado/a, la dirección, teléfono o correo electrónico indicados, notificándolo así a la otra Parte por escrito.

QUINTA.— Disposición financiera.

Sin perjuicio de lo que las Partes dispongan en los acuerdos suplementarios suscritos en virtud de este Convenio, este Convenio por si solo no implica obligaciones de carácter financiero para las Partes.

SEXTA.— De la colaboración entre los firmantes.

Las Partes firmantes del presente Convenio colaborarán en todo momento, de acuerdo con los principios de buena fe y eficiencia, para asegurar la correcta ejecución de lo pactado.



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio con sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <https://www.unlp.edu.ar>, y FG/USAL en <https://ced.usal.es/descuento-colectivo>

SÉPTIMA.— Protección de datos de carácter personal.

Las partes se comprometen a tratar los datos de carácter personal exclusivamente de acuerdo con las finalidades previstas en el presente Convenio y dentro de sus límites, de conformidad en todo momento con las disposiciones legales vigentes sobre la materia y, en especial, con lo establecido en el Reglamento General de Protección de Datos (Reglamento UE 2016/679) y la Ley Orgánica 3/2018, de 5 de diciembre, de Protección de Datos Personales y garantía de los derechos digitales.

OCTAVA.— Uso de signos distintivos.

El uso del logotipo, marca y demás signos distintivos de la FUNDACIÓN GENERAL y de los CED quedará limitado exclusivamente a la difusión y desarrollo de la actividad objeto del presente acuerdo.

Salvo autorización expresa y por escrito, no se autoriza a terceras empresas o entidades relacionadas con UNLP y/o FUNDACIÓN GENERAL y de los CED a hacer uso de los signos distintivos de las partes.

NOVENA.— De la duración del Convenio.

El presente Convenio entrará en vigor en el momento de la firma y tendrá una vigencia de tres (3) años prorrogables de forma expresa por períodos iguales sucesivos. Podrá ser modificado por las partes mediante declaración concorde.

Este Convenio podrá terminarse de mutuo consentimiento o podrá darse por terminado por cualquiera de las Partes mediante notificación escrita a la otra con una antelación no menor a los sesenta días.

Los acuerdos que, en desarrollo del presente Convenio, no hubiesen concluido al término del mismo, permanecerán en vigor hasta su finalización, salvo acuerdo previo de las partes.

DECIMA.— De la resolución de controversias -----

En caso de conflicto, las partes intentarán solucionarlo de forma amistosa mediante negociación directa, debido al carácter cooperativo de este acuerdo. -----

Y para que así conste a los efectos oportunos, en prueba de conformidad de las Partes, firman el presente Convenio en documento electrónico, en las fechas indicadas en las



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

firmas

POR LA FUNDACIÓN GENERAL

07871935R Firmado digitalmente por
ÓSCAR 07871935R ÓSCAR
GONZÁLEZ (R: GONZÁLEZ (R:
G37338118) G37338118)
Fecha: 2023.10.18
11:27:41 +02'00'

Fdo.: D. Óscar González Benito

POR UNLP

VARELA Firmado digitalmente
Andrea por VARELA Andrea
Mariana Mariana
Fecha: 2023.10.12
11:45:49 -03'00'

Fdo.: Dra. Andrea Varela

BERRI Firmado
Miguel digitalmente por
Oscar BERRI Miguel Oscar
Fecha: 2023.10.05
08:15:09 -03'00'

Fdo: Abog. Miguel Berri

*Convenio internacional de tesis
doctoral*

CONVENIO INTERNACIONAL DE TESIS DOCTORAL

CONVENIO DE COLABORACIÓN ENTRE LA UNIVERSIDAD DE LAS PALMAS DE GRAN CANARIA Y LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA PARA LA REALIZACIÓN DE UNA TESIS EN COTUTELA.

REUNIDOS

De una parte, la Universidad Las Palmas de Gran Canaria, Calle Juan de Quesada 30, Las Palmas de Gran Canaria, 35001 Las Palmas de Gran Canaria, España, representada por su Rector, D. Lluís Serra Majem (en adelante ULPGC).

Y de otra parte, la Universidad Nacional de La Plata -en adelante UNLP-, Avenida 7 n° 776 (entre 47 y 48), 1900 La Plata, Argentina, representada por su Vicepresidente Institucional, Sra. Dra. Andrea Varela y la Sra. Dra. Ana Julia Ramírez, Decana de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, en su rol de responsable natural del presente convenio.

EXPONEN EN PRIMER LUGAR LO QUE SIGUE

Para España:

- En virtud del Real Decreto 99/2011 de 28 de enero (BOE nº 35 de 10 de febrero), por el que se regulan las enseñanzas oficiales de Doctorado, se estableció una nueva organización de los estudios de doctorado correspondientes al tercer ciclo de las enseñanzas universitarias oficiales conducentes a la obtención del título de Doctor/Doctora.
- En virtud del Real Decreto 195/2016, de 13 de mayo, por el que se establecen los requisitos para la expedición del Suplemento Europeo al Título Universitario de Doctorado.
- En virtud del artículo 41 del reglamento de estudios de Doctorado 1/2023 de la ULPGC aprobado en Consejo de Gobierno el 26 de enero de 2023, por el que se establecen los requisitos para la obtención de la mención de tesis en cotutela.

Para UNLP:

- En virtud de la Ordenanza 295/18 de la UNLP, Régimen de celebración, ejecución y control de convenios.
- En virtud de la Ordenanza 261/03 de la UNLP, Reglamentación de las actividades de postgrado.
- En virtud del Reglamento de actividades de Posgrado de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación.

Las instituciones firmantes manifiestan la voluntad de instaurar y desarrollar una cooperación científica que favorezca la movilidad de los candidatos y las candidatas al doctorado, así como la necesidad de desarrollar iniciativas de colaboración en materia de investigación. En este contexto, las dos universidades firmantes

*Convenio internacional de tesis
doctoral*

están de acuerdo para la preparación de una tesis doctoral en régimen de cotutela, cuya realización y cuya defensa se realizan bajo la responsabilidad de las dos instituciones en función de las modalidades siguientes:

Artículo 1: El doctorando/La doctoranda

El candidato/La candidata que se implica en este convenio es:

Señor Señora

Apellido(s): Salido Machado

Nombre: Elena

Fecha de nacimiento: 13 de octubre de 1988

Lugar de nacimiento: Jerez de la Frontera (Cádiz), España

Dirección: C/ Valencia, 28, CP 35006

Designado en lo sucesivo como "la doctoranda"

Artículo 2: Título y dirección de la tesis

El título de la tesis es:

La perspectiva de género en el aula intercultural de español L2

La doctoranda efectuará su trabajo de investigación bajo el control y responsabilidad de quienes le dirijan la tesis, en cada una de las dos universidades:

Para la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria:

Doña Ángeles Mateo del Pino

Profesora en la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria

Grupo de Investigación: Pensamiento, Creación y Representación en el ámbito de los Estudios Culturales [PeCraEC]

Programa de Doctorado: Doctorado en Estudios Lingüísticos y Literarios en sus Contextos Socioculturales [DELLCOS]

Para la Universidad Nacional de La Plata:

Don Enrique Foffani

Profesor en la Universidad Nacional de la Plata

Grupo de investigación: Literatura y Secularización en América Latina: para una crítica política de la modernidad occidental. [Contribuciones a una historia cultural de los siglos XIX, XX y XXI](del Instituto de Investigaciones en Humanidades y Ciencias Sociales (IdIHCS-Conicet-UNLP)

Programa de Doctorado: Doctorado en Letras

*Convenio internacional de tesis
doctoral*

El profesorado se compromete a ejercer plena, coordinada y conjuntamente la dirección de la citada Tesis Doctoral. El cambio de dirección se deberá comunicar a la otra Universidad.

Artículo 3: Matrícula

Para poder realizar la tesis en régimen de cotutela, el o la estudiante que haya realizado los estudios de doctorado fuera de la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria deberá haber sido admitido en un programa de doctorado de esta Universidad, y deberá haber obtenido el reconocimiento de los estudios realizados en la otra Universidad.

La doctoranda Elena Salido Machado, deberá estar inscrita para la realización de su tesis en régimen de cotutela, a partir del curso académico 2022-2023 durante un periodo de tres años en tiempo completo o de cinco años en tiempo parcial, para la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria. En lo que concierne a la UNLP la matrícula realizada durante el año 2022 da derecho a un periodo de realización de la tesis de tres años. Este periodo sólo podrá prolongarse después de un informe favorable de la Directora de la Escuela de Doctorado competente, a propuesta conjunta de quienes dirijan la tesis de la cotutela.

La duración de la preparación de la tesis estará repartida entre las dos universidades implicadas en la cotutela por periodos alternativos en cada uno de los dos países. El periodo de estancia en uno de los dos países no debe ser inferior a 6 meses.

En este contexto, ambas partes establecen lo siguiente:

- Fecha de matrícula en tesis en régimen de cotutela: curso 2023
- Duración provisional de los trabajos de investigación (de acuerdo con la legislación vigente): 3 años
- Estancia en Argentina: la doctoranda permanecerá en La Plata durante un periodo de 6 meses, a partir de marzo de 2023.
- Estancia en España: la doctoranda permanecerá en Las Palmas de Gran Canaria durante el resto del periodo del doctorado.

Para la UNLP, la preparación de la tesis se efectúa en tres años. El Director del Doctorado podrá conceder un plazo complementario al estudiante, de manera excepcional, a propuesta debidamente fundada del aspirante y del director o de la directora de tesis.

Asimismo, se podrá conceder hasta dos prórrogas anuales por recomendación unánime del Comité Académico de la carrera y dictamen unánime de la Comisión de Grado Académico en los casos descritos en el Reglamento Nº 1978 "Régimen de funcionamiento de las Carreras de Grados Académicos y de las actividades educativas de Posgrado de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación de la UNLP".

Artículo 4: Derechos de inscripción

Cada curso de preparación de la tesis, la doctoranda se matriculará administrativamente en ambas universidades:

*Convenio internacional de tesis
doctoral*

- La Universidad de Las Palmas de Gran Canaria
- La Universidad Nacional de La Plata.

La doctoranda abonará los derechos de inscripción en la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria y en la Universidad Nacional de La Plata.

Asimismo, el año de la defensa de la tesis, la doctoranda abonará sus derechos de inscripción en ambas universidades.

Artículo 5: Atención y cobertura social

La doctoranda, durante sus estancias en las universidades participantes, se responsabiliza de su cobertura socio-sanitaria, el cual deberá incluir asistencia sanitaria, invalidez, muerte y repatriación.

Además, la doctoranda tendrá que suscribir un seguro de responsabilidad civil y deberá hacerse cargo de todos los gastos que demande la movilidad.

Artículo 6: Defensa de la tesis

Para la presentación y lectura de la tesis doctoral se respetarán los plazos y procedimientos establecidos por la legislación vigente del país de la Universidad donde se defienda.

La tesis da lugar a una defensa única cuyo lugar se determinará con seis meses de anticipación.

La defensa pública se llevará a cabo en forma simultánea en las dos universidades por teleconferencia.

Cada una de las dos universidades reconocen la validez de la cotutela que se pone en marcha y la del título defendido (grado de doctorado). El título de doctor/doctora lo otorgan de manera conjunta las dos universidades firmantes del convenio de cotutela. Los dos grupos de investigación a los que pertenece la doctoranda aseguran la publicación, la explotación y la protección del tema de la tesis, así como los resultados de investigación. El título, los certificados y/o el suplemento al título emitidos por la ULPGC mencionarán explícitamente que la tesis se ha realizado en régimen de cotutela, cumpliendo con lo establecido en la normativa española vigente.

La Universidad de Las Palmas de Gran Canaria, otorgará un doctorado de investigación dentro del programa de “Doctorado en Estudios Lingüísticos y Literarios en sus Contextos Socioculturales [DELLCOS]”.

La Universidad de Nacional de La Plata otorgará un doctorado de investigación en “Doctorado en Letras”

Artículo 7: Idioma y modalidades de la defensa de la tesis

Para la presentación y lectura de la tesis doctoral se respetarán los plazos y procedimientos establecidos por la legislación vigente del país de la Universidad donde se defienda.

La tesis será redactada y defendida en idioma español.

*Convenio internacional de tesis
doctoral*

Artículo 8: Tribunal evaluador de la tesis

Las dos universidades asociadas acordarán para designar el tribunal de la defensa de la tesis. Se compone basándose en una proporción equilibrada de miembros propuestos por las dos universidades firmantes del convenio y formalmente nombrado por ambas.

Por ambas partes, las modalidades de entrega y reproducción, la explotación de la tesis, así como la autorización de defenderla obedecen al reglamento en vigor en ambos países. La fecha y lugar de la defensa serán fijados de común acuerdo y propuestos por escrito por quienes dirijan la tesis a las personas responsables de ambas universidades. La autorización de la defensa debe ser tramitada en cada universidad.

El tribunal de defensa de la tesis será nombrado según el reglamento de ambas universidades, y estará compuesto por tres miembros y dos suplentes. Los directores/las directoras de tesis no podrán ser miembros del tribunal.

Además, la constitución del tribunal y las condiciones de la defensa tienen que respetar las reglas vigentes en cada uno de los países e instituciones asociadas.

Artículo 9: Financiación de la defensa de la tesis

La defensa de la tesis ha de efectuarse preferiblemente en la ULPGC, tal como se establece en el artículo 41 c) del Reglamento 1/2023 de Estudios de Doctorado de la ULPGC aprobado en Consejo de Gobierno el 26 de enero de 2023. En este sentido, la financiación de los gastos del profesorado extranjero que forme parte del tribunal se realizará con cargo a la ULPGC y con los mismos criterios que a tal efecto se estipulan para la modalidad de Mención Europea de Doctorado. En cualquier caso, cada año se establecerá un límite de gasto para el tribunal.

Artículo 10: Modalidades de depósito, descripción y reproducción de la tesis y propiedad intelectual

La doctoranda se compromete a respetar la normativa vigente en cada uno de los países para el registro, derechos de autoría y reproducción de la tesis doctoral.

Por parte de la ULPGC, son de aplicación los aspectos recogidos en el Reglamento 1/2023 de Estudios de Doctorado de la ULPGC, aprobado en Consejo de Gobierno el 26 de enero de 2023 y el Reglamento 3/2021 sobre Propiedad Industrial y de transferencia de los resultados de investigación de la ULPGC, aprobado en Consejo de Gobierno el 30 de noviembre de 2021.

Por la parte UNLP las modalidades de depósito, descripción y reproducción de las tesis se establecen por el Reglamento de actividades de Posgrado de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. La protección del objeto de la tesis, así como la publicación, la explotación y la protección de los resultados obtenidos a través del estudio de investigación del doctorando/de la doctoranda en las instituciones contrayentes serán sometidas a la normativa en vigor en materia de propiedad intelectual de cada universidad.

*Convenio internacional de tesis
doctoral*

Artículo 11: Mecanismos de seguimiento, vigilancia y control de la ejecución del convenio y de los compromisos adquiridos por los firmantes.

Según el artículo 49 f) de la Ley 40/2015, de 1 de octubre, de Régimen Jurídico del Sector Público, se exige la inclusión de un mecanismo para resolver los problemas de interpretación y cumplimiento que puedan plantearse respecto de los mismos. En este sentido tanto la doctoranda, sus directores/as y su tutor/a deberán realizar un informe anual de las actividades llevadas a cabo y del grado de ejecución de la tesis doctoral. Dichos informes deberán de ser aprobados por las Comisiones Académicas de los dos programas de doctorado.

Artículo 12: Compromiso y litigios

En defensa de los intereses de doctorandos/doctorandas y en favor del desarrollo de la cooperación entre sus respectivos países, las instituciones de Educación Superior y de Investigación mencionadas deberán respetar las disposiciones arriba indicadas y hacer todo lo que sea necesario para la aplicación del presente convenio en las mejores condiciones. En caso de litigio, las partes se comprometen a buscar una solución de forma amistosa.

Artículo 13: Denuncia

En caso de que el régimen de codirección de tesis sea objeto de denuncia por una de las partes, ésta lo notificará por escrito a su institución de origen indicando los motivos de su decisión. La institución de origen deberá informar de ello a la institución de acogida, la Universidad implicada y al doctorando/doctoranda con una anticipación de un mes.

Artículo 14: Publicidad

Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio con sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <https://www.unlp.edu.ar>, y a la Universidad de Las Palmas de Gran Canaria en su portal <https://www.ulpgc.es/>.

Artículo 15: Responsable Ad-hoc

Será responsable ad-hoc del presente acuerdo, en los términos de la Ordenanza 295/18 UNLP, Dr. Enrique Foffani, Profesor titular de la Cátedra Literatura Latinoamericana II de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, UNLP.

Artículo 16: Validez y modificación del convenio de cotutela

El presente convenio de cotutela permanecerá en vigor durante 4 años desde la fecha de su firma. El presente convenio podrá ser modificado y revocado por cláusulas adicionales de común acuerdo y firmadas por quienes representen legalmente a las dos Universidades.

*Convenio internacional de tesis
doctoral*

En prueba de conformidad, a un solo tenor y efecto, se expiden dos copias.

46114240E Firmado digitalmente
Firmas por 46114240E LUIS
LUIS SERRA SERRA (R:
(R: Q3518001G)
Q3518001G) Fecha: 2023.09.28
13:13:27 +01'00'

Prof. Dr. Lluís Serra Majem
Rector de la Universidad de Las Palmas de Gran
Canaria

VARELA Firmado
digitalmente por
Andrea VARELA Andrea
Mariana Mariana
Fecha: 2023.09.06
15:59:36 -03'00'

Dra. Andrea Varela
Vicepresidente Institucional UNLP

RAMIREZ Firmado
digitalmente por
Ana Julia RAMIREZ Ana Julia

Dra. Ana Julia Ramírez
*Decana de la Facultad de Humanidades y Ciencias
de la Educación*

CONVENIO DE SUBVENCIÓN

“PROYECTOS FEDERALES DE INNOVACIÓN 2022 -PFI 2022-”

Entre el **MINISTERIO DE PRODUCCIÓN, CIENCIA E INNOVACIÓN TECNOLÓGICA DE LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES** (en adelante el MPCEIT), representado en este acto por Augusto Eduardo COSTA, DNI N° 24.335.771, en su carácter de Ministro de Producción, Ciencia e Innovación Tecnológica, con domicilio en la Calle 5 N° 755 de la ciudad de La Plata, Provincia de Buenos Aires, por una parte; la **UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA** (en adelante la Institución Responsable), representada en este acto por su Vicepresidenta Institucional, Dra. Andrea Mariana VARELA, DNI N° 23.648.048, con domicilio legal en la calle 7 N° 776 de la ciudad de La Plata, Provincia de Buenos Aires, y en calidad de responsable natural del presente convenio, el Dr. Mauricio Federico ERBEN, DNI N° 24.732.696, en su carácter de Decano de la Facultad de Ciencias Exactas, por otra parte; y la **FUNDACIÓN DE LA FACULTAD DE INGENIERÍA PARA LA TRANSFERENCIA TECNOLÓGICA Y LA PROMOCIÓN DE EMPRESAS DE BIENES Y SERVICIOS** (en adelante la Administradora) representada en este acto por el Ing. Marcos Daniel ACTIS, DNI N° 16.210.421, en su carácter de Presidente, con domicilio en calle 47 N° 247 de la ciudad de La Plata, denominadas en conjunto como “LAS PARTES”, acuerdan celebrar el presente CONVENIO DE SUBVENCIÓN (en adelante, el CONVENIO), sujeto a las siguientes cláusulas:

PRIMERA: OBJETO: El MPCEIT transferirá a la “Institución Responsable” un subsidio enmarcado en la convocatoria de “PROYECTOS FEDERALES DE INNOVACIÓN 2022 - PFI 2022”, adjudicado mediante RESOL-2022-725-APN-MCT del Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación de la Nación, por hasta la suma de PESOS ARGENTINOS VEINTIÚN MILLONES QUINIENTOS CUARENTA MIL (\$ 21.540.000-), por transferencia bancaria a la Cuenta Corriente N° 4916/2 Sucursal 172/3 CBU 0070172920000004916231 del Banco de Galicia y Buenos Aires SA de titularidad de FUNDACIÓN DE LA FACULTAD DE INGENIERÍA, conforme el ANEXO I, para ser aplicado a la ejecución del Proyecto “Escalado del

proceso de fabricación de micropartículas magnéticas para purificación de ácidos nucleicos” (en adelante, el Proyecto), el cual forma parte del presente CONVENIO.

SEGUNDA: OBJETIVO DEL PROYECTO: El objetivo del Proyecto y su plan de trabajo se ajustarán en un todo al formulario del Proyecto, de acuerdo al ANEXO I del presente, adjudicado mediante RESOL-2022-725-APN-MCT del Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación de la Nación.

TERCERA: PLAZO: El plazo de ejecución del Proyecto se establece en DOCE (12) meses contados a partir de la firma del presente CONVENIO. En caso que por cualquier motivo o circunstancia la ejecución del Proyecto se vea demorada, éste deberá reformularse y “La Universidad” presentará por escrito al MPCEIT el nuevo plan de trabajos, el que deberá ser expresamente aprobado por el MPCEIT. La presentación del informe de avance trimestral y del informe final se ajustará al cronograma que como parte del ANEXO I integra el presente CONVENIO.

CUARTA: DERECHOS Y OBLIGACIONES DE LAS PARTES: Los derechos y obligaciones de “LAS PARTES” son los que se establecen en el presente CONVENIO y se ajustarán a lo dispuesto en las Bases y Condiciones de la Convocatoria “PROYECTOS FEDERALES DE INNOVACIÓN 2022 - PFI 2022” (RESOL-2022-222-APN-MCT y RESOL-2022-244-APN-MCT), que en este acto todas “LAS PARTES” declaran conocer.

QUINTA: CONDICIONES PREVIAS A LOS DESEMBOLSOS: Previo al desembolso, “La Administradora” deberá contratar y presentar un seguro de caución como garantía de cumplimiento de la obligación por el monto total y pendiente de rendición a desembolsar por el MPCEIT. El beneficiario del seguro de caución será el MPCEIT.

SEXTA: SEGUIMIENTO DE LAS ACCIONES DEL PROYECTO: El MPCEIT, por intermedio de la SUBSECRETARÍA DE CIENCIA, TECNOLOGÍA E INNOVACIÓN, auditará las acciones que emanen del presente instrumento.

SÉPTIMA: DESEMBOLSOS: El cronograma de desembolsos se ajustará en un todo a la planilla de financiamiento que se agrega como ANEXO I del presente CONVENIO.

Los desembolsos quedan supeditados a la aprobación del informe técnico, y rendición de cuentas respectivo.

OCTAVA: ADMINISTRACIÓN DE LOS FONDOS: “La Institución Responsable” presta expresa conformidad para que los fondos destinados a financiar el proyecto que provengan del subsidio objeto del presente CONVENIO sean administrados por “La Administradora”.

Asimismo, “La Institución Responsable” autoriza a “La Administradora” a recibir por su cuenta y orden los desembolsos derivados de la ejecución del presente CONVENIO.

NOVENA: RENDICIÓN DE CUENTAS: “La Institución Responsable” por sí, o a través de “La Administradora”, deberá:

a) Presentar el informe técnico de avance trimestral y el informe final previstos en “El Proyecto”, dentro del plazo de DIEZ (10) días posteriores a la finalización de cada trimestre, conforme lo establecido en las Bases y Condiciones de la Convocatoria “PROYECTOS FEDERALES DE INNOVACIÓN 2022 - PFI 2022”, incluidas como IF-2022-58340426-APN-SSFCTEI#MCT en la RESOL-2022-244-APN-MCT.

b) Individualizar los gastos que demande la ejecución del Proyecto, en sus registros contables, discriminados por fuente de financiamiento.

c) Conservar la documentación de respaldo de todas y cada una de las erogaciones, de modo tal que puedan ser objeto de verificación (Conforme a lo establecido en el punto 2. “Supervisión de la Ejecución” del Manual de Administración de Operaciones que se encuentra agregado al presente como ANEXO II).

d) Presentar ante el MPCEIT la rendición de cuentas documentada o la certificación contable de los gastos de los bienes y servicios adquiridos conforme lo que

establecen el MANUAL ÚNICO DE ADMINISTRACIÓN DE OPERACIONES DEL COFECYT, incluido como ANEXO III, y el REGLAMENTO GENERAL DEL MINISTERIO DE CIENCIA, TECNOLOGÍA E INNOVACIÓN PARA LA RENDICIÓN DE CUENTAS DE FONDOS PRESUPUESTARIOS TRANSFERIDOS A PROVINCIAS, MUNICIPIOS Y/U OTROS ENTES, agregado como ANEXO IV. El MPCEIT remitirá lo presentado al Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación de la Nación para su posterior aprobación, debiendo informarse a “la Institución Responsable” según indiquen los ANEXOS mencionados.-

DÉCIMA: MODIFICACIONES PRESUPUESTARIAS: Cuando se trate de rubros financiados con fondos del subsidio, “La Institución Responsable” deberá solicitar autorización al Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación de la Nación para realizar toda modificación que supere el VEINTE POR CIENTO (20%) del total del rubro en la aplicación de los fondos previstos. Dichos cambios no podrán generar un aumento del beneficio acordado.

Si dichas modificaciones se ejecutarán sin previa autorización, el MPCEIT podrá decidir su no financiamiento y/o dejar sin efecto el presente CONVENIO de pleno derecho.

DÉCIMA PRIMERA: A los efectos de la Ordenanza Nº 295/18 de la UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA, será responsable *ad hoc* por la UNIVERSIDAD, en los términos establecidos por dicha Ordenanza, Pedro MENDOZA ZELIS (DNI 24.892.994).

DÉCIMA SEGUNDA: RESCISIÓN DE COMÚN ACUERDO: “LAS PARTES” podrán acordar la rescisión del CONVENIO por razones debidamente fundadas.

DÉCIMA TERCERA: RESCISIÓN UNILATERAL: El MPCEIT podrá rescindir unilateralmente el presente CONVENIO, de pleno derecho y sin constitución de mora previa, mediando notificación fehaciente a “LAS PARTES”, con una antelación no menor a DIEZ (10) días, por cualquiera de las siguientes causas:

a) Falsedad en la información proporcionada por la “La Institución Responsable” relacionada con la ejecución del Proyecto;

b) Abandono injustificado de la ejecución del Proyecto por más de TRES (3) meses;

CONVE-2023-42199059-GDEBA-MPCEITGP
4

- c) Desvío en la aplicación del financiamiento;
- d) Imposibilidad objetiva de continuación de la ejecución del Proyecto o conflicto insoluble entre “La Institución Responsable” y “La Administradora” que lo tornen imposible en condiciones normales de desarrollo.
- e) Otros motivos que surjan del análisis de los informes de avance y/o la constatación en el lugar del estado de situación del Proyecto.

La rescisión del CONVENIO por alguno de los motivos señalados en la presente Cláusula implicará el reintegro de las sumas dinerarias percibidas y no utilizadas o comprometidas por “La Administradora” al MPCEIT, sin perjuicio de la promoción de las acciones judiciales que pudieran corresponder.

DÉCIMA CUARTA: EFECTOS DE LA RESCISIÓN UNILATERAL: La rescisión del CONVENIO, producirá los siguientes efectos:

- a) “La Institución Responsable” deberá presentar al MPCEIT dentro de los DIEZ (10) DÍAS HÁBILES de notificada de la rescisión, una rendición final de cuentas con copia de la documentación justificativa del grado de avance de ejecución del subsidio y/o de todo compromiso válidamente contraído para la ejecución del mismo.
- b) “La Institución Responsable” deberá transferir al MPCEIT y reintegrar las sumas percibidas que no hayan erogado válidamente para la ejecución del subsidio y denunciar, acreditándolos, los compromisos asumidos con terceros con el mismo objeto aún pendientes de pago, dentro de los TRES (3) DÍAS HÁBILES administrativos ulteriores a la fecha en que le sea notificado el acuerdo rescisorio o la declaración de rescisión unilateral por cualquier causa que sea, sin derecho a reclamo alguno dirigido al MPCEIT.
- c) El incumplimiento de cualquiera de estas obligaciones dentro de los plazos establecidos, habilitará al MPCEIT a promover la acción judicial pertinente para obtener su cumplimiento, sin necesidad de interpelación judicial ni extrajudicial previa.

DÉCIMA QUINTA: INTEGRACIÓN DEL CONVENIO: Son parte constitutiva del presente CONVENIO los siguientes elementos, que “Las Partes” declaran conocer y aceptar:

a) Las Bases y Condiciones de la Convocatoria “PROYECTOS FEDERALES DE INNOVACIÓN 2022 - PFI 2022”, incluidas como IF-2022-58340426-APN-SSFCTEI#MCT, que se encuentran agregadas como ANEXO II.

b) El MANUAL ÚNICO DE ADMINISTRACIÓN DE OPERACIONES DEL COFECYT, incluido en la Resolución N° 382 del 29 de junio de 2016, con las modificaciones de la RESOL-2017-622 –APN-MCT del 14 de Julio de 2017 contenido en el Expediente N° 2818/09 que se agrega al presente como ANEXO III.

c) El REGLAMENTO GENERAL DEL MINISTERIO DE CIENCIA, TECNOLOGÍA E INNOVACIÓN PARA LA RENDICIÓN DE CUENTAS DE FONDOS PRESUPUESTARIOS TRANSFERIDOS A PROVINCIAS, MUNICIPIOS Y/U OTROS ENTES aprobado mediante RESOL-2022-135-APN-MCT de fecha 11 de abril de 2022 que se encuentra agregado como ANEXO IV.

DÉCIMA SEXTA: RESPONSABILIDAD DE LAS PARTES: “LAS PARTES” se comprometen a mantenerse indemnes recíprocamente por cualquier responsabilidad derivada de la relación de trabajo existente con su personal, asignado directa o indirectamente a la realización de las tareas, como así también por cualquier reclamo de terceros invocando la existencia de una relación laboral.

Las relaciones jurídicas que “La Institución Responsable” y/o “La Administradora” establezcan con terceros, con motivo de la ejecución del subsidio objeto del presente CONVENIO, son ajenas a las que por este medio se regulan y no podrán derivarse derechos o exigirse pagos al MPCEIT, con sustento en este CONVENIO.

DÉCIMA SEPTIMA: RESOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS: “LAS PARTES” constituyen domicilio en los mencionados en el encabezado del presente CONVENIO, donde serán válidas todas las notificaciones que pudieran resultar como consecuencia del presente. Asimismo, “LAS PARTES” se comprometen a resolver los desacuerdos y discrepancias que pudieran originarse en la ejecución

de las obligaciones asumidas, en forma directa y amistosa entre ellas y por las instancias jerárquicas que correspondan. En el supuesto de no arribar a una solución, "LAS PARTES" acuerdan someterse a la jurisdicción de los Tribunales Federales de la ciudad de La Plata, renunciando a cualquier otro fuero que pudiere corresponder.

DÉCIMA OCTAVA: MODALIDADES DE LA SUSCRIPCIÓN DEL CONVENIO: La suscripción del presente instrumento podrá ser realizada a través de las siguientes modalidades:

a) Firma digital: en los términos y alcances de la Ley N° 25.506 o a través del Sistema de Gestión Documental Electrónica Buenos Aires (GDEBA) con token.

b) Firma ológrafa: en todos los casos, debidamente certificada. La certificación no será necesaria cuando la firma se realice en acto público.

Se admitirá que el mismo instrumento sea suscripto en forma digital y ológrafa, según los medios de que disponga cada parte firmante.

La responsabilidad del circuito de firmas queda a cargo de "La Administradora", quien, una vez obtenidas – en debida forma- todas las que correspondan, enviará el instrumento al MPCEIT para que éste lo suscriba en último término.

A tal fin, LAS PARTES denuncian las siguientes direcciones de correo electrónico:

"La Institución Responsable": decanato@exactas.unlp.edu.ar,

"La Administradora": fundacion@ing.unlp.edu.ar,

"El MPCEIT": proyectos.cyt@mp.gba.gov.ar

por Ministerio de Producción PBA

Augusto Eduardo COSTA
Ministro de Producción

Por Fundación Facultad de Ingeniería

ACTIS
Marcos
Daniel

Firmado digitalmente por
ACTIS Marcos
Daniel
Fecha: 2023.09.26
12:13:22 -03'00'

Ing. Marcos Daniel ACTIS
Presidente

por UNLP

VARELA
Andrea
Mariana

Firmado digitalmente por
VARELA Andrea
Mariana
Fecha: 2023.09.27
11:49:25 -03'00'

Dra. Andrea Varela
Vicepresidenta Institucional
Universidad Nacional de La Plata

ERBEN Mauricio
Federico

Firmado digitalmente por
ERBEN Mauricio Federico
Fecha: 2023.09.26 19:59:53
-03'00'

Dr. Mauricio Erben
Decano
Facultad de Ciencias Exactas
Universidad Nacional de La Plata

ANEXO I

COSTO DEL PROYECTO	MONTO	
	SOLICITADO AL MINCyT	COSTO TOTAL
BIENES DE CAPITAL	\$ 9.630.000	\$ 9.630.000
RECURSOS HUMANOS	\$0,00	\$ 14.124.000
CONSULTORÍA Y SERVICIOS PROFESIONALES	\$560.000	\$560.000
MATERIALES E INSUMOS	\$ 10.700.000	\$ 10.700.000
OTROS	\$ 650.000	\$ 650.000
TOTAL	\$21.540.000	\$ 35.664.000

CRONOGRAMA DE EJECUCIÓN	MES		MONTO SOLICITADO AL MINCyT
	ETAPAS	INICIO	
Etapa 1	1	6	\$ 14.840.000
Etapa 2	7	12	\$ 6.700.000
TOTAL			\$21.540.000

CRONOGRAMA DE DESEMBOLSOS	SOLICITADO AL MINCyT
ANTICIPO (MES 0)	\$ 15.078.000
SEGUNDO DESEMBOLSO	\$ 6.462.000
TOTAL	\$21.540.000

CONVENIO ESPECÍFICO ENTRE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA Y EL HOSPITAL INTERZONAL GENERAL DE AGUDOS "DR. RODOLFO ROSSI" DE LA PLATA

Entre el Hospital Interzonal General de Agudos "Dr. Rodolfo Rossi" de La Plata, con domicilio en calle 37 N° 183 de la Ciudad de La Plata, en adelante "EL HOSPITAL", representado en este acto por su Directora, Dra. María Cecilia Jaschek por una parte y la UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA, con domicilio en Av. 7 N° 776, Ciudad de La Plata, en adelante "LA UNIVERSIDAD", representada en este acto por la Vicepresidenta del Área Institucional, Dra. Andrea Mariana Varela, y como responsable natural del mismo el Decano de la Facultad de Ciencias Médicas Prof. Dr. Juan Ángel Basualdo Farjat, se suscribe el presente Convenio Específico sujeto a las cláusulas que a continuación se establecen:

PRIMERA: El objeto del presente Convenio Específico es la implementación de actividades docentes de postgrado para los estudiantes de las Carreras de Especialización en: Alergia e Inmunología Clínica y Anestesiología en el ámbito de "EL HOSPITAL" como Centro Formador.

SEGUNDA: La implementación de actividades docentes de postgrado para los estudiantes de las Carreras de Especialización en Anestesiología (Centros Formadores: Hospital Interzonal General de Agudos "General San Martín", Hospital Zonal General de Agudos "Dr. Ricardo Gutiérrez", Hospital Interzonal Especializados de Agudos y Crónicos "San Juan de Dios") en el ámbito de "EL HOSPITAL", como Ámbito de Práctica.

TERCERA: La implementación de dichas actividades, la modalidad, metodología didáctica y el cronograma de actividades estará a cargo del director/ra de cada una de las carreras y de los docentes del Cuerpo Académico de la misma, siendo LA UNIVERSIDAD la responsable del proyecto pedagógico.

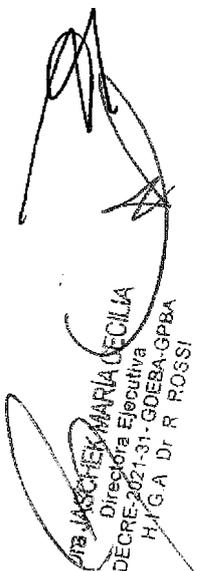
CUARTA: Las actividades docentes se desarrollarán bajo las normas éticas que rigen las funciones profesionales médicas, respetando las normas establecidas para los procesos legales y disponiéndose medidas adecuadas para preservar la seguridad de los estudiantes.

QUINTA: Se nombra como responsable ad hoc de la ejecución del presente convenio por parte de la UNLP a la Dra. María Alejandra Córdoba.

SEXTA: El HOSPITAL autoriza a la UNLP a desarrollar las actividades de postgrado en sus dependencias y aportará sus instalaciones para que los docentes y alumnos de la misma realicen las actividades prácticas que se correspondan con los planes de estudios correspondientes.

SEPTIMA: LA UNIVERSIDAD tendrá a su cargo la responsabilidad de asegurar a los estudiantes comprendidos en este convenio contra todo accidente que los mismos pueden padecer en el marco de las actividades previstas.

OCTAVA: En virtud de este convenio El HOSPITAL suscribirá un acuerdo individual con cada uno de los/as estudiantes respecto de las pautas institucionales que éstos se comprometerán a cumplir, relacionados a los reglamentos⁸⁸ y disposiciones internas de la institución donde


DRA. JASCHKEK MARÍA CECILIA
Directora Ejecutiva
DECRE. 2021-31 - GOEBA-GRBA
H. I. G. A. D. R. ROSSI

desarrollarán las actividades. Considerarán a su vez como información confidencial toda la que llegue a su conocimiento en ocasión de las prácticas profesionales. El incumplimiento de lo anteriormente dispuesto será considerado falta grave y quedará sujeto a las sanciones a que hubiere lugar.

NOVENA: A fin de cooperar adecuadamente con el desarrollo de las actividades en su sede EL HOSPITAL, facilitará a la UNIVERSIDAD un espacio / aula de común acuerdo en los horarios que no afecten el normal funcionamiento del efector de salud.

DÉCIMA: Las partes se comprometen a no revelar a terceros y a devolver, a la finalización del presente convenio, toda información técnica originada en la otra parte a la que se le haya dado carácter de confidencialidad, y hacer que el personal que tuviere acceso a la información no la revele a terceros y la mantenga estrictamente confidencial.

Como regla general se entenderá que es confidencial aquella información que reúna los requisitos enumerados en la Ley N° 24.766 de Confidencialidad y en la Ley N° 25.326 de protección de los Datos personales.

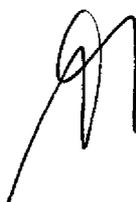
DECIMOPRIMERA: Los resultados obtenidos a consecuencia de investigaciones realizadas, sean parciales o definitivos, serán en principio de propiedad compartida. En caso de solicitarse patentes, o cualquier otro tipo de registro legal, en la Argentina o en cualquier lugar del mundo sobre resultados obtenidos en el marco del presente convenio, serán propiedad de las partes y ninguna de ellas podrá presentar y diligenciar, antes las autoridades nacionales o de cualquier otro país, o ante cualquier entidad internacional, solicitudes de patentes o de cualquier otro derecho de propiedad intelectual sobre los resultados que se obtengan en este convenio sin autorización por escrito de la otra parte.

DÉCIMOSEGUNDA: Para cualquier publicación, referida a los resultados o actividades de este acuerdo, las partes deberán obtener autorización por escrito de la otra. En cualquier publicación que se realice se deberá mencionar a ambas partes, cuando la misma surja de actividades originadas en el presente convenio, y a los autores, así como su grado de participación.

DECIMOTERCERA: La UNIVERSIDAD y EL HOSPITAL, expresan su deseo de cooperar recíprocamente en la programación de acciones tendientes a lograr aportes concretos en ambas instituciones.

DECIMOCUARTA: Se autoriza al Decano de la Facultad de Ciencias Médicas Prof. Dr. Juan Ángel Basualdo Farjat a firmar acuerdos accesorios en caso de que fuesen necesarios en la ejecución del presente convenio.

DECIMOQUINTA: El presente Convenio tendrá una vigencia de 4 años a partir de su firma. No obstante, lo expresado, este convenio podrá ser denunciado por cualquiera de las partes, sin



Dra JASCHEK MARIA CECILIA
Directora Ejecutiva
DECRE 2021-31- GDIEBA-GPBA
HIGA Dr R ROSSI



expresión de causa, previa notificación fehaciente a la otra parte, con una antelación no inferior a los noventa (90) días. La denuncia no enervará las acciones pendientes de ejecución.

DECIMOSEXTA: Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio en sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <http://www.unlp.edu.ar>

DECIMOSÉPTIMA: A los efectos legales, las partes constituyen domicilios en los indicados ut supra donde se tendrán por válidas y eficaces todas las notificaciones y comunicaciones que se cursaren. Para la resolución de cualquier controversia que no pueda serlo de común acuerdo, en el marco de la buena fe contractual, se someten para su interpretación y ejecución a la jurisdicción y competencia de los Tribunales Federales de la Ciudad de La Plata.

En prueba de conformidad se suscriben dos (2) ejemplares de un mismo tenor a un solo efecto, en la Ciudad de La Plata, a los 31 del mes de *Octubre* de 2023.

[Signature]
Dra. JASCHEK MARÍA CECILIA
Directora Ejecutiva
DECRE-2021-31- GDEBA-GPBA
H I G A Dr R ROSSI

Directora
Hospital Rossi

[Signature]
Prof. Dr. Juan Angel BASILDU TGA
DECANO
Facultad de Ciencias Médicas
UNLP

Decano
Facultad de Cs. Médicas – UNLP

[Signature]
Dra. ANDRÉS VARELA
Vicepresidenta
Área Institucional
Universidad Nacional de La Plata

Vicepresidenta Institucional
UNLP

**CONVENIO ESPECÍFICO ENTRE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA Y LA
MUNICIPALIDAD DE TRES ARROYOS**

Entre la Municipalidad de Tres Arroyos, representada por el Intendente Municipal, Sr. Carlos A. Sánchez, con domicilio en la Av. Rivadavia 1 de la Ciudad de Tres Arroyos, Provincia de Buenos Aires, Argentina, en adelante la Municipalidad y la UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA, con domicilio en Av. 7 nro. 776 de la ciudad de La Plata, Provincia de Buenos Aires, Argentina, en adelante la UNLP, representada en este acto por la Vicepresidenta del Área Institucional Dra. Andrea Mariana Varela, y como responsable natural del mismo el Decano de la Facultad de Ciencias Médicas Dr. Juan Ángel Basualdo Farjat, en el marco del Convenio General de Cooperación y Asistencia Técnica firmado el 30 de diciembre de 2004 (Ord. 5379/04), se suscribe el presente Convenio Específico sujeto a las cláusulas que a continuación se establecen:

PRIMERA: El objeto del presente Convenio Específico es establecer la vinculación entre las partes, con el objetivo de la puesta en marcha del nuevo ámbito formativo de Practica Final Obligatoria (PFO) rotación de APS en el distrito de Tres Arroyos, la cual estará emplazada en el Centro Municipal de Salud "Dr. Ignacio Pirovano" de Tres Arroyos.

SEGUNDA: La Municipalidad se compromete a cumplimentar las tareas específicas que se llevan adelante en el programa actual de la práctica final obligatoria o PFO (rotación de APS), instrumentando las medidas necesarias para alcanzar los objetivos propuestos en la misma. El alumno deberá presentar constancia de un seguro de riesgos personales para poder desempeñar su tarea en forma respaldada, el mismo correrá a cargo del alumno durante todo el periodo de rotación.

TERCERA: La Facultad se compromete a diseñar la orientación, seguimiento y evaluación de las cuestiones pedagógicas, como así también facilitar la capacitación de los profesionales del Centro Municipal de Salud que colaboren en la misma.

CUARTA: Tendrán prioridad para cursar la PFO (rotación de APS) en esta sede, los estudiantes originarios del Distrito de Tres Arroyos y/o localidades aledañas.

QUINTA: Se nombra como responsable ad hoc de la ejecución del presente convenio por parte de la UNLP a la Prof. Méd. Silvana C. Babolín.

SEXTA: Se autoriza al Decano de la Facultad de Ciencias Médicas Prof. Dr. Juan Ángel Basualdo Farjat a firmar acuerdos accesorios en caso de que fueren necesarios, en la ejecución del presente convenio.

SÉPTIMA: El presente Convenio tendrá una vigencia de 4 años a partir de su firma, pudiendo ser rescindido por cualquiera de las partes con una anticipación de 90 días, mediando comunicación fehaciente.

OCTAVA: Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio en sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <http://www.unlp.edu.ar>.

NOVENA: A los efectos legales, las partes constituyen domicilios en los indicados ut supra, donde se tendrán por válidas y eficaces todas las notificaciones y comunicaciones que se cursaren. Para la resolución de cualquier controversia que no pueda serlo de común acuerdo, en el marco de la buena fe contractual, se someten para su interpretación y ejecución, a la jurisdicción y competencia de los Tribunales Federales de la Ciudad de la Plata.

En prueba de conformidad se suscriben tres (3) ejemplares de un mismo tenor a un solo efecto, en la Ciudad de La Plata, a los 25 días del mes de Julio de 2023.-

Dra. ANDREA VARELA
Vicepresidenta
Área Institucional
Universidad Nacional de La Plata

DRA. ANDREA MARIANA VARELA
Vicepresidenta del Área Institucional
UNLP

Prof. Dr. Juan Ángel BASUALDO FARJAT
DECANO
Facultad de Ciencias Médicas
U.N.L.P.

DR. JUAN ÁNGEL BASUALDO FARJAT
Decano de la Facultad de Ciencias Médicas
UNLP

CARLOS SÁNCHEZ
Intendente Municipal
Partido de Tres Arroyos

Dr. Alexis Pogorzelsky
Director Técnico
Centro Municipal de Salud
del Partido de Tres Arroyos

7.2.2 Les exclusions et limitations de responsabilité énoncées dans la présente section ne s'appliquent pas en cas de dommages causés par l'acte délibéré ou la négligence grave d'une Partie.

7.2.3 Les termes de la présente Convention ne doivent pas être interprétés comme modifiant ou limitant toute responsabilité qui, en vertu de la loi applicable, ne peut être modifiée ou limitée.

7.3 Dommages causés à des tiers

Chaque Partie est seule responsable des pertes, dommages ou préjudices subis par des tiers résultant de l'exécution des obligations de la Partie en vertu de la présente Convention.

7.4 Force majeure

7.4.1 Aucune Partie ne sera considérée comme étant en violation de la présente Convention si une telle violation est causée par un cas de force majeure.

7.4.2 Chaque Partie notifiera aux autres Parties tout événement de Force Majeure aussi rapidement que possible, dans la mesure du raisonnable.

Section 8: Divers

8.1 Points spécifiques

8.1.1 Si une Partie prend connaissance d'une règle, d'un règlement, d'une politique ou d'une exigence qui devrait s'appliquer au CHERCHEUR conformément aux politiques de la Partie hôte, mais qui serait en conflit avec la Convention de Subvention, les Parties se réuniront dès que possible pour éviter ce conflit.

Si aucune solution satisfaisante pour la Partie Hôte, le CHERCHEUR et la Partie d'origine ne peut être identifiée après un délai raisonnable de négociation, une Partie peut décider de mettre fin à la présente convention sans qu'aucune violation n'ait été commise.

8.1.2 L'UNLP s'engage à fournir à l'UM toutes les informations raisonnablement accessibles dans le cadre des audits ou contrôles administratifs européens ordonnés par la Commission européenne pour le Projet.

Cet engagement restera en vigueur pendant toute la durée du projet européen et pendant les cinq (5) ans après le paiement du solde par la Commission européenne, sous réserve que, si des informations sont confidentielles, les parties aient signé tous les accords nécessaires pour assurer la confidentialité de ces informations.

7.2.2 The exclusions and limitations of liability stated in this Section shall not apply in the case of damage caused by the wilful act or gross negligence of a Party.

7.2.3 The terms of this Agreement shall not be construed to amend or limit any liability that, by applicable law, cannot be amended or limited.

7.3 Damage Caused to Third Parties

Each Party shall be solely liable for any loss, damage or injury to third parties resulting from the performance of said Party's obligations under this Agreement.

7.4 Force Majeure

7.4.1 No Party shall be considered to be in breach of this Agreement if such breach is caused by Force Majeure.

7.4.2 Each Party will notify the other Parties of any Force Majeure event as soon as reasonably possible.

Section 8: Miscellaneous

8.1 Specific points

8.1.1 If a Party becomes aware of a rule, regulation, policy or requirement that should apply to the RESEARCHER according to Host Party's policies but would be in conflict with the Grant Agreement, the Parties should meet at the earliest time possible to avoid such conflict.

If no satisfying solution for the Host Party, the RESEARCHER and the Seconding Party can be identified after a reasonable time of negotiation, a Party may decide to early terminate this agreement without any breach for any Party.

8.1.2 UNLP commits to provide to UM with all reasonably accessible information in the frame of European audits or desk check ordered by the European Commission for the Project.

This commitment will remain in effect for the whole duration of the European project and during the five (5) years after the payment of the balance by the European Commission, provided that, should such information be confidential, **both parties** will obtain all necessary insurance and will have signed all necessary agreement to keep such information confidential.

8.1.3 La Convention comprend le corps du document et les différentes annexes.

8.1.4 La Partie Hôte fournira une copie de la présente Convention au CHERCHEUR et veillera à ce qu'il se conforme aux sections pertinentes de la Convention.

8.2 Aucune représentation, partenariat ou organisme

8.2.1 Sauf indication expresse de la présente Convention, les Parties ne sont pas habilitées à agir ou à faire des déclarations juridiquement contraignantes au nom de l'autre Partie.

8.2.2 Aucune disposition de la présente Convention n'est réputée constituer une entreprise commune, une agence, une société de personnes, un groupement d'intérêts ou tout autre type de groupement formel d'entreprises entre les Parties.

8.2.3 Les Parties ne peuvent utiliser les noms, marques, logos ou en-têtes de lettre de l'autre Partie sans l'autorisation écrite préalable de l'agent compétent de l'autre Partie.

8.3 Cession et modifications

8.3.1 Aucun droit ou obligation des Parties découlant de la présente Convention ne peut être cédé ou transféré, en tout ou en partie, à un tiers sans l'approbation formelle préalable des autres Parties.

8.3.2 Les amendements et modifications au texte de la présente Convention nécessitent un accord distinct signé par toutes les Parties.

8.4 Loi statutaire obligatoire

Rien dans la présente Convention ne sera réputé obliger une Partie à enfreindre une loi légale obligatoire en vertu de laquelle la Partie opère.

8.5 Langue

La présente convention est rédigée en Français et en anglais, langue qui régit tous les documents, notifications, réunions et procédures s'y rapportant.

8.6 Droit applicable

La présente convention sera interprétée conformément et régi par les lois de la Belgique.

8.1.3 The Agreement consists of this body text and different annex.

8.1.4 The Host Party will provide a copy of this Agreement to the RESEARCHER and will ensure that he will comply with the relevant sections of this Agreement.

8.2 No Representation, Partnership or Agency

8.2.1 Except as specifically shown in this Agreement, the Parties shall not be entitled to act or to make legally binding declarations on behalf of the other Party.

8.2.2 Nothing in this Agreement shall be deemed to constitute a joint venture, agency, partnership, interest grouping or any other kind of formal business grouping between the Parties.

8.2.3 No use may be made by the Parties of the names, marks, logos or letterheads of the other Party, without the prior written permission of the relevant officer of the other Party.

8.3 Assignment and Amendments

8.3.1 No rights or obligations of the Parties arising from this Agreement may be assigned or transferred, in whole or in part, to any third party without the other Parties' prior formal approval.

8.3.2 Amendments and modifications to the text of this Agreement require a separate agreement signed by all Parties.

8.4 Mandatory Statutory Law

Nothing in this Agreement shall be deemed to require a Party to breach any mandatory statutory law under which the Party is operating.

8.5 Language

This Agreement is drawn up in French and in English, which language shall govern all documents, notices, meetings and processes relative thereto.

8.6 Applicable Law

This Agreement shall be construed in accordance with and governed by the laws of Belgium.

8.7 Règlement des différends

8.7.1 Les Parties concernées doivent d'abord faire tout effort raisonnable pour régler de manière amiable tout différend découlant de ou en relation avec la présente convention.

8.7.2 Tous les litiges découlant de ou en relation avec la présente convention qui ne peuvent pas être réglés à l'amiable seront définitivement réglés par les tribunaux compétents de Bruxelles, à l'exception des litiges relatifs à la propriété intellectuelle.

8.7 Settlement of Disputes

8.7.1 The Parties concerned shall first use all reasonable efforts to amicably settle any dispute arising out of or in connection with this Agreement.

8.7.2 All disputes arising out of or in connection with this Agreement, which cannot be amicably resolved shall be finally settled by the competent courts of Brussels, apart from disputes relating to intellectual property.

Section 9: Signatures

<p>Université du Mans (UM)</p> <p>Name: Pascal Leroux</p> <p>Date:</p> <p>Signature and stamp:</p> <p>Le Président Le Mans Université</p> <p>Pascal LEROUX</p>	<p>Universidad Nacional de La Plata (UNLP)</p> <p>Name: Dra Andrea Varela</p> <p>Date: 15/08/2023</p> <p>Signature and stamp:</p> <p>Dra. ANDREA VARELA Vicepresidenta Area Institucional Universidad Nacional de La Plata</p>	<p>RESEARCHER VISA:</p> <p>Name: Mariano Bonomo</p> <p>Date: 17/08/2023</p> <p>Signature : </p>
---	---	--

Annex 1 – Description of the programme of the RESEARCHER/STAFF project

from 23/09/2023 until 22/10/2023 (This period must cover at least one full calendar month)

Project name (acronym):	SciCoMove	Project number:	GA ID: 101007579								
Hosting Institution name:	Le Mans Université	Sending institution name	Universidad Nacional de La Plata								
Name of the seconded person :	Mariano Bonomo	Type of personnel (see Art 6.2.A of the Grant agreement):	Please tick the corresponding box <table border="1"> <tr> <td><input type="checkbox"/></td> <td>ESR: Early-Stage Researcher</td> </tr> <tr> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> <td>ER: Experienced Researcher</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/></td> <td>MNG: Managerial staff</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/></td> <td>ADM: Administrative Staff</td> </tr> </table>	<input type="checkbox"/>	ESR: Early-Stage Researcher	<input checked="" type="checkbox"/>	ER: Experienced Researcher	<input type="checkbox"/>	MNG: Managerial staff	<input type="checkbox"/>	ADM: Administrative Staff
<input type="checkbox"/>	ESR: Early-Stage Researcher										
<input checked="" type="checkbox"/>	ER: Experienced Researcher										
<input type="checkbox"/>	MNG: Managerial staff										
<input type="checkbox"/>	ADM: Administrative Staff										

PROGRAM OF ACTIVITIES PLANNED FOR PROJECT DURING THE COVERED PERIOD	
Work package number (See secondments table in grant agreement)	Activities
WP1	5 days Prepare and Give a public presentation at Le Mans Université of the recent results of our archaeological studies on the indigenous past in the Paraná Delta, Argentina.
WP1	5 days Collaborate with Nathalie Richard in a scientific article on the rediscovery of Lamballe's axe in the Ameghino collection for The Conversation or the History of Archaeology journals.
WP1	3 days Discussions and meetings in Le Mans with Nathalie Richard and Le Mans museums team.
WP1	13 days work on case study. Study of the provenance of the French archaeological collections of Florentino Ameghino at the Musée d'Archéologie nationale of Saint-Germain and other French museums (e. g., Musée de l'Homme and Musée d'Histoire Naturelle). Visit to some of the remaining archaeological localities that Florentino Ameghino visited at the end of the 19th century and where the archaeological materials come from (Saint-Acheul and Amiens on the Somme river, Chelles and Jainville in the Paris region).
WP1	2 days writing of a post for the project blog

Annex 2 - Researcher's bank details

N26**INFORMACION DE TU CUENTA BANCARIA EN
N26 Bank GmbH****IBAN**

DE39 1001 1001 2280 4993 76

BIC

NTSBDEB1XXX

Titular de la cuenta

MARIANO BONOMO

Rue Boileau 49

75016, Paris France

Banco

N26 Bank GmbH

Klosterstr. 62

10179, Berlin Germany

En virtud de la legislación vigente de la UE sobre pagos transfronterizos en la zona única para transacciones en Euros (ZUPE), deben aceptarse todas las cuentas bancarias e IBAN para transferencias y adeudos directos independientemente del país emisor.

REGLAMENTO DE USO DE VESTUARIOS Y GUARDARROPAS

En beneficio del buen uso deportivo, comodidad y disfrute de quienes desean utilizar las instalaciones de la Dirección de Deportes de la Universidad Nacional de La Plata, en adelante Dirección, y por tanto requieran hacer uso de los vestuarios, para garantizar la adecuada limpieza y mantenimiento, son de aplicación las siguientes normas mínimas:

ARTÍCULO 1°.- Utilización del vestuario. El uso de los vestuarios será exclusivo para los usuarios que realicen alguna actividad en las instalaciones, debiéndose presentar carnet de socio o ticket para ingresar en caso de ser requerido por la persona que esté al cuidado de los mismos. La utilización de los vestuarios implica el correcto uso de los mismos, y deberá limitarse al tiempo de actividad mínimo necesario, respetando las normas de uso de decoro, decencia y respeto. El acceso a las instalaciones requerirá circular por una escalera, por lo cual en situaciones de capacidades de movilidad reducida, o con discapacidad, y personas de tercera edad con dificultades para acceder, podrán utilizar el de la Planta Baja del Edificio Principal, solicitando el debido permiso en la Dirección de Pileta.

ARTÍCULO 2°.- Acceso de menores. Con carácter general, los/las menores de 10 años deberán acceder a las instalaciones acompañados/as de un/a adulto/a responsable de su cuidado y custodia durante su permanencia en el vestuario, debiendo dar cuenta de ello al Responsable del Vestuario a fin de resguardar la intimidad de los usuarios y usuarias que se hallen dentro del recinto. Se entenderá que las cuestiones que requieran ser atendidas con perspectiva de género serán tratadas de acuerdo a la reglamentación vigente.

ARTÍCULO 3°.- Normas de uso:

- 1) Los/las usuarios/as de las instalaciones utilizarán siempre los vestuarios para cambiarse de atuendo, no permitiéndose vestirse o desvestirse fuera de ellos.
- 2) Los/las usuarios/as deben respetar los horarios de funcionamiento de las instalaciones deportivas, atendiendo a las indicaciones de los/las Responsables del Vestuario.
- 3) Se recomienda el uso de ojotas antideslizantes para ducharse y circular por los vestuarios. No se entrará al vestuario con calzado impregnado de barro.
- 4) Como medida de higiene, se depositarán los papeles, pelos, compresas y demás objetos de desecho en los contenedores destinados a tal fin.
- 5) En las duchas deberá respetarse el orden de llegada, así como el tiempo de permanencia bajo la misma, que no podrá exceder los 10 minutos de uso.

ARTÍCULO 4º.- Prohibiciones:

- 1) No se permitirán las siguientes acciones de higiene personal dentro de los vestuarios: depilarse, afeitarse, teñirse, cortarse las uñas, lavar prendas y similares.
- 2) No se permitirá comer en el recinto de los vestuarios, como tampoco fumar, ni consumir ningún tipo de sustancia.
- 3) No se permitirá ingresar objetos que pudieran ser utilizado con fines agresivos y/o violentos, y/o susceptibles de ocasionar daños físicos y/o materiales a personas o cosas, ni el ingreso, consumo o intercambio con o sin fines comerciales de bebidas alcohólicas, medicamentos o drogas de cualquier tipo, ni la utilización de símbolos que pudieran incitar a la violencia o a comportamientos delictivos en las instalaciones.
- 4) Queda expresamente prohibido introducir en los vestuarios cualquier elemento de metal, plástico, vidrio, cristal o similares materiales (botellas, frascos, espejos, vasos, etc.) que puedan producir lesiones a los/las usuarios/as en caso de rotura.
- 5) Por razones de seguridad, no se permitirá el uso de aparatos eléctricos.
- 6) Por razones de convivencia, quedan prohibidos los juegos molestos, ruidosos o peligrosos.
- 7) No se permitirá el ingreso con animales.
- 8) No se permitirá el acceso de bicicletas, motos o cualquier otro vehículo similar al interior del recinto.

ARTÍCULO 5º.- Límite de responsabilidad. La Dirección no se responsabiliza de la pérdida, hurto o deterioro de los objetos depositados en los vestuarios, guardarropa o en otras áreas de sus instalaciones deportivas.

ARTÍCULO 6º.- Cumplimiento. El personal de la instalación, que estará identificado, será responsable de hacer cumplir a todos/as los/las usuarios y usuarias las normas de uso de la misma, pudiendo, en su caso, indicar el retiro inmediato del recinto a quienes incumplan el contenido de este Reglamento.

ARTÍCULO 7º.- Guardarropas. El uso del mismo será opcional para los usuarios que realicen alguna actividad en las instalaciones, debiéndose presentar carnet de socio o ticket a la persona encargada del espacio. El mismo estará ubicado en la parte superior del Partenón (arriba de los vestuarios de pileta). Se ingresará por el contrafrente del edificio.

ARTÍCULO 8º.- En todo lo que la presente reglamentación no prevea se sujetará a lo que dispongan al efecto las autoridades de la Dirección de Deportes.

Dirección de Deportes: Orlandoni J. - Venier J. A.

REGLAMENTO NATATORIO Y ESPACIOS DE USO COMÚN UNLP

La temporada se inicia el día sábado 09 de diciembre de 2023 y finaliza el domingo 03 de marzo de 2024.

El horario de uso del natatorio es de lunes a sábados de 10:00 a 19:30 y domingos de 12:00 a 19:30.

ARTÍCULO 1º.- Natatorio. Conjunto constituido por las piletas de natación, abarcando el lugar que las circunda, utilizado por un número de personas en forma colectiva, para nadar, para baño recreativo o terapéutico, con fines de esparcimiento.

ARTÍCULO 2º.- Uso de natatorios. Examen médico obligatorio. Para ingresar al natatorio se debe realizar previamente un examen médico. El mismo se realizará diariamente y durante todo el tiempo de su funcionamiento. Previo al examen médico los/las bañistas tomarán una ducha completa con intenso jabonado. Deberá exhibirse aviso de esta obligación en los vestuarios. Se hará control exhaustivo del cumplimiento de este punto.

Cada bañista deberá aprobar la revisión médica para acceder al natatorio. Una vez cumplido y autorizado, se le entregará comprobante para la prosecución del trámite de ingreso.

ARTÍCULO 3º.- Uso de natatorios.

a) **Ducha obligatoria.** Cada vez que ingresen al recinto natatorio, los/las bañistas deberán ducharse. No se permitirá la entrada de usuarios/as al natatorio con aplicaciones de sustancias grasas, aceites o cosméticos.

b) **Cabello:** Es obligatorio el cabello recogido en su totalidad para todas las personas de cabello largo, sin distinción de género, entendiéndose largo la altura que sobrepasa el cuello. Es opcional el uso de la gorra de baño.

c) **Higiene y cuidado de las instalaciones.** Es responsabilidad de los/las bañistas y usuarios/as cuidar la higiene y preservar los bienes de la institución.

d) **Responsabilidad del cuidado parental.** Los/las responsables del cuidado parental de niños, niñas y adolescentes son responsables de que los sujetos a su cuidado no realicen acciones perturbadoras o juegos físicos que pongan en riesgo la integridad propia o ajena, en la pileta, vestuarios y baños, y comprende toda el área de este predio, debiendo brindar acompañamiento y cuidado mientras se encuentren dentro de la pileta.

ARTÍCULO 4º.- Prohibiciones.

a) Queda prohibido a los/las bañistas acceder a la zona de la pileta con ropas y calzado de calle, así como tampoco mochilas, ni libros, ni revistas. Sólo podrán ingresar con gorro de baño, toalla y ojotas, tipo crocs o similar. No se permite ingresar con ningún tipo de dispositivos electrónicos. El personal a cargo no se responsabilizará de su pérdida, hurto, sustracción o destrucción.

- b) Queda prohibido el ingreso, circulación y permanencia de animales en todo el predio de esta Dirección de Deportes.
- c) Queda prohibida la entrada a la zona de baño a personas que presenten signos de ebriedad, drogadicción, o consumo de sustancias narcóticas o narcotizantes. El personal de la Dirección de Deportes queda autorizado a pedirle que se retire del lugar en este caso.
- d) Dentro del perímetro de la pileta, queda prohibido consumir bebidas, golosinas y todo tipo de alimentos, como así también fumar.
- e) Queda prohibido arrojar agua de los lavapies a la pileta, realizar descargas nasales, salivar y/o ejecutar cualquier otro acto que pueda contaminar el agua.
- f) Queda prohibido obstruir el paso en las zonas de circulación próxima a las piletas ni utilizar en ellas mesas, sillas, reposeras y similares.
- g) Queda prohibido colgar indumentaria y/o toallas, y/o bolsos, mochilas, carteras o similares en las rejas perimetrales que circundan las piletas.
- h) No se permite el ingreso a las piletas con muñecos inflables, colchonetas, pelotas ni similares.
- i) Queda prohibido el ingreso a las piletas fuera de los días y horarios habilitados para tales fines.
- j) Queda terminantemente prohibido correr alrededor de la pileta, así como tocar y/o empujar bañistas dentro de la pileta, en sus bordes y/o vereda perimetral. Esta última prohibición ameritará la expulsión inmediata de los natatorios por el tiempo que, de acuerdo a la gravedad de los sucesos, determine la Dirección de Pileta. En caso de ser expulsado/a, no se reintegrará lo abonado.
- k) Queda prohibida la circulación en bicicletas, motos, monopatines, rollers o similares, dentro de todo el perímetro del predio de la Dirección de Deportes, exceptuando el estacionamiento.
- l) Queda prohibido arrojar cualquier tipo de residuos en el piso o pasto dentro del área de la Dirección de Deportes. Habrá cestos de basura con indicaciones de uso. Para las colillas de cigarrillos habrá lugares de descartes específicos.
- m) Queda prohibido hacer uso de las canchas y espacios deportivos sin previa autorización y pago de las tarifas correspondientes.

ARTÍCULO 5º.- **Guardavidas.** El guardavidas es la autoridad máxima dentro del perímetro de la pileta, a efectos de salvaguardar la integridad física de los bañistas. No lo distraiga, distraerlo es comprometerlo.

ARTÍCULO 6º.- **Recomendaciones.**

a) **Uso de duchas.** Se sugiere moderación en el uso del agua caliente, limitándose a un máximo de 10 minutos el tiempo de utilización del servicio de ducha. No esperar a último momento para usarlas, respetando siempre el orden de llegada. Se debe preservar y colaborar con la higiene del lugar.

b) **Bebés.** Los bebés, cuando ingresen a la pileta chica, deberán hacerlo con malla o pañales de agua nuevos (sin uso previo) en caso de aún no controlar esfínteres. Deben ingresar y permanecer en todo momento acompañados de un/a adulto/a responsable.

c) **Menores.** Los menores de entre 3 y 6 años podrán utilizar la pileta chica y la pileta mediana (hasta la línea roja). En ambos casos, deberán estar acompañados por sus padres y/o madres y/o responsables legales, quienes son responsables de su vigilancia y cuidado durante su permanencia en el Natatorio.

ARTÍCULO 7º.- Toda sugerencia, queja, consulta o reclamo deberá comunicarse a través de la Dirección de Pileta.

ARTÍCULO 8º.- En todo lo que esta reglamentación no se encuentre previsto queda sujeto a lo que dispongan las autoridades de la Dirección de Deportes.

DIRECCIÓN DE DEPORTES. Orlandoni J. – Venier J. A.

DIRECCIÓN DE PILETA. Gramajo H. - Del Favero C.

REGLAMENTO COLONIA DE VACACIONES UNLP

DESTINATARIOS

Niños y niñas, de edad comprendida entre los 3 a 12 años cumplidos al 31 de diciembre de cada año.
Edad mínima: El/la colono/a deberá tener 3 años cumplidos. Para acceder a la Colonia se requiere que haya dejado de usar pañales, que avise cuando requiera ir al baño y que controle esfínteres.
Si es menor de 3 años, y cumple las condiciones mencionadas, sus responsables legales podrán solicitar, por vía de excepción, su inscripción, quedando la misma sujeta a aprobación de las autoridades. En todos los casos, previo a ser ingresado/a como colono/a, se llevará adelante una entrevista personal entre los/las adultos/as responsables y la Dirección de Colonia. Se suscribirá mediante acta acuerdo un período de tres (3) días durante los cuales se evaluará su inclusión, la cual podrá ser rechazada fundadamente por la Dirección de Colonia.

INCLUSIÓN

Se proporcionará una (1) vacante de inclusión por grupo, y hasta cuatro (4) en el turno mañana y cuatro (4) en el turno tarde. Cubiertas las vacantes mencionadas no se tomarán más lugares, ni habrá lista de espera. La Dirección de Colonia podrá requerir la presencia de acompañante externo/a en caso de ser necesario. En todos los casos, previo a ser ingresado/a como colono/a, se suscribirá mediante acta acuerdo un período de tres (3) días durante los cuales se evaluará su inclusión, la cual puede ser rechazada fundadamente por la Dirección de Colonia.
Todos/as los/las colonos/as deberán contar con ficha médica suscripta por médico/a matriculado/a.

LUGAR

La Colonia se desarrollará en las instalaciones de la Dirección de Deportes de la Universidad Nacional de La Plata, Calle 50 y 117.

RESPONSABLES

La gestión de la Colonia de Vacaciones consta de una Directora, un Subdirector, y ocho (8) coordinadores/as, a razón de cuatro (4) por cada turno, quienes articularán con la Dirección. Asimismo, serán responsables de la organización de las actividades con el cuerpo docente y responderán frente a los/las responsables de los niños y niñas.
El cuerpo docente a cargo de los grupos de colonos/as se encuentra conformado por profesionales de la educación, a saber: Profesores/as en Educación Física, Maestras Jardineras y ayudantes (estudiantes del profesorado de Educación Física).
La Colonia cuenta además con el apoyo de auxiliares, administrativos/as, médico/a, guardavidas y personal de mantenimiento, de manera de garantizar y cubrir todas las actividades necesarias para el correcto funcionamiento de la Colonia.

PLANIFICACIÓN Y ORGANIZACIÓN

Para el desarrollo de las actividades, los/las colonos/as serán organizados por la Dirección de Colonia –con apoyo de los/las coordinadores/as- en grupos mixtos. **Los grupos se planifican de tal forma que la cantidad de niños y niñas no exceda la capacidad de los/las docentes de atenderlos/as en forma eficiente, considerando además la etapa de desarrollo de los niños y niñas y atendiendo a cuestiones pedagógicas, sin dejar de lado las cuestiones relativas a la seguridad de los/las colonos/as, por lo cual no se aceptarán solicitudes de cambios en la conformación de los grupos.**
En función de lo anterior, se verificará que la cantidad de colonos/as por docente se ajuste a la reglamentación municipal vigente sobre Colonia de Vacaciones. En caso de corresponder se incorporarán coordinadores/as, ayudantes docentes y auxiliares, según sea necesario, para garantizar apoyo y condiciones adecuadas de seguridad e higiene.
Las actividades organizadas responderán a un esquema de distribución de espacios y horarios en forma coordinada con la Dirección, con la finalidad de no entorpecer el desenvolvimiento normal de la temporada de verano para los asociados/as a la Dirección de Deportes.

COBERTURAS

La Colonia contratará un seguro de responsabilidad civil para colonos/as que contempla todas las actividades desarrolladas en este predio.

Respecto de la cobertura médica, los niños, niñas y docentes cuentan con la atención de médicos/as del Cuerpo Médico provisto por la Dirección de Salud de la UNLP y/o por la Dirección de Servicios Sociales de la UNLP. La asistencia médica de emergencias será cubierta por SIPEM.

IMPLEMENTACIÓN

Período de implementación:

La Colonia tendrá una duración de 12 semanas (correspondientes al proporcional del mes de diciembre, enero completo y febrero completo), siendo para la presente temporada: fecha de apertura el 11 de diciembre 2023 y fecha de cierre el 29 de febrero de 2024.

Diciembre:

- Tres semanas: Desde el lunes 11/12/2023 al viernes 29/12/2023 (15 días)
- Dos semanas: Desde el lunes 18/12/2023 al viernes 29/12/2023 (10 días)

Enero:

- 1er. periodo: Desde el martes 02/01/2024 al martes 16/01/2024 (11 días)
- 2do. periodo: Desde el miércoles 17/01/2024 al miércoles 31/01/2024 (11 días)
- Mes completo: Desde el martes 02/01/2024 al miércoles 31/01/2024 (22 días)

Febrero:

- 1er. periodo: Desde el jueves 01/02/2024 al miércoles 14/02/2024 (10 días)
- 2do. periodo: Desde el jueves 15/02/2024 al jueves 29/02/2024 (11 días)
- Mes completo: Desde el jueves 01/02/2024 al jueves 29/02/2024 (21 días)

Días y horarios:

De lunes a viernes en dos turnos:

TURNO MAÑANA: 09:00 a 13:00 horas

TURNO TARDE: 14:00 a 19:00 horas

SOLICITAMOS SE RESPETEN LOS HORARIOS DE ENTRADA Y SALIDA.

Responsable legal del/la colono/a: será quien haya firmado la ficha de salud u otra autorizada previamente por su padre/madre o adulto legalmente responsable, debiendo ser mayor de edad. La autorización será suscripta por escrito mediante ficha proporcionada al efecto por la Dirección de Colonia y entregada al/la Profesor/a del grupo del/la colono/a finalizada la ronda de salida diaria.

Ingreso fuera de horario: En caso de que el/la colono/a ingrese después del horario establecido, su responsable legal deberá dirigirse a la Dirección de Colonia para dar aviso y suscribir el registro de ingreso fuera de horario. El/la adulto/a responsable deberá buscar al grupo de pertenencia del/la colono/a y acompañarlo junto a su Profesor/a.

Retiro del/la colono/a: El/la colono/a deberá retirarse junto a su responsable legal o mayor de edad autorizado por él o ella.

Retiro antes de finalización de la jornada: el/la responsable legal debe firmar Acta de Retiro en la Dirección de Colonia. Se le entregará un permiso al efecto que deberá ser entregado al/la Profesor/a del grupo para retirar al/la colono/a.

LA AUTORIZACIÓN DE RETIRO DEBE SER HECHA DE MANERA PERSONAL POR EL O LA RESPONSABLE LEGAL Y POR ESCRITO. EN NINGÚN CASO SE ACEPTARÁ SOLICITUD DE RETIRO POR VÍA TELEFÓNICA, MENSAJE DE TEXTO, WHATSAPP O SIMILAR.

Estadía y comportamiento:

Durante su estadía en la Colonia el/la colono/a:

1. deberá permanecer con su grupo durante los desplazamientos y las actividades planificadas.
2. permanecer en el natatorio junto al/la profesor/a y su grupo durante el tiempo de la clase de natación.
3. mantener trato respetuoso con sus pares y los/las docentes.

En caso de que la Dirección de Colonia advierta que un/a colono/a manifieste o provoque acciones peligrosas para sí, para su grupo de pares o para el resto de la comunidad de la Colonia, así como en caso de que manifieste reacciones violentas o responda con agresiones, incluyendo a sus pares, otros/as niños y niñas o docentes, se procederá en primer lugar a citar a su/s responsable(s) legal(es) para informarles y proponerles activar las estrategias necesarias para que el niño/a revierta su actitud, de persistir el comportamiento se citará nuevamente a los representantes legales, pudiendo resolver, su no continuidad en la Colonia, caso que

no generará devolución del importe que se haya abonado. De lo acontecido se labrará acta que será suscripta por la Dirección de Colonia y el/la responsable del/la menor.

En caso de considerarlo pertinente, la Dirección de Colonia está facultada para solicitar al/la responsable legal la inclusión de un/a acompañante externo/a.

Recursos y materiales:

La organización de la Colonia proveerá a sus integrantes los elementos necesarios para el correcto y completo desarrollo de las actividades deportivas y recreativas, contando además con los implementos especiales para natación.

Desayuno/Merienda:

Se tiene previsto para cada jornada un momento destinado a disfrutar y compartir un desayuno/merienda, la cual se incluye en el servicio que se ofrece. La merienda consistirá en una simple colación de bebida (jugo o agua) y alimento sólido (por ejemplo: alfajor o fruta).

LOS/LAS COLONOS/AS DEBERÁN ASISTIR A LA COLONIA CON LOS SIGUIENTES MATERIALES:

Ingreso con ropa cómoda, zapatillas y medias (puestas)

Dentro del bolso o mochila: toallón – ojotas o similar crocs – gorra de baño (en caso de pelo largo) – malla/short de baño - antiparras – bolsa plástica para la ropa mojada – vaso – 1 muda de ropa (solo para los/las colonos/as de 3 años)– TODO IDENTIFICADO con el nombre del/la colono/a.

Tanto el protector solar, como el repelente a los mosquitos, se lo colocaran los representantes legales antes de ingresar a la colonia

Deberá contar con FICHA MÉDICA

No se podrá ingresar con los siguientes elementos:

- Tablet, cámara de fotos, celular u otro elemento tecnológico de similares características.
- Juguetes ni peluches
- Comida ni bebida
- Medicamentos: En caso de que el menor tenga indicación médica, deberá presentar la certificación expedida por profesional médico responsable dejando constancia de que es apto para asistir a la Colonia. La medicación será suministrada por su padre/madre/ responsable legal, sin que en ningún caso pueda administrar ni suministrar persona alguna perteneciente a la Colonia ni a la Dirección de Deportes, que queda exenta de toda responsabilidad por esta situación.

CAMPAMENTO

En caso de que se programara un campamento, durante la primera quincena de cada período de Colonia, la asistencia al mismo será voluntaria y el mismo tendrá una tarifa que se informará días previos. Quienes opten por no participar del campamento podrán asistir a la Colonia quedando a cargo de un/a docente asignado/a al cuidado del grupo. Las reglas del campamento están a cargo de la Dirección de Colonia.

VESTUARIOS

Los vestuarios serán organizados por edades y por géneros: masculino y femenino. En un primer vestuario se ubicará la franja etaria de 3 y 4 años, en el segundo vestuario la franja etaria de 5 y 6 años y en el tercer vestuario la franja de 7 años en adelante.

COSTO

El pago de la Colonia de Vacaciones deberá efectuarse por la Oficina de Cobros, previa preinscripción vía web y habiendo acreditado la entrega de toda la documentación solicitada.

Para abonar el costo deberá acompañarse de manera presencial planilla de pre-inscripción impresa y ficha médica firmada por su(s) representante(s) legal(es).

Para acceder al servicio, los/las beneficiarios/as deberán haber abonado la totalidad de las tasas estipuladas. Las cuotas de inscripción variarán de acuerdo a los períodos estipulados en cada opción.

En ningún caso se devolverá el importe abonado en concepto de inscripción.

En todo lo que está reglamentación no se encuentre previsto queda sujeto a lo que dispongan las autoridades de la Dirección de Deportes.

Directora de la Colonia Prof. Mabel ROCCA

Subdirector de la Colonia: Prof. Marcelo RAINGO

Director General de Deportes: Prof. Javier ORLANDONI

Subdirectora General de Deportes: Cra. Jacqueline Aylén VENIER

La Plata, 07 de Noviembre de 2023.

Por la presente, declaro haber leído y aceptado los términos y condiciones establecidos en el “Reglamento Colonia de Vacaciones U.N.L.P.”

Datos del Colono o la Colona

APELLIDO y NOMBRE COMPLETOS:

D.N.I.:

Edad al 31/12/2023:

Datos del Padre/Madre/Responsable Legal:

APELLIDO y NOMBRE COMPLETOS:

VÍNCULO con la UNLP (Tache lo que no corresponda): Docente - Nodocente - Autoridad - Graduado - Estudiante - No vinculado

VÍNCULO con el/la colono/a:

Teléfono de contacto 1:

Teléfono de contacto 2:

FECHA:

FIRMA:



**CONVENIO ESPECIFICO ENTRE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA
Y LA COMISIÓN PROVINCIAL POR LA MEMORIA.**

De una parte, La Universidad Nacional de La Plata – en adelante UNLP- ,creada por ley 4699/05, con domicilio en Av. 7 n° 776 de La Plata, Bs .As, Argentina, representada en este acto por su Vicepresidente Institucional, Dra. Andrea Mariana Varela, y en calidad de responsable natural del presente convenio, Prof. Dr. Gabriel Eduardo Lazo; y por la otra, la Comisión Provincial por la Memoria., representada por el Sr. Adolfo María Pérez Esquivel, con domicilio en 54 N° 487 La Plata, Provincia de Buenos Aires, acuerdan suscribir este convenio específico, que se regirá por las siguientes cláusulas: -----

PRIMERA: Ambas instituciones favorecerán la concertación de programas de cooperación para la ejecución conjunta y coordinada de actividades relacionadas a la toma de muestras, cultivo y procesamiento micológico de expedientes de la comisión Provincial por la Memoria.

SEGUNDA: Las acciones a que dé lugar este convenio serán instrumentadas en anexos de trabajo denominados anexos operativos. En los mismos se detallan los objetivos, las unidades ejecutoras, los detalles operativos y la duración de cada actividad (oportunamente se incorporarán al expediente).

TERCERA: financiamiento -----

Ambas instituciones contribuirán al financiamiento de estas actividades, en la medida de sus posibilidades presupuestarias. -----

Sin perjuicio de lo expuesto, las partes intentarán gestionar financiamiento externo para fortalecer las actividades previstas en el presente. -----

CUARTA: responsable ad-hoc -----

Será responsable ad-hoc del presente acuerdo, en los términos de la Ordenanza 295/18 UNLP, el Secretario de Atención Primaria de la Salud de la FOLP, Prof. Dr. Ezequiel Escudero Giacchella.

QUINTA: publicidad -----

Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio en sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal



institucional en <http://www.unlp.edu.ar>.-----

SEXTA: resolución de controversias -----

A los fines que pudiera corresponder las partes fijan domicilio en los arriba indicados y se someten a los Tribunales Federales con asiento en la ciudad de La Plata. -----

SEPTIMA: vigencia -----

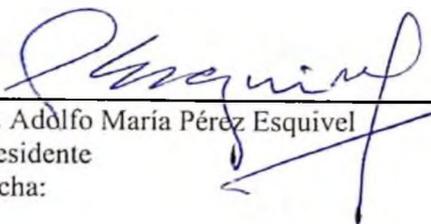
El presente convenio tendrá una duración de 4 años renovable por un mismo periodo de común acuerdo entre las partes. Este convenio podrá ser denunciado por cualquiera de las partes mediante comunicación fehaciente, con seis meses de anticipación. La denuncia no enervará las acciones pendientes de programas que no fueren expresamente rescindidos por los organismos signatarios. -----

El presente convenio específico es celebrado en el marco del régimen establecido por ordenanza 295/18 UNLP y sus normas complementarias -----

En prueba de conformidad se expiden tres ejemplares a un mismo tenor y efecto. -----

El Sr. Adolfo María Pérez Esquivel acepta los términos de la resolución 1946/20.

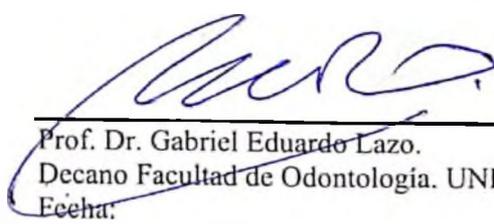
**Por la Comisión Provincial por la Por Universidad Nacional de La Plata
Memoria.**



Sr. Adolfo María Pérez Esquivel
Presidente
Fecha:

Dra. Andrea Mariana Varela
Vicepresidente Institucional UNLP
Fecha:

Por Facultad de Odontología–UNLP



Prof. Dr. Gabriel Eduardo Lazo.
Decano Facultad de Odontología. UNLP.
Fecha:



ACUERDO ESPECÍFICO ENTRE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA A TRAVÉS DE LA FACULTAD DE TRABAJO SOCIAL Y EL MINISTERIO DE INFRAESTRUCTURA Y SERVICIOS PÚBLICOS DE LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES

Entre la **UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA** (en adelante la "U.N.L.P.") representada en este acto por su Vicepresidenta del Área Institucional, Dra. Andrea Varela, con domicilio en la calle 7 N° 776 de la Ciudad de La Plata, Provincia de Buenos Aires, Argentina, a través de **LA FACULTAD DE TRABAJO SOCIAL** (en adelante "LA FACULTAD"), representada por su Decana, Mg. Alejandra Wagner, como responsable natural de este instrumento, con domicilio en la calle 9 esquina 63 de la Ciudad de La Plata, y el **MINISTERIO DE INFRAESTRUCTURA Y SERVICIOS PÚBLICOS DE LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES** (en adelante "El MINISTERIO"), representado en este acto por el Sr. Ministro Leonardo Javier Nardini, con domicilio en la calle 7 N° 1267 de la Ciudad de La Plata; denominados en forma conjunta "LAS PARTES", acuerdan celebrar el presente Acuerdo Específico en el marco del Acuerdo Marco, celebrado el 22 de noviembre de 2002 entre varias Universidades y la Provincia de Buenos Aires (Decreto 1470/2004) y de acuerdo a la Ordenanza 295/18, sujeto a las siguientes cláusulas:

PRIMERA: La **FACULTAD** y el **MINISTERIO** acuerdan trabajar de manera conjunta en la implementación de programas, proyectos y/o planes que permitan la coordinación y cooperación de ambos organismos en lo referido a iniciativas que resulten de mutuo interés y que se desprendan de los objetivos de cada uno de los Anexos que surjan a partir de la firma del presente Acuerdo Específico.-----

SEGUNDA: Para el cumplimiento del objeto del presente, la **FACULTAD** brindará Capacitaciones en Gestión del Recurso Hídrico con foco en la Gestión comunitaria del Riesgo, a funcionarios/as, personal técnico específico y/o con involucramiento en acciones de gestión o intervención social comunitaria vinculada a los recursos hídricos y a la contingencia del riesgo de los 135 municipios de la PBA, de conformidad con los términos y alcances establecidos en el Anexo I, que forma parte integral del presente ACUERDO ESPECÍFICO.-----

TERCERA: OBLIGACIONES A CARGO DE LA FACULTAD. La "FACULTAD", será responsable de la ejecución de las capacitaciones, a cuyos efectos elaborará e implementará un Programa de Capacitación en Gestión Integral del Recurso Hídrico con foco en la Gestión comunitaria del Riesgo bajo los alcances del Anexo I adjunto al presente y conforme Presupuesto de pesos veintitrés millones seiscientos ochenta y tres mil (\$23.683.000). -----

CUARTA: A los fines de las acciones previstas en la Cláusulas precedentes, "LAS PARTES" acuerdan la propuesta de Asistencia Técnica y Cronograma de actividades que constan en el Anexo I del presente. -----

QUINTA: La **FACULTAD**, a través de profesionales especializados, llevará a cabo las tareas adecuadas para el cumplimiento del objetivo descrito en las cláusulas precedentes, de conformidad a las reglas del buen arte, debiendo para ello seleccionar, y coordinar a los profesionales y equipos técnicos con la expertise y responsabilidad requerida para el desempeño de las labores encomendadas. La "FACULTAD" determinará

los procedimientos a utilizar para llevar a cabo las capacitaciones objeto del presente y las operaciones de distinta índole necesarias a los fines de la implementación de este acuerdo. -----

SEXTA: "LAS PARTES" manifiestan y reconocen que las personas que designe la "FACULTAD" para desarrollar las tareas adecuadas al presente Acuerdo, no mantendrán ninguna relación laboral de dependencia con "EL MINISTERIO", siendo por el contrario de exclusiva y única responsabilidad tal subordinación de la "LA FACULTAD". Asimismo, cada parte preserva su autonomía institucional para el desarrollo de las actividades propias, bajo su responsabilidad funcional. Consiguientemente, no responderán por ningún hecho, acto, omisión, infracción, obligación o responsabilidad de ninguna especie atribuible a la otra parte. De igual modo, cada una será responsable del personal y/o agentes bajo su dependencia, debiendo mantener indemne a los demás frente a los reclamos que pudieran cursar sus dependientes. -----

SÉPTIMA: "LAS PARTES" se comprometen a facilitar la información que fuera necesaria para alcanzar los objetivos propuestos, de acuerdo con lo detallado en el Anexo I del presente. -----

OCTAVA: Serán causales de extinción del presente Acuerdo las que a continuación se detallan: a) Falta de pago de las facturas emitidas por la FACULTAD según lo estipulado en el Anexo I y dentro de los plazos previstos en el anexo de referencia; b) Incumplimiento por parte de la FACULTAD en la implementación de las capacitaciones a las cuales se compromete por el presente convenio.-----

NOVENA: "LAS PARTES" acuerdan que la información que fuere suministrada y/o los accesos a los cuales se le autorizó tomar vista a "LA FACULTAD" por "EL MINISTERIO", revisten carácter de información reservada, debiendo ser tratada como tal, en estricta reserva y confidencialidad. "LA FACULTAD" se obliga a utilizar la información recibida sólo y exclusivamente para el objeto del presente convenio en el marco del cual fue otorgada. -----

DÉCIMA: La información que resulte del trabajo realizado, previa autorización expresa por parte de "EL MINISTERIO" podrá utilizarse en publicaciones en conjunto o por separado, mencionando el origen de esta. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <http://www.unlp.edu.ar>-----

DÉCIMO PRIMERA: A fin de garantizar el cumplimiento y el control del presente Acuerdo, se encontrará a cargo por "EL MINISTERIO", del Subsecretario de Recursos Hídricos o a quien se designe al efecto y por "LA FACULTAD" se designa como representante ad hoc a la Esp. Analía Chillemi, DNI 21.856.770 Secretaria Académica de esta casa de estudios. -----

DÉCIMO SEGUNDA: El presente convenio se suscribe por dos (2) años, pudiendo cualquiera de las partes denunciarlo sin obligación de expresión de causa mediante comunicación fehaciente a la otra parte, con noventa (90) días de anticipación. Esta denuncia no dará derecho a reclamo de ninguna naturaleza de la otra parte, no obstante deberá establecer de común acuerdo, el mejor procedimiento para interrumpir y/o finalizar

los programas y proyectos en ejecución. Cuando no mediara causa manifiesta ni razones válidas, subsistirán las obligaciones contraídas que afecten a las personas comprometidas en las actividades conjuntas y a terceras instituciones involucradas en estas. -----

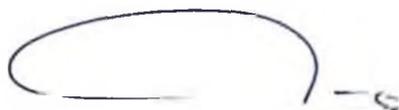
DÉCIMO TERCERA: En caso de controversia, diferencias de interpretación o incumplimiento de las cláusulas del presente convenio, LAS PARTES se comprometen, en primer término, a solucionar mediante el diálogo sus diferencias a través de sus representantes institucionales. -----

En caso de no ser posible arribar a un acuerdo y a todos los efectos de este convenio, LAS PARTES acuerdan someterse a la competencia de los Tribunales Federales de La Plata. Las comunicaciones y notificaciones emergentes del presente convenio serán efectuadas a los domicilios consignados en el encabezado del presente, mientras no fueran modificados y comunicados fehacientemente. -----

Los respectivos domicilios indicados en el encabezamiento del presente Convenio se considerarán constitutivos para todos los efectos legales, judiciales o extrajudiciales, mientras no fueran modificados y comunicados fehacientemente. "LAS PARTES" acuerdan que, para el caso de suscitarse algún inconveniente en la interpretación, aplicación y/o ejecución del presente, intentarán resolverlo en términos cordiales. De no arribarse a una solución satisfactoria para ambas, se someterán voluntariamente a los Tribunales Federales con asiento en la ciudad de La Plata. -----

En prueba de conformidad se firman tres (3) ejemplares de un mismo tenor y a un solo efecto, en la Ciudad de La Plata a los 25 días del mes de Octubre de 2023.

Por El Ministerio



Sr. Leonardo Javier Nardini
Ministro de Infraestructura y
Servicios Públicos

Por UNLP



ANDREA VARELA
Vicepresidenta
Área Institucional
Universidad Nacional de La Plata

Dra. Andrea Varela
Vicepresidenta Área Institucional

Por Facultad de Trabajo Social



Mg. Alejandra Wagner
Decana

ANEXO I

PLAN DE TRABAJO EN EL MARCO DEL ACUERDO ESPECÍFICO ENTRE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA A TRAVÉS DE LA FACULTAD DE TRABAJO SOCIAL Y EL MINISTERIO DE INFRAESTRUCTURA Y SERVICIOS PÚBLICOS DE LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES

El Plan de trabajo que se desarrollará, será de conformidad a las siguientes cláusulas:

CLÁUSULA PRIMERA: la asistencia técnica realizada por la Facultad de Trabajo Social de la Universidad Nacional de La Plata a través de la carrera Tecnicatura en Gestión Comunitaria del Riesgo, tiene como **OBJETIVO PRINCIPAL** el diseño e implementación de un Programa de Capacitación en Gestión Integral del Recurso Hídrico con foco en la Gestión comunitaria del Riesgo, destinado a funcionarios/as, personal técnico específico y/o con involucramiento en acciones de gestión o intervención social comunitaria vinculada a los recursos hídricos y a la contingencia del riesgo, de los 135 Municipios de la Provincia de Buenos Aires.

Se propone además como **OBJETIVO ESPECÍFICO**, una evaluación de las condiciones de implementación para una segunda parte del programa aludido, orientada a representantes de organizaciones comunitarias e instituciones de la sociedad civil, involucrados con la gestión del recurso hídrico y la participación en instancias asociadas al riesgo.

PRODUCTOS de la Asistencia Técnica

- 1 Programa de capacitación diseñado e implementado el Nivel I
- 4 ediciones del curso de capacitación realizadas en 4 meses para la cobertura de destinatarios/as de los 135 municipios;
- 3 representantes por municipio capacitados en la Gestión Integral de Recurso Hídrico (405 personas potenciales).
- 1 Documento/cartilla de pautas para el Diseño de Planes para la Gestión Integral del recurso Hídrico con foco en las contingencias

de riesgo.

- **8 Piezas audiovisuales institucionales** y de registro del proceso/jornadas territoriales de intercambio.
- **Documento con evaluación de condiciones de implementación del curso para organizaciones comunitarias e instituciones de la sociedad civil**, involucradas con la gestión del recurso hídrico evaluadas, con diseño de estructura general para el 2024.

PROGRAMA DE CAPACITACIÓN

- Contenidos modulares del programa

- ❖ **Gestión Integral del Recurso Hídrico:** Perspectivas. Aspectos normativos. Buenas prácticas de distintos niveles de gobierno. Políticas públicas de manejo de los recursos hídricos en el contexto de escenarios de riesgo.
- ❖ **Gestión del Riesgo:** Conceptos clave vinculados con el enfoque de gestión de riesgo de desastre y los factores que inciden en la generación de condiciones de riesgo: amenaza, vulnerabilidad, exposición. Capacidades organizativas comunitarias. Ciclo de gestión de desastres. Prevención, mitigación, preparación, alerta, rehabilitación, reconstrucción. Escenarios de riesgo.
- ❖ **Planificación- Gestión Situacional:** Toma de decisiones. Territorio. Actores.
Concepto de gestión, dimensiones, niveles, tipos. La organización de la gestión: recursos críticos. La gestión socio-estatal en el orden local: problemas, saberes, capacidades
- ❖ **Planes de contingencia:** Herramientas de Diseño, Estrategias de comunicación. Sequía e inundaciones como escenarios de riesgo.

MODALIDAD DE LOS CURSOS

El curso consta de 5 encuentros de frecuencia semanal, de los cuales 4 corresponden a modalidad virtual sincrónica y un encuentro presencial

en territorio que aglutina a todos los participantes. Se detalla a continuación:

- 4 encuentros conceptuales de carácter virtual sincrónico
- 1 encuentro de carácter presencial
- entrega de un TF al finalizar el curso

Unidades modulares. 1 clase conceptual, y materiales didácticos de apoyo. Total de 4 módulos o clases.

Características de las clases conceptuales. Cada clase conceptual, el diseño del material didáctico de consulta estará a cargo de un Docente Experto.

Encuentro presencial por curso: Taller o Plenario con Experiencias locales. Espacio de intercambio presencial con asistencia de los participantes del curso donde se exponen experiencias sobre los temas trabajados o bien se trabaja en taller. A cargo de los Docentes Senior y Semi-senior con soporte de tutores/as.

Espacios en Aula Web con seguimiento de tutores/as. Los participantes tendrán un tutor a cargo que realizará de manera virtual las siguientes tareas: Seguimiento de los participantes, Administración de consultas y dudas. Asistencia en la corrección del trabajo final en aula web.

Organización y agrupamiento de destinatarios/as.

- Cada Curso podrá estar conformado por una totalidad de 32 municipios.
- Se organizará el curso en 4 comisiones conformadas por 8 Municipios consiguiendo
- Cada Municipio podrá inscribir hasta 3 representantes.

Para la cobertura de 135 municipios se necesitan organizar 17 comisiones incluidas en 4 ediciones del curso, en donde cada una de las cuales tendrá 4 comisiones con 9 municipios a cargo.

Acreditación

Aprobación de un Trabajo Final de entrega por Municipio con Certificación individual expedido por FTS- UNLP y SSRH-MINFRA.

CLÁUSULA SEGUNDA: Plazos

En relación a los plazos para la ejecución del Plan de trabajo, se adjunta el Anexo I.A con su cronograma, el cual fue realizado de acuerdo con las previsiones de los contenidos descriptos previamente.

El plazo total del Plan de Trabajo propuesto será de seis (6) meses corridos. El plazo comenzará a regir a partir del día de la firma del mismo por las partes.

En base a disponibilidad de espacios para las jornadas presenciales de las capacitaciones así como la agenda de los municipios participantes, se podrá reprogramar el cronograma de implementación que se encuentra en anexo mencionado en forma razonable y justificada con acuerdo de ambas partes.

CLÁUSULA TERCERA: PAGOS Y CRONOGRAMA DE PAGOS

El presupuesto total para la ejecución de los trabajos se fija en la suma de pesos veintitrés millones seiscientos ochenta y tres mil (\$23.683.000) correspondiente al mes de julio del 2023, a los efectos de la cláusula cuarta.

El detalle de los ítems de gastos es detallado en el anexo I.B, sobre el cual la Facultad podrá realizar redistribuciones internas en caso de ser necesarias en pos del cumplimiento exitoso del presente plan de trabajo.

El Cronograma de Pagos será el siguiente:

1. Un primer pago del 30 % que se facturará a la firma del presente Plan de Trabajo.
2. El monto restante distribuido bajo el siguiente esquema:
 - a. Un segundo pago del 30% contra entrega del primer informe de avance, a los 40 días del comienzo del Plan de

Trabajo

- b. Un tercer pago del 30% contra entrega del segundo informe de avance, a los 80 días del comienzo del Plan de Trabajo.
 - c. Un cuarto pago del 10% contra entrega del informe final, el cual debe informar la entrega de la totalidad de los productos de la asistencia técnica, a los 180 días del comienzo del Plan de Trabajo.
3. El plazo de pago de las facturas emitidas será de veinte (20) días corridos.

CLÁUSULA CUARTA:

En virtud de que los trabajos demandarán un tiempo determinado y adecuado para la obtención del cometido, los montos que se actualizarán, serán sobre los porcentajes del presupuesto aun no abonados, debiendo justificarse tal extremo con la documentación pertinente en forma mensual de acuerdo con las siguientes pautas:

Por el IPC general del INDEC correspondiente al mes anterior al de la facturación, contados desde el mes de cotización del presupuesto.

Una vez conocido el índice del IPC del mes, el Ministerio deberá informar mediante una liquidación o similar el monto a facturar y concepto resultante del reajuste correspondiente para la confección de la factura por parte de La Facultad.

Los importes serán abonados a la Facultad de Trabajo Social (CUIT 30-54666670-7), IVA Exento, con domicilio en calle 9 esq 63, mediante la realización de transferencia bancaria y/o depósito en alguna de las siguientes cuentas: N° cuenta 21700016264831, CBU 0110030320000162648315 debiendo enviar el comprobante correspondiente a la operación realizada, vía correo electrónico a la siguiente dirección: rcabrera@trabajosocial.unlp.edu.ar

En el anexo I.C del presente se adjunta la composición del equipo

coordinador del Plan de Trabajo, el cual será el responsable de nombrar al resto de los equipos intervinientes durante el desarrollo del presente.

El presente Anexo del Acuerdo Específico entre la Universidad Nacional de La Plata a través de la Facultad de Trabajo Social y el Ministerio de Infraestructura y Servicios Públicos de la Provincia de Buenos Aires, se suscribe conforme a lo establecido en el Decreto N° 1470/2004 que aprueba el "Acuerdo Marco" celebrado el 22 de noviembre de 2002 entre diversas Universidades y la Provincia de Buenos Aires.

En prueba de conformidad se firman tres (3) ejemplares de un mismo tenor y a un solo efecto, en la Ciudad de La Plata, a los 25 días del mes de Octubre 2023.

Por **El Ministerio**



Leonardo Nardini

Ministro

Por **UNLP**



Dra. ANDREA VARELA
Vicepresidenta
Área Institucional
Universidad Nacional de La Plata

Dra. Andrea Varela

Vicepresidenta Área Institucional

Por Facultad de **Trabajo Social**



Mg. Alejandra Wagner
Decana

Anexo I.B.

PERFILES DE RRHH Y PRESUPUESTO

EQUIPO OPERATIVO ESTABLE						
	PERFILES	VALOR	CANTIDAD	MESES	PRODUCTOS	TOTAL
Equipo Coordinador	Representación general STS	\$ 237.000,00	1		6	
	Coordinador Operativo	\$ 237.000,00	1	6		
	Asistente Operativo	\$ 181.000,00	1	8		\$ 4.601.000,00
	Asesor General Experto	\$ 110.000,00	1		6	
Equipo Administrativo	Coordinador Administrativo	\$ 181.000,00	1	6		
	Perfil administrativo para rendiciones	\$ 125.000,00	1	6		\$ 3.158.000,00
Producto Pedagógico	Asistente en Diseño Gráfico	\$ 110.000,00	1		5	
	Asistente Pedagógico/Contendista	\$ 135.000,00	1		5	\$ 1.825.000,00
	Asistente en virtualidad	\$ 120.000,00	1		5	
Producto Audiovisual	Responsable de Producción audiovisual	\$ 149.000,00	1	6		
	Asistente de Producción audiovisual	\$ 149.000,00	1	6		\$ 3.148.000,00
	Productos audiovisuales	\$ 120.000,00	1		8	
TOTAL						\$ 12.833.000,00

PRESUPUESTO POR CURSO					
		VALOR CLASE/PRODUCTO	CANT. CLASES/PRODUCTOS	CANTIDAD DE DOCENTES	TOTAL
Equipo Docente	Docente Experto (Titular o Adjunto)	\$ 65.000,00	1	4	
	Docente Senior/Semi Senior (JTP o Ayudante con 10 años de antigüedad)	\$ 35.000,00	5	2	
	Docente Junior (Ayudante Simple o Adscripta con 1 año de antigüedad)	\$ 17.000,00	5	4	\$ 1.544.000,00
	Equipo logístico Actividad Presencial (8 personas)	\$ 432.000,00	1		
	Docentes Invitados actividad presencial (3 personas)	\$ 162.000,00	1		
Jornada Presencial	Refrigerio actividad presencial en territorio para 100 asistentes	\$ 375.000,00	1		\$ 380.000,00
	Alquiler dispensers frío/calor y bidones	\$ 11.000,00	5		
TOTAL					\$ 1.924.000,00

EQUIPAMIENTO UNICO			
	PRODUCTO	CANTIDAD	TOTAL
Materiales	PC notebook	1	\$ 270.000,00
	Disco externo	1	\$ 54.000,00
	Kit de Librería	1	\$ 54.000,00
	Kit de Impresiones y Banners	1	\$ 324.000,00
	Accesorios de soporte y conectividad	1	\$ 162.000,00
Insumos varios	Artículos de bazar	1	\$ 87.000,00
	Artículos de almacén y descartables	1	\$ 50.000,00
TOTAL			\$ 1.001.000,00

COSTO TOTAL DE CONVENIO			
4 EDICIONES DEL CURSO PARA 135 MUNICIPIOS PBA	EQUIPO OPERATIVO ESTABLE	EQUIPAMIENTO UNICO	TOTAL
\$ 7.696.000,00	\$ 12.833.000,00	\$ 1.001.000,00	\$ 21.530.000,00

% UNLP	\$ 2.153.000,00
TOTAL	\$ 23.683.000,00



CONVENIO ESPECÍFICO DE LICENCIA DE USO DE SOFTWARE Y SERVICIO DE ASISTENCIA TÉCNICA PARA EL MENCIONADO USO

De una parte, la **Municipalidad de Goya - en adelante MUNICIPIO -**, con domicilio en calle COLÓN N° 608, Ciudad de GOYA, Provincia de CORRIENTES, representada en este acto por su Intendente Municipal, **HORMAECHEA MARIANO**; y por la otra, **La Universidad Nacional de La Plata - en adelante UNLP-**, creada por ley 4699/05, con domicilio en Av. 7 n° 776 de La Plata, Bs. As., Argentina, representada en este acto por su Vicepresidenta Institucional, **Dra. Andrea Mariana VARELA**, y en calidad de responsable natural del presente convenio, el Sr. Decano de la Facultad de Informática, **Prof. Dr. Ricardo Marcelo NAIOUF**; -----

EXPONEN -----

Que en virtud del convenio marco suscripto por las partes con fecha actualmente vigente, acuerdan suscribir este convenio específico, que se regirá por las siguientes cláusulas:

PRIMERA: La UNLP a través del LINTI-Facultad de Informática otorgará una Licencia de Uso de los Sistemas Informáticos de Gestión que se detallan a continuación y proveerá el Sistema de Asistencia Técnica requerida para su correcto uso, funcionamiento e implementación.-----

El presente Convenio Específico tiene por objeto la provisión de:

a) Los siguientes sistemas informáticos de gestión:

- SEM - ESTACIONAMIENTO MEDIDO,
- KONTROLER - GESTIÓN INFRACCIONES DE TRÁNSITO,
- Cenit - RECLAMOS,
- Bustop - PARADAS INTELIGENTES,
- Néctar - TAXIS, REMISES y COMERCIOS,
- Elektu - VOTO PARTICIPATIVO y

Convenio Específico

1 de 6



- Mobity – APPS PARA MUNICIPIOS.
- b) el servicio de soporte técnico requerido para el buen funcionamiento de los sistemas nombrados anteriormente;
 - c) la capacitación en el uso de los sistemas a los instructores que el MUNICIPIO designe;
 - d) actualizaciones que puedan surgir en los sistemas ofrecidos;

SEGUNDA:-----

Unidad Ejecutora: La UNLP designa al LINTI (Laboratorio de Investigación en Nuevas Tecnologías Informáticas) de la Facultad de Informática para llevar adelante la ejecución de las acciones previstas en el presente Convenio Específico.-----

Alcance: El alcance de las tareas incluidas en el presente son las definidas en los ANEXOS ESPECIFICACIONES TÉCNICAS (Anexo I y II).-----

Actividades: Durante el plazo de ejecución del presente Convenio Específico, la asistencia técnica objeto del presente se desarrollará exclusivamente en ámbitos de la UNLP y el MUNICIPIO según las necesidades que el proyecto lo requiera. Será brindada por personal de la UNLP quien deberá suministrar recursos con probada experiencia para garantizar el correcto funcionamiento de los sistemas. Como contraparte el MUNICIPIO deberá disponer de un líder del proyecto o supervisor con probada experiencia en dicha función a fin de ser el único vínculo operativo con la UNLP.-----

Propiedad Intelectual: La Propiedad intelectual de los Sistemas Informáticos de Gestión que se detallan en la cláusula PRIMERA inc. a) pertenece a la UNLP quien otorga una licencia de uso por el plazo establecido en la cláusula SEPTIMA. Dado el carácter Intuitu Personae del presente acuerdo, el MUNICIPIO no podrá transferir y/o autorizar a terceras instituciones y/o personas ajenas a la misma a utilizar los mencionados Sistemas Informáticos de Gestión. La Propiedad intelectual que se genere como



resultado de las actividades realizadas pertenecerá exclusivamente a la UNLP, quien podrá ulteriormente cederla o licenciar su uso con o sin costo.-----

Confidencialidad: Las partes se comprometen a no difundir, bajo ningún aspecto, las informaciones científicas o técnicas de carácter confidencial pertenecientes a la otra parte o a terceros a las que haya podido tener acceso en el desarrollo del presente Convenio Específico.-----

La información confidencial estará definida como cualquier objeto, gráfico, información escrita, información verbal u otra recibida en forma tangible o asimilable a esta, que haya sido identificada por las partes como Información Confidencial.-----

La obligación de confidencialidad no se aplicará en los siguientes casos:

- i. Si se trata de información que sea de dominio público, o en lo sucesivo pase a ser de dominio público, por medios diferentes de una actividad no autorizada; o se trate de información que obre en poder de una parte y no esté sujeta a obligaciones de secreto y no haya sido obtenida de la otra parte; o se trate de información que deba divulgarse en virtud de la legislación vigente o por disposición de la autoridad o tribunales de justicia.--
- ii. Si la Información o cualquier parte de ella es legalmente obtenida por una de las partes de una tercera parte o partes sin infracción de este acuerdo, demostrando que la tercera parte es una fuente legal de Información.-----
- iii. Si la Información o cualquier parte de ella fue conocida por una parte antes de su divulgación por la otra parte siempre que la primera sea capaz de acreditar dicho conocimiento.-----

Responsables técnicos: A los efectos de realizar la gestión y seguimiento del servicio, la UNLP designa para este rol al **Lic. Francisco Javier Díaz**, Director del LINTI de la Facultad de Informática de la UNLP, de la colaboración establecida en este Convenio Específico, mientras que el MUNICIPIO designa a la **Cra. López Gabriela Alejandra**, interlocutora entre UNLP y MUNICIPIO, y/o quien en lo sucesivo designe formalmente cada una de las partes.-----



UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

Costos del proyecto: El MUNICIPIO se compromete a pagar a la UNLP por la ejecución del servicio el importe que se calculará en base al **SIETE por ciento (7 %)** de los ingresos brutos devengados como consecuencia del servicio prestado al MUNICIPIO por cualquiera de los sistemas mencionados anteriormente, entre el primer y último día del mes vencido, con un **mínimo de CUATRO MIL QUINIENTAS horas (4500 horas) de estacionamiento medido** que será cancelado mensualmente diez (10) días corridos desde la fecha de factura en forma total, requiriendo como única conformidad la prestación del servicio según lo expresado en la cláusula SEGUNDA (Alcance). Vencido el plazo, la mora se producirá de pleno derecho, sin necesidad de interpelación judicial o extrajudicial alguna. El incumplimiento devengará un interés diario del uno por ciento (1%) que deberá abonarse junto con el pago de la obligación principal.-----

La suma mencionada será depositada en la cuenta bancaria que la Facultad de Informática de la UNLP posee, según el siguiente detalle:

Titular: Facultad de Informática U.N.L.P. – Terceros

Banco: Banco de la Nación Argentina, Sucursal 2170, La Plata

Tipo y N° de Cuenta: Cuenta Corriente N° 3000182/06

Moneda: Pesos

CBU: 01100303-20003000182068

CUIT: 30-54666670-7

IVA: Exento

Código SWIFT: NACNARBA

TERCERA: Financiamiento -----

Ambas instituciones contribuirán al financiamiento de estas actividades, en la medida de sus posibilidades presupuestarias. Sin perjuicio de lo expuesto, las partes intentarán

Convento Específico

4 de 6



gestionar financiamiento externo para fortalecer las actividades previstas en el presente.-----

CUARTA: Responsable ad-hoc-----

Será responsable ad-hoc del presente acuerdo, en los términos de la Ordenanza 295/18 UNLP, el Sr. Director del LINTI de la Facultad de Informática, Lic. **Francisco Javier Díaz**.

QUINTA: Publicidad-----

Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio en sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <http://www.unlp.edu.ar>.-----

SEXTA: Resolución de controversias-----

A los fines que pudiera corresponder las partes fijan domicilio en los arriba indicados y se someten a los Tribunales Federales con asiento en la ciudad de La Plata. -----

SÉPTIMA: Vigencia-----

El presente convenio tendrá una duración de **CUATRO (4) años**. Este convenio podrá ser denunciado por cualquiera de las partes mediante comunicación fehaciente, con seis (6) meses de anticipación. La denuncia no enervará las acciones pendientes de programas que no fueren expresamente rescindidos por los organismos signatarios. -----

El presente convenio específico es celebrado en el marco del régimen establecido por ordenanza 295/18 UNLP y sus normas complementarias. -----

En prueba de conformidad, en la ciudad de La Plata a los **27** días del mes de **Septiembre** de 2023 el Sr. **HORMAECHEA MARIANO** con DNI 27.558.267 en representación de **MUNICIPALIDAD DE GOYA**, firma tres (3) ejemplares de un mismo tenor y a un solo efecto. -----

Convenio Específico



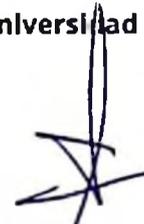
UNIVERSIDAD
NACIONAL
DE LA PLATA

Por **Municipalidad de Goya**



Dr. Hormaechea Mariano
Municipalidad de Goya
Intendente

Por **Universidad Nacional de La Plata**



Dra. Andrea Mariana VARELA
Universidad Nacional de La Plata
Vicepresidenta Institucional

Por **Facultad -UNLP**



Prof. Dr. Ricardo Marcelo NAIOUF
Decano Facultad de Informática
Fecha:

ANEXO I

ESPECIFICACIONES FUNCIONALES

SEM – SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO

El Sistema de Estacionamiento Medido (SEM) permite la autogestión del inicio y fin de estacionamiento por parte de los conductores a través de medios diferentes y complementarios entre sí, y simultáneamente control por parte de los inspectores a través de dispositivos móviles de todos los vehículos estacionados.

El sistema incluye:

Módulo Administración:

- Administración de Días Operables.
- Administración de Tarifas.
- Administración de Excepciones de Días Operables.
- Administración de Supervisores, Funcionarios, Responsables de Finanzas, Administradores, Empleados de Call Center.
- Reseteo de Contraseña de Usuarios Bloqueados.
- Administración de Tipos de Cuentas de Comercios.
- Administración de Marcas de Vehículos.
- Administración de control para Inspectores.
- Administración de abonos.
- Administración de horario de cierre automático, horario de alertas de permanencia, valor de recarga mínima de crédito para celular, cantidad de minutos para chequeo automático, etc.
- Configuración de envío automático de mails de gestión, alertas y reportes de información relevante de la jornada cerrada.
- Configuración de mapa de ocupación, plazas, gráficos estadísticos, etc.
- Configuración de interfaces para terminales de recarga.
- Ocupación On-Line analítica.
- Recaudación histórica.
- Remanente de crédito de estacionamiento sin utilizar.
- Dashboard Mobile.
- Gráficos analíticos de indicadores de inicio/fin de estacionamiento.
- Exportar información de auditoría en formatos Excel, CSV y PDF.
- Suspensión / Reactivación de control.
- Modificar contraseña Administrador.

Módulo Comercios:

- Venta de Estacionamiento Puntual.
- Venta de Crédito para Celular.
- Registrar Pago Voluntario de Infracciones.
- Venta de Abonos.
- Consultar estado de una patente.
- Consultar Saldo de un Número de Celular.
- Administración de descarga de Drivers de Impresora.



- Administración de Empleados.
- Consultar Cuenta Corriente.
- Consultar Movimientos de cuenta corriente.
- Consultar Movimientos de pago.
- Consultar Última Liquidación.
- Modificar Contraseña de Comercio.
- Reseteo de Contraseña de Empleados.

Módulo Supervisor de Inspectores:

- Consultar Comercios Adheridos.
- Administración de Inspectores.
- Consultar Actividad de los Inspectores.
- Consultar Performance de los Inspectores.
- Consultar Chequeos sin completar de los Inspectores.
- Detalle de Infracciones y Chequeos de los Inspectores.
- Consultar Recaudación Histórica y Resumen de Finanzas.
- Monitoreo y Panel de Transacciones de SMS.
- Monitoreo y Panel de Transacciones de Estacionamiento Puntual.
- Monitoreo y Panel de Transacciones de Mobile.
- Consulta de Estacionamientos activos y acumulados diarios discriminados por método de pago (Puntual y Crédito de Celular).
- Consulta de Actas de un Conductor.
- Exportar Información de Actas de un Conductor.
- Reclamos de Conductor.
- Anulación de Chequeo de Vehículo.
- Anulación de Infracción.
- Consulta de Infracciones Anuladas.
- Consulta de Patentes exentas de Estacionamiento Medido.
- Finalización de Estacionamiento Manual.
- Estadísticas de usuarios nuevos registrados.
- Estadísticas de mensajes de texto de error.
- Estadísticas de vehículos exentos de estacionamiento medido anualizados.
- Estadísticas de top 100 de cuentas corrientes de usuarios en negativo.
- Estadísticas de top 50 de vehículos con más infracciones.
- Modificar Contraseña de Supervisor de Inspectores.
- Historial de inhabilitaciones del sistema.
- Generación de Infracciones en PDF para Impresión y/o envío a Justicia de Faltas electrónico.
- Compensaciones de cuenta de crédito y/o débito.
- Panel de transacciones mobile.
- Resumen de transferencias de saldo entre usuarios.
- Mapa de calor.
- Mapa en tiempo real.
- Alertas de patentes Investigadas.

Módulo Inspectores:

- Chequeo de Patentes.
- Chequeo de frentistas y exentos.
- Modificar Contraseña de Inspector.
- Completar Infracción.

- Comunicación con el supervisor.
- Ajustes de cantidad de chequeos en pantalla.
- Impresión de actas de infracción por duplicado a través de impresoras bluetooth.

Módulo Conductores:

- Inicio de Estacionamiento dentro del horario operable.
- Fin de Estacionamiento dentro del horario operable.
- Estacionamiento anticipado (activación / desactivación del estacionamiento a partir de las 00:00 Hs. del día en curso entrando en vigencia a partir de la hora operable de manera automática).
- Consulta de Saldo.
- Gestión de Clave de acceso al sistema por Internet (si corresponde).
- Consulta de Última patente utilizada.
- Consulta de Últimas transacciones realizadas.
- Carga de crédito a través de medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Pago de Infracciones a través de medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Transferencia de saldo.
- Consultar lugares libres.
- Consultar infracciones para una patente.
- Activación de estacionamiento puntual para más de una patente desde web.

Módulo Ingresos y Finanzas:

- Administración de Comercios.
- Liquidación de comercios adheridos.
- Suspensión / Activación de comercios por falta de pago.
- Consulta de Cuentas Corrientes de Comercios Adheridos.
- Registro de Pagos semanales.
- Anulación de Registro de Pagos semanales.
- Anulación de Ventas de Crédito de Celular.
- Anulación de Estacionamiento Puntual.
- Anulación de Pagos Voluntarios.
- Anulación de Abonos.
- Anulaciones de cargas de crédito realizadas por medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Anulaciones de pago voluntario de infracciones realizadas por medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Compensaciones de cuenta.
- Remanente de crédito sin usar.
- Alertas de deuda vencida.
- Alertas de cargas de crédito de montos altos.

Aplicación Móvil:

- La app para Smartphone Android incluye:
 - Descarga gratuita desde el Play Store.
 - Registración de usuario.
 - Recupero de contraseña.
 - Mapa geolocalizado de zonas y horarios operables.
 - Mapa geolocalizado de puntos de venta autorizados.
 - Carga de crédito desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.

- Pago de Infracciones por pago voluntario desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.
 - Recordatorio de hasta 5 patentes frecuentemente utilizadas.
 - Lugares de estacionamiento por zona.
 - Consulta de saldo.
 - Historial de operaciones.
 - Búsqueda de Infracciones de un vehículo.
 - Transferencia de crédito entre usuarios de SEM.
 - Preguntas frecuentes.
 - Notificaciones automáticas.
 - Vías de comunicación con oficina SEM.
- La app para Smartphone IOS incluye:
 - Descarga gratuita desde el App Store.
 - Registración de usuario.
 - Recupero de contraseña.
 - Mapa geolocalizado de zonas y horarios operables.
 - Mapa geolocalizado de puntos de venta autorizados.
 - Carga de crédito desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.
 - Pago de infracciones por pago voluntario desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.
 - Recordatorio de hasta 5 patentes frecuentemente utilizadas.
 - Lugares de estacionamiento por zona.
 - Consulta de saldo.
 - Historial de operaciones.
 - Búsqueda de infracciones de un vehículo.
 - Transferencia de crédito entre usuarios de SEM.
 - Preguntas frecuentes.
 - Notificaciones automáticas.
 - Vías de comunicación con oficina SEM.
- El bot de Telegram incluye:
 - Descarga gratuita para Android e iOS.
 - Registro de usuario.
 - Recupero de contraseña.
 - Inicio y fin de estacionamiento.
 - Consulta de saldo.
 - Búsqueda de infracciones de un vehículo.
 - Notificaciones automáticas.
 - Configuración de alarma de aviso de estacionamiento activo.
- El bot de Facebook Messenger Incluye:
 - Descarga gratuita para Android e IOS.
 - Registro de usuario.
 - Recuperación de contraseña.
 - Inicio y fin de estacionamiento.
 - Consulta de saldo.
 - Búsqueda de Infracciones de un vehículo.
 - Notificaciones automáticas.
 - Carga de crédito con pago electrónico (solo en plataformas de pago que lo permiten).

- Pago de Infracciones por pago voluntario con pago electrónico (solo en plataformas de pago que lo permiten).
- Configuración de alarma de aviso de estacionamiento activo.
- El bot de Whatsapp Incluye:
 - Descarga gratuita para Android e iOS.
 - Inicio y fin de estacionamiento.
 - Consulta de saldo.
 - Notificaciones automáticas (dependiendo del tipo de notificación requiere revisión de Whatsapp previa).
 - Configuración de alarma de aviso de estacionamiento activo.

Plataformas de pago electrónico vigentes:

- La solución propuesta en la actualidad se encuentra integrada con las siguientes pasarelas de pago:
 - E-Pagos.
 - SPS Decidir.
 - Todopago.
 - Mercadopago.
 - Macroclick.
 - Pago Uno.
 - Ecash.

KONTROLER - SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO

El Sistema de Gestión de Infracciones de Tránsito permite la realización de actas de infracción de tránsito de manera electrónica dentro de un subconjunto del total de las infracciones que prevé la ley nacional de tránsito con la utilización de dispositivos móviles.

El sistema incluye:

Módulo Administración:

- Administración de Usuarios.
- Administración de Tipos de Infracción.
- Panel de Transacciones.
- Modificar Contraseña Administrador.
- Resetear Contraseñas de Usuarios.
- Actividad de los Inspectores de Tránsito.
- Performance de los Inspectores de Tránsito.
- Envío diario de resumen de actividad a autoridades con Información de SISTRAN al finalizar la jornada.
- Consulta de infracciones Labradas en el día de la fecha agrupadas por tipo.
- Consulta de infracciones Labradas en un periodo de la fecha agrupadas por tipo.
- Configuración de mapa de ocupación, plazas, dashboard mobile, gráficos estadísticos, etc.
- Configuración de Interfaces para terminales de recarga.

Módulo Supervisor de Inspectores de Tránsito:

- Administración de Inspectores.
- Actividad de los Inspectores de Tránsito.
- Performance de los Inspectores de Tránsito.
- Panel de Transacciones.

- Anulación de Actas de Infracción labradas por un Inspector.
- Consulta de Actas de un Conductor.
- Modificar Contraseña Supervisor.
- Resetear Contraseñas de Inspectores.
- Suspensión / Activación de Inspectores.
- Consulta de Infracciones Labradas en el día de la fecha agrupadas por tipo.
- Consulta de Infracciones Labradas en un periodo de la fecha agrupadas por tipo.
- Impresión de actas de Infracción.
- Exportar Información de Actas de un Conductor.
- Mapa en tiempo real.
- Alertas de patentes Investigadas.

Módulo Inspectores de Tránsito:

- Labrar Acta de Infracción a Vehículo.
- Modificar Contraseña de Inspector.
- Comunicación con el supervisor.
- Ajustes de cantidad de chequeos en pantalla.
- Impresión de actas de infracción por duplicado a través de impresoras bluetooth.

Módulo Funcionario Municipal:

- Consulta de Inspectores y Supervisores activos.
- Consulta de Actividad de Inspectores.
- Consulta de Performance de Inspectores.
- Administrar Tipos de Infracción.
- Consultar Panel de Transacciones.
- Consultar Infracciones Anuladas.
- Consulta de Infracciones Labradas en el día de la fecha agrupadas por tipo.
- Consulta de Infracciones Labradas en un periodo de la fecha agrupadas por tipo.
- Modificar Contraseña Funcionario Municipal.

Módulo Justicia de Faltas:

- Búsqueda e Impresión de actas de infracción.
- Modificar Contraseña Justicia de Faltas.

CENIT – CENTRAL DE INFORMACIÓN

CENIT es una herramienta de gestión, control y notificación de información para los municipios, acercándolos al paradigma de ciudad inteligente. Posee diferentes canales de información por el que contribuyentes y usuarios en general pueden enviar o recibir desde diversos medios (smartphone, redes sociales, pantallas públicas, etc.).

CENIT permite la gestión de eventos relacionados a la actividad diaria municipal y puede recibir y enviar información desde y a dispositivos electrónicos (sensores) distribuidos en la ciudad con los objetivos más diversos.

El sistema incluye:

Módulo Administración:

- Administración de Usuarios (Modificar, Habilitar o Deshabilitar, Reinicializar Contraseña, Asignar Perfil o Eliminar).
- Administración de eventos públicos y privados.
- Administración de notificaciones.
- Administración de delegaciones.

- Administración de alertas.
- Administración de dependencias.
- Administración de zonas.
- Administración de localidades.
- Administración de tipos de alerta y descripciones.
- Administración y monitorización de tramos.
- Publicaciones en redes sociales.
- Administración de estadísticas.

Módulo Supervisor de CENIT:

- Administración de Usuarios y perfiles.
- Administración de Contactos.
- Administración de Dependencias.
- Administración y monitorización de tramos.
- Reporte, consulta, impresión y exportación de información de eventos.
- Historial de eventos.
- Consulta de estadísticas.
- Consulta de mapa.

Módulo Moderador de CENIT:

- Administración y monitorización de tramos.
- Modificar su contraseña.
- Reporte y gestión de eventos e imágenes.
- Administración de bandeja de entrada de eventos.
- Historial de eventos.
- Publicación en redes sociales.
- Administración de contactos.

Módulo Informador de eventos en CENIT:

- Modificar su contraseña.
- Reporte de eventos e imágenes.

Módulo Delegaciones:

- Modificar su contraseña.
- Gestión de eventos privados.
- Generación y/o impresión de órdenes de trabajo.
- Gestión de órdenes de trabajo históricas.

BUSTOP – LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO

BUSTOP es una aplicación que permite a los usuarios de transporte urbano de pasajeros puedan saber cuándo llega un vehículo a una parada determinada. La información se brinda a través de mensajes de texto (SMS), de aplicaciones móviles, de la web y de pantallas electrónicas ubicadas en la vía pública, principalmente en las paradas de colectivos, trenes, etc.

BUSTOP permite conocer y acceder en tiempo real a la ubicación geográfica de las unidades de transporte de pasajeros, tanto para los usuarios, como para el Ente de gestión y control.

La aplicación incluye:

Módulo Administración del Ente de Gestión y Control de BUSTOP:

- Administración de Usuarios.

- Administración del Tablero de Control.
- Control de los vehículos de transporte de pasajeros.
- Consulta de localización de las unidades de transporte.
- Consulta de posición y velocidad de cada vehículo.
- Consulta de frecuencias de los servicios.
- Gestión de reclamos de los usuarios.
- Consulta de estadísticas de velocidades máximas y mínimas.
- Consulta de información de flujo de tránsito.
- Administración y monitorización de zonas de recorridos.
- Administración de notificaciones.
- Administración de alertas.

Módulo Usuario de BUSTOP:

- Consulta de horario de los próximos arribos a la parada/estación.
- Consulta de recorridos de las unidades.
- Consulta de horarios del servicio.
- Configuración de alarmas de aviso de arribo.
- Calificar calidad del servicio.
- Realizar reclamos.
- Configuración de favoritos.
- Recibir notificaciones del servicio de transporte a través de diferentes medios.

NÉCTAR - SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES

NÉCTAR es una aplicación que permite registrar las diferentes habilitaciones que el Municipio desea controlar (taxis, remises, colectivos, transportes escolares, comercios, etc.) en forma centralizada y de una manera muy simple. Además permite a los ciudadanos solicitar Taxis y Remises en tiempo real, que serán asignados a choferes registrados en el Municipio, pudiendo calificar el viaje y abonarlo mediante pago electrónico a través de sus celulares.

La solución incluye:

Módulo Administrativo:

- Administración de Agencias.
- Administración de Celadores de Transporte escolares.
- Administración de Conductores / Choferes.
- Administración de Titulares.
- Administración de Denuncias.
- Administración de Paradas de Taxis.
- Administración de Titulares de Remises, Taxis, Transporte Escolares.
- Administración de Registro de Objetos (remises, taxis, transporte escolares, comercios, etc.)
- Administración de Inspecciones visuales.
- Administración de Denuncias de ciudadanos.
- Administración de Inspectores.

Módulo de Consultas y estadísticas:

- Actas realizadas por Inspectores.

- Consulta de objetos.
- Denuncias realizadas.
- Panel de Control.
- Performance de Inspectores.
- Vencimiento de Objetos.
- Mapa de Denuncias realizadas por ciudadanos.
- Mapa de Paradas de Taxis.

Módulo de Inspectores:

- Verificación de estados de objetos por: Código, matrícula, licencia, NFC, Escaneo de códigos QR.
- Labrar infracciones a Objetos (taxis, remises, comercios, etc).

Módulo de Titulares:

- Conductores asociados.
- Objetos registrados.
- Vencimiento de sus objetos registrados.

Módulo de Ciudadanos:

- Verificación de estados de objetos por: Código, matrícula, licencia, NFC, Escaneo de códigos QR.
- Registrar denuncias.
- Administración de solicitudes de remises/taxis.
- Pago electrónico de remises solicitados.
- Historial de remises y taxis solicitados.

Módulo de RadioTaxi Municipal:

- Administración de solicitudes de remises/taxis.
- Historial de Viajes realizados por ciudadanos.

Módulo de Chofer:

- Viajes asignados.
- Historial de viajes realizados.
- Cobro electrónico de viajes realizados por ciudadanos.

ELEKTU – VOTACIÓN PARTICIPATIVA

El sistema de votación participativa ELEKTU permite la organización, difusión, y recopilación de votos en concursos de distinto tipo, donde los ciudadanos puedan votar algún elemento elegible de su agrado.

El sistema Incluye:

Módulo Administración:

- Configurar permisos.
- Configurar fin de votación y envío de resultados.
- Configurar login social para votante.

- Configurar requisitos de un elemento elegible o participante.

Módulo Organizador:

- Organizar y programar concurso.
- Registrar solicitudes de elementos elegibles o participantes.
- Aceptar o rechazar solicitudes de participación, creando usuarios participantes y elementos elegibles.
- Fiscalizar elementos elegibles o participantes.
- Premiar elementos elegibles o participantes.
- Auditar elementos elegibles o participantes.
- Preseleccionar elementos elegibles o participantes.

Módulo Participante:

- Administrar solicitudes de participación.
- Difundir su participación en el concurso.
- Socializar y publicitar su participación en el concurso.

Módulo Votante:

- Realizar votación sobre un elemento elegible o participante.
- Difundir sus elementos elegibles o participantes favoritos.
- Socializar un elemento elegible o participante.

MOBITY – SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS

La solución MOBITY permite agrupar las aplicaciones móviles desarrolladas por la UNLP y por el MUNICIPIO, donde cada ciudadano elige para su propio uso las apps útiles para él, directamente desde su dispositivo móvil Android o Iphone.

La solución incluye:

Módulo Administración:

- Configurar las aplicaciones habilitadas.
- Agregar aplicaciones móviles.
- Agregar aplicaciones web.

Módulo Usuario:

- Mostrar/Ocultar/Ordenar una app en la pantalla principal.
- Mostrar/Ocultar una widget en la pantalla principal.
- Asignar/Modificar/Eliminar una cuenta a una app.
- Acceder a las apps configuradas.
- Usar los widget habilitados.

ALCANCE DE LAS TAREAS A REALIZAR

Se incluyen las siguientes tareas:

- Asesoramiento en el marco regulatorio necesario para implementar SEM, KONTROLER, CENIT, BUSTOP, NÉCTAR, ELEKTU y MOBITY.
- Dimensionamiento de infraestructura necesaria.

- Licenciamiento de uso del software y actualizaciones.
- Instalación y puesta en marcha Inicial.
- Adecuación acorde al MUNICIPIO incluyendo contenidos y aspectos visuales.
- Capacitación a personas encargadas de capacitar a los distintos perfiles de recursos involucrados en el sistema.
- Periódicamente los servicios serán analizados, por un equipo especializado en búsquedas y clasificación de vulnerabilidades, como también la detección de patrones anómalos de tráfico. Esta actividad será reportada para tomar acciones en caso de ser necesario. Vale destacar que este equipo actúa en forma independiente de los grupos que gestionan los servicios de soporte técnico. La sección del informe correspondiente al servicio objeto del convenio estará disponible a solicitud del MUNICIPIO.

FUERA DEL ALCANCE

Están fuera del alcance de este proyecto:

- La resolución de aspectos no relacionados directamente con el SEM, KONTROLER, CENIT, BUSTOP, NÉCTAR, ELEKTU y MOBITY.
- Soporte sobre temas relacionados con Hardware y/o Servicios de Redes internos del MUNICIPIO y los comercios adheridos.
- Cualquier tema relacionado con la atención a usuarios finales del sistema (Automovilistas, Comercios, etc.).
- Papelería de cualquier tipo para inspectores y/o comercios adheridos.
- Discos y/o señalización en la vía pública dentro y fuera del área de concesión.
- Equipamiento tecnológico de los comercios (computadora, impresora, Insumos y conexión a Internet).
- Equipamiento tecnológico de los inspectores.
- Mensajería SMS, número telefónico local para IVR, mensajes de respuestas, gestión de número corto.
- Recursos Humanos.
- Publicidad y Difusión.
- Indumentaria distintiva de inspectores .
- Hardware necesario de ningún tipo (servidores, equipos de monitoreo, impresoras, etc.).
- Licencias de Uso de Software de Sistema Operativo, Software de Base, y Base de Datos.

PRECONDICIONES Y SUPUESTOS

La incorporación de nueva funcionalidad y mejoras como así también resolución de eventuales errores se harán fuera del horario operable del sistema, sin interrumpir los procesos que se realizan dentro de esa franja horaria y restableciendo todos los servicios una vez terminado el despliegue.

La propiedad intelectual de SEM, KONTROLER, CENIT, BUSTOP, NÉCTAR, ELEKTU y MOBITY es exclusiva de la UNLP.

El MUNICIPIO solo adquiere Licencias de Uso.

ANEXO II

SOPORTE TÉCNICO

DESCRIPCIÓN DEL SERVICIO

El servicio de soporte se estructura con tres niveles:

El Nivel 1 funcionará como soporte de resolución a los requerimientos operativos e incidentes básicos de los usuarios finales del SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO y/o del SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO y/o del SISTEMA CENTRAL DE INFORMACIÓN y/o de la solución de LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO y/o del SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES y/o del sistema de VOTACIÓN PARTICIPATIVA y/o de la SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS. Este servicio de primer nivel debe ser prestado por el MUNICIPIO. Cuando un incidente no pueda ser resuelto en este nivel, el mismo debe escalar al Nivel 2.

El Nivel 2 funcionará como "Soporte Técnico" para la resolución de los problemas e incidentes que escalen del Nivel 1, exclusivamente relacionados con problemas surgidos en la administración, uso y configuración del SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO y/o del SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO y/o del SISTEMA CENTRAL DE INFORMACIÓN y/o de la solución de LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO y/o del SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES y/o del sistema de VOTACIÓN PARTICIPATIVA y/o de la SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS. Este rol estará a cargo de la UNLP.

Finalmente, el Nivel 3 estará soportado por el o los fabricantes de los productos de software utilizados en la organización.

NIVEL 1: SOPORTE OPERATIVO:

Las responsabilidades del primer nivel de soporte pueden resumirse en:

- ▶ Atender los requerimientos referidos a usuarios finales del SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO y/o del SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO y/o del SISTEMA CENTRAL DE INFORMACIÓN y/o de la solución de LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO y/o del SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES y/o del sistema de VOTACIÓN PARTICIPATIVA y/o de la SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS.
- ▶ Registrar los requerimientos en el sistema de administración de reclamos provisto para tal fin.
- ▶ Escalar los requerimientos que no pudieron ser resueltos, al Nivel 2 de Soporte.
- ▶ Realizar el seguimiento del requerimiento hasta su resolución.
- ▶ Confirmar la satisfacción de los usuarios con respecto a las soluciones brindadas.

NIVEL 2: SOPORTE TÉCNICO

En el segundo nivel las responsabilidades son:

- ▶ Resolver los problemas que no puedan ser resueltos por el Nivel 1, únicamente a través de la herramienta de gestión de incidentes provistas por la UNLP.
- ▶ Resolución en conjunto con las áreas del MUNICIPIO involucradas en el proyecto.
- ▶ Escalar los problemas que no pueden ser resueltos a este nivel, al Nivel 3 (Soporte Técnico del Fabricante) y hacer un seguimiento de los mismos, hasta lograr la efectiva resolución.
- ▶ Intervenir técnicamente ante problemas en la configuración o funcionamiento de la plataforma.

- ▶ Solución a los incidentes de procedimientos de resguardo y esquemas de disponibilidad de la solución sobre la plataforma.
- ▶ Brindar soporte a los requerimientos de cambios (actualización de versiones o aplicación de parches sugeridos y recomendados para resolver un incidente) sobre la plataforma.
- ▶ Mantenimiento de las Bases de Datos:
 - Administración de copia y recuperación de datos (Backup & Restore).
 - Realizar análisis de optimización, performance e Integridad.
 - Chequeos de Seguridad de las bases de datos y control de las políticas de acceso a las mismas.
 - Monitoreo permanente y ajuste de umbrales para monitoreo.

NIVEL 3: SOPORTE TÉCNICO DEL FABRICANTE

Finalmente en el nivel 3, las responsabilidades comprenden:

- ▶ Proveer soporte técnico vía telefónica, mail o a través de bases de conocimiento sobre configuración, operación y administración de los componentes y sistemas que conforman la plataforma.
- ▶ Proveer workarounds, parches y nuevas versiones de los productos y software que conforman la plataforma en caso de ser necesario para la resolución de un incidente.
- ▶ En caso de requerir otra forma de soporte o un acuerdo de tiempos de respuesta menores será necesario que el MUNICIPIO contrate los servicios extendidos con los fabricantes.

ROLES INVOLUCRADOS Y RESPONSABILIDADES

A continuación se detallan los roles involucrados y quien debe llevar a cabo cada actividad para la correcta prestación de los servicios dentro del proceso de soporte definido por la UNLP.

Rol	MUNICIPIO	UNLP
Usuarios Finales (Automovillistas, Comercios)	X	
Mesa de Ayuda de Primer Nivel	X	
Centro de Atención de Incidentes y Errores de los sistemas.		X
Gestión de Incidentes y Errores		X

ACUERDO DEL NIVEL DEL SERVICIO (SLA):

Tiempo de caída del SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO y/o del SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO y/o del SISTEMA CENTRAL DE INFORMACIÓN y/o de la solución de LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO y/o del SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES y/o del sistema de VOTACIÓN PARTICIPATIVA y/o de la SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS debe ser inferior a 60 minutos semanales por cada sistema respectivamente.



ALCANCE DE LAS ACTIVIDADES

ALCANCE DEL SERVICIO

- ▶ Soporte exclusivamente remoto para los días y horario en que esté activo el Estacionamiento Medido.
- ▶ El soporte remoto será prestado desde las Oficinas de la UNLP vía acceso remoto, telefónica, e-mail o mensajería Instantánea según se considere adecuado.
- ▶ Todos los servicios serán prestados exclusivamente sobre el SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO y/o del SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO y/o del SISTEMA CENTRAL DE INFORMACIÓN y/o de la solución de LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO y/o del SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES y/o del sistema de VOTACIÓN PARTICIPATIVA y/o de la SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS entregado/s.

LÍMITES DEL ALCANCE

Están fuera del alcance de este proyecto:

- ▶ La resolución de aspectos no relacionados directamente con el SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO y/o del SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO y/o del SISTEMA CENTRAL DE INFORMACIÓN y/o de la solución de LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO y/o del SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES y/o del sistema de VOTACIÓN PARTICIPATIVA y/o de la SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS.
- ▶ Soporte sobre temas relacionados con Hardware y/o Servicios de Redes internos del MUNICIPIO y los comercios adheridos.
- ▶ Cualquier tema relacionado con la atención a usuarios finales del sistema (Automovilistas, Comercios, etc.).

PRECONDICIONES Y SUPUESTOS DEL PROYECTO

- ▶ Se asume que se tendrá acceso a toda información que se considere necesaria para la realización de las tareas. Se firmarán a tal fin los acuerdos de confidencialidad que se requieran.
- ▶ Se asume que el MUNICIPIO dispone de las licencias de uso y de servicio de soporte y actualización de la plataforma.

CONDICIONES DE ACEPTACIÓN

En esta sección deben definirse de forma clara, completa y explícita cuales serán las condiciones de aceptación de los servicios de la UNLP.

Estas condiciones deben definirse en conjunto con el MUNICIPIO y no deben contemplar ambigüedades, no deben estar sujetas a diferencias de opinión ni subjetividades y deben ser concretas, simples y medibles.

En base al análisis realizado y de común acuerdo con el MUNICIPIO se especifican como únicas condiciones de aceptación de los servicios de la UNLP los siguientes puntos.

Condición o Caso de Prueba	Resultado Esperado
Servicio de soporte ante Incidentes.	Brindar servicios de soporte de acuerdo al SLA establecido.

PROCESO DE ESCALAMIENTO DE RECLAMOS

Todos los incidentes se deberán reportar a la herramienta de registro de reclamos provisto por la UNLP, donde se realizará la apertura del mismo y se le asignará un número de gestión (Ticket), siendo éste el único canal de comunicación para la atención de reclamos.

El Centro de Atención de Soporte, analizará el perfil del recurso necesario según el tipo de incidente reportado y derivará el mismo al consultor que se hará cargo. La atención del reclamo se realizará en el lapso comprometido según el SLA.

Toda la información será registrada en una base de incidentes, y de esta forma poder contar con el seguimiento, estadísticas e información de resolución del problema, para ser consultado por el MUNICIPIO en todo momento.





**CONVENIO MARCO
ENTRE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA Y LA MUNICIPALIDAD DE
GOYA**

Entre la **UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA**, representada por su Presidente, Mg. Martín Aníbal LÓPEZ ARMENGOL, con domicilio en la calle 7 N° 776 de la ciudad de La Plata, Provincia de Buenos Aires, Argentina y la **MUNICIPALIDAD DE GOYA**, representada por su Intendente Municipal HORMAECHEA MARIANO, con domicilio en calle COLON N° 608 de la ciudad de GOYA, Provincia de CORRIENTES, se celebra el presente convenio de cooperación en el marco de la Ordenanza N° 295/18 de la UNLP conforme a las siguientes cláusulas:

PRIMERA: Ambas instituciones favorecerán la concertación de programas de cooperación para la ejecución conjunta y coordinada de proyectos de investigación, docencia y/o extensión en áreas de mutuo interés.-----

SEGUNDA: Las acciones a que dé lugar este convenio serán instrumentadas en programas de trabajo o de intercambio, según el caso, en los que quedarán formulados los objetivos, las unidades ejecutoras, los detalles operativos y la duración.-----

TERCERA: Los Convenios específicos que en su consecuencia se firmen o acuerdos accesorios a éstos, serán suscriptos por las partes conforme a la normativa que lo rija. Asimismo se deberá consignar expresamente los responsables de su ejecución y control por parte de UNLP, según lo establecido por el art.9 de la Ord. 295/18 y cc.-----

CUARTA: Los programas serán desarrollados – cuando fuera el caso – sobre la base de Planes Operativos, instrumentados mediante convenios específicos, en los que se detallarán las acciones del período respectivo y los recursos a emplear.-----

QUINTA: Las partes intercambiarán entre sí, cuando una de ellas lo requiera, todo tipo de datos, observaciones, memorias, publicaciones y toda otra documentación necesaria para el trabajo que los organismos realicen conjunta o separadamente. -----

En caso de divulgación deberá el receptor solicitar la conformidad previa y por escrito de la entidad que suministra dicha Información, así como mencionar el nombre de la misma. -----

La información que sea considerada de carácter confidencial no podrá ser divulgada, excepto que la misma sea requerida por organismos judiciales.-----

SEXTA: Los eventuales aprovechamientos económicos que pudieren tener su origen en este convenio, serán objeto de acuerdo separado entre ambas partes.-----

SÉPTIMA: Este convenio podrá ser denunciado por cualquiera de las partes mediante comunicación de manera fehaciente a la otra, con seis (6) meses de anticipación. La denuncia no enervará las acciones pendientes de programas que no fueren expresamente rescindidos por los organismos signatarios.-----

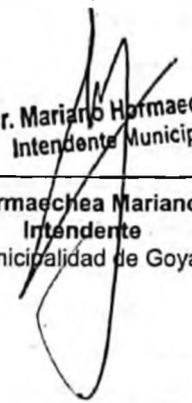


OCTAVA: El presente convenio tendrá vigencia por el término de **cuatro (4) años**, a partir de la fecha de su firma, siendo prorrogado automáticamente por períodos idénticos, salvo que alguna de las partes decida su finalización. -----

NOVENA: Las Partes acuerdan dar publicidad del presente convenio en sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <http://www.unlp.edu.ar> -----

DÉCIMA: A los fines que pudiera corresponder las partes fijan domicilio en los arriba indicados y se someten a los Tribunales Federales con asiento en la ciudad de La Plata, con expresa renuncia a otro fuero o jurisdicción. -----

En prueba de conformidad, en la ciudad de La Plata a los 27 días del mes de septiembre del año 2023 el Sr. HORMAECHEA MARIANO con DNI 27.558.267 en representación de la Municipalidad de Goya, firma tres (3) ejemplares de un mismo tenor y a un solo efecto.


Dr. Mariano Hormaechea
Intendente Municipal

Hormaechea Mariano
Intendente
Municipalidad de Goya



Mg. Martin Anibal LÓPEZ ARMENGOL
Presidente
Universidad Nacional de La Plata

ANEXO I

ESPECIFICACIONES FUNCIONALES

SEM – SISTEMA DE ESTACIONAMIENTO MEDIDO

El Sistema de Estacionamiento Medido (SEM) permite la autogestión del inicio y fin de estacionamiento por parte de los conductores a través de medios diferentes y complementarios entre sí, y simultáneamente control por parte de los inspectores a través de dispositivos móviles de todos los vehículos estacionados.

El sistema incluye:

Módulo Administración:

- Administración de Días Operables.
- Administración de Tarifas.
- Administración de Excepciones de Días Operables.
- Administración de Supervisores, Funcionarios, Responsables de Finanzas, Administradores, Empleados de Call Center.
- Reseteo de Contraseña de Usuarios Bloqueados.
- Administración de Tipos de Cuentas de Comercios.
- Administración de Marcas de Vehículos.
- Administración de control para inspectores.
- Administración de abonos.
- Administración de horario de cierre automático, horario de alertas de permanencia, valor de recarga mínima de crédito para celular, cantidad de minutos para rechequeo automático, etc.
- Configuración de envío automático de mails de gestión, alertas y reportes de información relevante de la jornada cerrada.
- Configuración de mapa de ocupación, plazas, gráficos estadísticos, etc.
- Configuración de interfaces para terminales de recarga.
- Ocupación On-Line analítica.
- Recaudación histórica.
- Remanente de crédito de estacionamiento sin utilizar.
- Dashboard Mobile.
- Gráficos analíticos de indicadores de inicio/fin de estacionamiento.
- Exportar información de auditoría en formatos Excel, CSV y PDF.
- Suspensión / Reactivación de control.
- Modificar contraseña Administrador.

Módulo Comercios:

- Venta de Estacionamiento Puntual.
- Venta de Crédito para Celular.
- Registrar Pago Voluntario de Infracciones.
- Venta de Abonos.
- Consultar estado de una patente.
- Consultar Saldo de un Número de Celular.
- Administración de descarga de Drivers de Impresora.

- Administración de Empleados.
- Consultar Cuenta Corriente.
- Consultar Movimientos de cuenta corriente.
- Consultar Movimientos de pago.
- Consultar Última Liquidación.
- Modificar Contraseña de Comercio.
- Reseteo de Contraseña de Empleados.

Módulo Supervisor de Inspectores:

- Consultar Comercios Adheridos.
- Administración de Inspectores.
- Consultar Actividad de los Inspectores.
- Consultar Performance de los Inspectores.
- Consultar Chequeos sin completar de los Inspectores.
- Detalle de Infracciones y Chequeos de los Inspectores.
- Consultar Recaudación Histórica y Resumen de Finanzas.
- Monitoreo y Panel de Transacciones de SMS.
- Monitoreo y Panel de Transacciones de Estacionamiento Puntual.
- Monitoreo y Panel de Transacciones de Mobile.
- Consulta de Estacionamientos activos y acumulados diarios discriminados por método de pago (Puntual y Crédito de Celular).
- Consulta de Actas de un Conductor.
- Exportar información de Actas de un Conductor.
- Reclamos de Conductor.
- Anulación de Chequeo de Vehículo.
- Anulación de Infracción.
- Consulta de Infracciones Anuladas.
- Consulta de Patentes exentas de Estacionamiento Medido.
- Finalización de Estacionamiento Manual.
- Estadísticas de usuarios nuevos registrados.
- Estadísticas de mensajes de texto de error.
- Estadísticas de vehículos exentos de estacionamiento medido anualizados.
- Estadísticas de top 100 de cuentas corrientes de usuarios en negativo.
- Estadísticas de top 50 de vehículos con más infracciones.
- Modificar Contraseña de Supervisor de Inspectores.
- Historial de inhabilitaciones del sistema.
- Generación de Infracciones en PDF para Impresión y/o envío a Justicia de Faltas electrónico.
- Compensaciones de cuenta de crédito y/o débito.
- Panel de transacciones mobile.
- Resumen de transferencias de saldo entre usuarios.
- Mapa de calor.
- Mapa en tiempo real.
- Alertas de patentes Investigadas.

Módulo Inspectores:

- Chequeo de Patentes.
- Chequeo de frentistas y exentos.
- Modificar Contraseña de Inspector.
- Completar Infracción.

Anexo I - Funcionalidad del Sistema

2 de 11

- Comunicación con el supervisor.
- Ajustes de cantidad de chequeos en pantalla.
- Impresión de actas de infracción por duplicado a través de impresoras bluetooth.

Módulo Conductores:

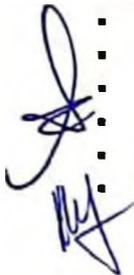
- Inicio de Estacionamiento dentro del horario operable.
- Fin de Estacionamiento dentro del horario operable.
- Estacionamiento anticipado (activación / desactivación del estacionamiento a partir de las 00:00 Hs. del día en curso entrando en vigencia a partir de la hora operable de manera automática).
- Consulta de Saldo.
- Gestión de Clave de acceso al sistema por Internet (si corresponde).
- Consulta de Última patente utilizada.
- Consulta de Últimas transacciones realizadas.
- Carga de crédito a través de medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Pago de infracciones a través de medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Transferencia de saldo.
- Consultar lugares libres.
- Consultar infracciones para una patente.
- Activación de estacionamiento puntual para más de una patente desde web.

Módulo Ingresos y Finanzas:

- Administración de Comercios.
- Liquidación de comercios adheridos.
- Suspensión / Activación de comercios por falta de pago.
- Consulta de Cuentas Corrientes de Comercios Adheridos.
- Registro de Pagos semanales.
- Anulación de Registro de Pagos semanales.
- Anulación de Ventas de Crédito de Celular.
- Anulación de Estacionamiento Puntual.
- Anulación de Pagos Voluntarios.
- Anulación de Abonos.
- Anulaciones de cargas de crédito realizadas por medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Anulaciones de pago voluntario de infracciones realizadas por medios de pago electrónicos con tarjeta de débito y/o crédito.
- Compensaciones de cuenta.
- Remanente de crédito sin usar.
- Alertas de deuda vencida.
- Alertas de cargas de crédito de montos altos.

Aplicación Móvil:

- La app para Smartphone Android incluye:
 - Descarga gratuita desde el Play Store.
 - Registración de usuario.
 - Recupero de contraseña.
 - Mapa geolocalizado de zonas y horarios operables.
 - Mapa geolocalizado de puntos de venta autorizados.
 - Carga de crédito desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.




- Pago de infracciones por pago voluntario desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.
 - Recordatorio de hasta 5 patentes frecuentemente utilizadas.
 - Lugares de estacionamiento por zona.
 - Consulta de saldo.
 - Historial de operaciones.
 - Búsqueda de infracciones de un vehículo.
 - Transferencia de crédito entre usuarios de SEM.
 - Preguntas frecuentes.
 - Notificaciones automáticas.
 - Vías de comunicación con oficina SEM.
- La app para Smartphone iOS incluye:
 - Descarga gratuita desde el App Store.
 - Registración de usuario.
 - Recupero de contraseña.
 - Mapa geolocalizado de zonas y horarios operables.
 - Mapa geolocalizado de puntos de venta autorizados.
 - Carga de crédito desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.
 - Pago de infracciones por pago voluntario desde la app con tarjeta de crédito y/o débito.
 - Recordatorio de hasta 5 patentes frecuentemente utilizadas.
 - Lugares de estacionamiento por zona.
 - Consulta de saldo.
 - Historial de operaciones.
 - Búsqueda de infracciones de un vehículo.
 - Transferencia de crédito entre usuarios de SEM.
 - Preguntas frecuentes.
 - Notificaciones automáticas.
 - Vías de comunicación con oficina SEM.
- El bot de Telegram incluye:
 - Descarga gratuita para Android e IOS.
 - Registro de usuario.
 - Recupero de contraseña.
 - Inicio y fin de estacionamiento.
 - Consulta de saldo.
 - Búsqueda de infracciones de un vehículo.
 - Notificaciones automáticas.
 - Configuración de alarma de aviso de estacionamiento activo.
- El bot de Facebook Messenger Incluye:
 - Descarga gratuita para Android e IOS.
 - Registro de usuario.
 - Recuperación de contraseña.
 - Inicio y fin de estacionamiento.
 - Consulta de saldo.
 - Búsqueda de Infracciones de un vehículo.
 - Notificaciones automáticas.
 - Carga de crédito con pago electrónico (solo en plataformas de pago que lo permiten).

- Pago de infracciones por pago voluntario con pago electrónico (solo en plataformas de pago que lo permiten).
- Configuración de alarma de aviso de estacionamiento activo.
- El bot de Whatsapp incluye:
 - Descarga gratuita para Android e iOS.
 - Inicio y fin de estacionamiento.
 - Consulta de saldo.
 - Notificaciones automáticas (dependiendo del tipo de notificación requiere revisión de Whatsapp previa).
 - Configuración de alarma de aviso de estacionamiento activo.

Plataformas de pago electrónico vigentes:

- La solución propuesta en la actualidad se encuentra integrada con las siguientes pasarelas de pago:
 - E-Pagos.
 - SPS Decidir.
 - Todopago.
 - Mercadopago.
 - Macroclick.
 - Pago Uno.
 - Ecash.

KONTROLER - SISTEMA DE GESTIÓN DE INFRACCIONES DE TRÁNSITO

El Sistema de Gestión de Infracciones de Tránsito permite la realización de actas de infracción de tránsito de manera electrónica dentro de un subconjunto del total de las infracciones que prevé la ley nacional de tránsito con la utilización de dispositivos móviles.

El sistema incluye:

Módulo Administración:

- Administración de Usuarios.
- Administración de Tipos de Infracción.
- Panel de Transacciones.
- Modificar Contraseña Administrador.
- Resetear Contraseñas de Usuarios.
- Actividad de los Inspectores de Tránsito.
- Performance de los Inspectores de Tránsito.
- Envío diario de resumen de actividad a autoridades con Información de SISTRAN al finalizar la jornada.
- Consulta de Infracciones Labradas en el día de la fecha agrupadas por tipo.
- Consulta de Infracciones Labradas en un periodo de la fecha agrupadas por tipo.
- Configuración de mapa de ocupación, plazas, dashboard mobile, gráficos estadísticos, etc.
- Configuración de interfaces para terminales de recarga.

Módulo Supervisor de Inspectores de Tránsito:

- Administración de Inspectores.
- Actividad de los Inspectores de Tránsito.
- Performance de los Inspectores de Tránsito.
- Panel de Transacciones.

- Anulación de Actas de Infracción labradas por un Inspector.
- Consulta de Actas de un Conductor.
- Modificar Contraseña Supervisor.
- Resetear Contraseñas de Inspectores.
- Suspensión / Activación de Inspectores.
- Consulta de Infracciones Labradas en el día de la fecha agrupadas por tipo.
- Consulta de Infracciones Labradas en un periodo de la fecha agrupadas por tipo.
- Impresión de actas de Infracción.
- Exportar información de Actas de un Conductor.
- Mapa en tiempo real.
- Alertas de patentes investigadas.

Módulo Inspectores de Tránsito:

- Labrar Acta de Infracción a Vehículo.
- Modificar Contraseña de Inspector.
- Comunicación con el supervisor.
- Ajustes de cantidad de chequeos en pantalla.
- Impresión de actas de infracción por duplicado a través de impresoras bluetooth.

Módulo Funcionario Municipal:

- Consulta de Inspectores y Supervisores activos.
- Consulta de Actividad de Inspectores.
- Consulta de Performance de Inspectores.
- Administrar Tipos de Infracción.
- Consultar Panel de Transacciones.
- Consultar Infracciones Anuladas.
- Consulta de Infracciones Labradas en el día de la fecha agrupadas por tipo.
- Consulta de Infracciones Labradas en un periodo de la fecha agrupadas por tipo.
- Modificar Contraseña Funcionario Municipal.

Módulo Justicia de Faltas:

- Búsqueda e Impresión de actas de infracción.
- Modificar Contraseña Justicia de Faltas.

CENIT – CENTRAL DE INFORMACIÓN

CENIT es una herramienta de gestión, control y notificación de información para los municipios, acercándolos al paradigma de ciudad inteligente. Posee diferentes canales de información por el que contribuyentes y usuarios en general pueden enviar o recibir desde diversos medios (smartphone, redes sociales, pantallas públicas, etc.).

CENIT permite la gestión de eventos relacionados a la actividad diaria municipal y puede recibir y enviar información desde y a dispositivos electrónicos (sensores) distribuidos en la ciudad con los objetivos más diversos.

El sistema incluye:

Módulo Administración:

- Administración de Usuarios (Modificar, Habilitar o Deshabilitar, Reinicializar Contraseña, Asignar Perfil o Eliminar).
- Administración de eventos públicos y privados.
- Administración de notificaciones.
- Administración de delegaciones.

Anexo I – Funcionalidad del Sistema

5 de 11

- Administración de alertas.
- Administración de dependencias.
- Administración de zonas.
- Administración de localidades.
- Administración de tipos de alerta y descripciones.
- Administración y monitorización de tramos.
- Publicaciones en redes sociales.
- Administración de estadísticas.

Módulo Supervisor de CENIT:

- Administración de Usuarios y perfiles.
- Administración de Contactos.
- Administración de Dependencias.
- Administración y monitorización de tramos.
- Reporte, consulta, Impresión y exportación de información de eventos.
- Historial de eventos.
- Consulta de estadísticas.
- Consulta de mapa.

Módulo Moderador de CENIT:

- Administración y monitorización de tramos.
- Modificar su contraseña.
- Reporte y gestión de eventos e imágenes.
- Administración de bandeja de entrada de eventos.
- Historial de eventos.
- Publicación en redes sociales.
- Administración de contactos.

Módulo Informador de eventos en CENIT:

- Modificar su contraseña.
- Reporte de eventos e imágenes.

Módulo Delegaciones:

- Modificar su contraseña.
- Gestión de eventos privados.
- Generación y/o Impresión de órdenes de trabajo.
- Gestión de órdenes de trabajo históricas.

BUSTOP – LOCALIZACIÓN DE VEHÍCULOS DE TRANSPORTE PÚBLICO

BUSTOP es una aplicación que permite a los usuarios de transporte urbano de pasajeros puedan saber cuándo llega un vehículo a una parada determinada. La información se brinda a través de mensajes de texto (SMS), de aplicaciones móviles, de la web y de pantallas electrónicas ubicadas en la vía pública, principalmente en las paradas de colectivos, trenes, etc.

BUSTOP permite conocer y acceder en tiempo real a la ubicación geográfica de las unidades de transporte de pasajeros, tanto para los usuarios, como para el Ente de gestión y control.

La aplicación incluye:

Módulo Administración del Ente de Gestión y Control de BUSTOP:

- Administración de Usuarios.

- Administración del Tablero de Control.
- Control de los vehículos de transporte de pasajeros.
- Consulta de localización de las unidades de transporte.
- Consulta de posición y velocidad de cada vehículo.
- Consulta de frecuencias de los servicios.
- Gestión de reclamos de los usuarios.
- Consulta de estadísticas de velocidades máximas y mínimas.
- Consulta de Información de flujo de tránsito.
- Administración y monitorización de zonas de recorridos.
- Administración de notificaciones.
- Administración de alertas.

Módulo Usuario de BUSTOP:

- Consulta de horario de los próximos arribos a la parada/estación.
- Consulta de recorridos de las unidades.
- Consulta de horarios del servicio.
- Configuración de alarmas de aviso de arribo.
- Calificar calidad del servicio.
- Realizar reclamos.
- Configuración de favoritos.
- Recibir notificaciones del servicio de transporte a través de diferentes medios.

NÉCTAR - SISTEMA DE FISCALIZACIÓN Y NOTIFICACIONES

NÉCTAR es una aplicación que permite registrar las diferentes habilitaciones que el Municipio desea controlar (taxis, remises, colectivos, transportes escolares, comercios, etc.) en forma centralizada y de una manera muy simple. Además permite a los ciudadanos solicitar Taxis y Remises en tiempo real, que serán asignados a choferes registrados en el Municipio, pudiendo calificar el viaje y abonarlo mediante pago electrónico a través de sus celulares.

La solución incluye:

Módulo Administrativo:

- Administración de Agencias.
- Administración de Celadores de Transporte escolares.
- Administración de Conductores / Choferes.
- Administración de Titulares.
- Administración de Denuncias.
- Administración de Paradas de Taxis.
- Administración de Titulares de Remises, Taxis, Transporte Escolares.
- Administración de Registro de Objetos (remises, taxis, transporte escolares, comercios, etc.)
- Administración de Inspecciones visuales.
- Administración de Denuncias de ciudadanos.
- Administración de Inspectores.

Módulo de Consultas y estadísticas:

- Actas realizadas por Inspectores.

- Consulta de objetos.
- Denuncias realizadas.
- Panel de Control.
- Performance de Inspectores.
- Vencimiento de Objetos.
- Mapa de Denuncias realizadas por ciudadanos.
- Mapa de Paradas de Taxis.

Módulo de Inspectores:

- Verificación de estados de objetos por: Código, matrícula, licencia, NFC, Escaneo de códigos QR.
- Labrar infracciones a Objetos (taxis, remises, comercios, etc).

Módulo de Titulares:

- Conductores asociados.
- Objetos registrados.
- Vencimiento de sus objetos registrados.

Módulo de Ciudadanos:

- Verificación de estados de objetos por: Código, matrícula, licencia, NFC, Escaneo de códigos QR.
- Registrar denuncias.
- Administración de solicitudes de remises/taxis.
- Pago electrónico de remises solicitados.
- Historial de remises y taxis solicitados.

Módulo de RadioTaxi Municipal:

- Administración de solicitudes de remises/taxis.
- Historial de Viajes realizados por ciudadanos.

Módulo de Chofer:

- Viajes asignados.
- Historial de viajes realizados.
- Cobro electrónico de viajes realizados por ciudadanos.

ELEKTU – VOTACIÓN PARTICIPATIVA

El sistema de votación participativa ELEKTU permite la organización, difusión, y recopilación de votos en concursos de distinto tipo, donde los ciudadanos puedan votar algún elemento elegible de su agrado.

El sistema incluye:

Módulo Administración:

- Configurar permisos.
- Configurar fin de votación y envío de resultados.
- Configurar login social para votante.

- Configurar requisitos de un elemento elegible o participante.

Módulo Organizador:

- Organizar y programar concurso.
- Registrar solicitudes de elementos elegibles o participantes.
- Aceptar o rechazar solicitudes de participación, creando usuarios participantes y elementos elegibles.
- Fiscalizar elementos elegibles o participantes.
- Premiar elementos elegibles o participantes.
- Auditar elementos elegibles o participantes.
- Preseleccionar elementos elegibles o participantes.

Módulo Participante:

- Administrar solicitudes de participación.
- Difundir su participación en el concurso.
- Socializar y publicitar su participación en el concurso.

Módulo Votante:

- Realizar votación sobre un elemento elegible o participante.
- Difundir sus elementos elegibles o participantes favoritos.
- Socializar un elemento elegible o participante.

MOBITY – SOLUCIÓN INTEGRAL DE APPS PARA MUNICIPIOS

La solución MOBITY permite agrupar las aplicaciones móviles desarrolladas por la UNLP y por el MUNICIPIO, donde cada ciudadano elige para su propio uso las apps útiles para él, directamente desde su dispositivo móvil Android o Iphone.

La solución incluye:

Módulo Administración:

- Configurar las aplicaciones habilitadas.
- Agregar aplicaciones móviles.
- Agregar aplicaciones web.

Módulo Usuario:

- Mostrar/Ocultar/Ordenar una app en la pantalla principal.
- Mostrar/Ocultar una widget en la pantalla principal.
- Asignar/Modificar/Eliminar una cuenta a una app.
- Acceder a las apps configuradas.
- Usar los widget habilitados.

ALCANCE DE LAS TAREAS A REALIZAR

Se incluyen las siguientes tareas:

- Asesoramiento en el marco regulatorio necesario para Implementar SEM, KONTROLER, CENIT, BUSTOP, NÉCTAR, ELEKTU y MOBITY.
- Dimensionamiento de infraestructura necesaria.

Anexo I - Funcionalidad del Sistema

10 de 11

- Licenciamiento de uso del software y actualizaciones.
- Instalación y puesta en marcha inicial.
- Adecuación acorde al **MUNICIPIO** incluyendo contenidos y aspectos visuales.
- Capacitación a personas encargadas de capacitar a los distintos perfiles de recursos involucrados en el sistema.
- Periódicamente los servicios serán analizados, por un equipo especializado en búsquedas y clasificación de vulnerabilidades, como también la detección de patrones anómalos de tráfico. Esta actividad será reportada para tomar acciones en caso de ser necesario. Vale destacar que este equipo actúa en forma independiente de los grupos que gestionan los servicios de soporte técnico. La sección del Informe correspondiente al servicio objeto del convenio estará disponible a solicitud del **MUNICIPIO**.

FUERA DEL ALCANCE

Están fuera del alcance de este proyecto:

- La resolución de aspectos no relacionados directamente con el SEM, KONTROLER, CENIT, BUSTOP, NÉCTAR, ELEKTU y MOBITY.
- Soporte sobre temas relacionados con Hardware y/o Servicios de Redes internos del **MUNICIPIO** y los comercios adheridos.
- Cualquier tema relacionado con la atención a usuarios finales del sistema (Automovilistas, Comercios, etc.).
- Papelería de cualquier tipo para inspectores y/o comercios adheridos.
- Discos y/o señalización en la vía pública dentro y fuera del área de concesión.
- Equipamiento tecnológico de los comercios (computadora, impresora, insumos y conexión a Internet).
- Equipamiento tecnológico de los inspectores.
- Mensajería SMS, número telefónico local para IVR, mensajes de respuestas, gestión de número corto.
- Recursos Humanos.
- Publicidad y Difusión.
- Indumentaria distintiva de Inspectores
- Hardware necesario de ningún tipo (servidores, equipos de monitoreo, impresoras, etc.).
- Licencias de Uso de Software de Sistema Operativo, Software de Base, y Base de Datos.

PRECONDICIONES Y SUPUESTOS

La incorporación de nueva funcionalidad y mejoras como así también resolución de eventuales errores se harán fuera del horario operable del sistema, sin interrumpir los procesos que se realizan dentro de esa franja horaria y restableciendo todos los servicios una vez terminado el despliegue.

La propiedad intelectual de SEM, KONTROLER, CENIT, BUSTOP, NÉCTAR, ELEKTU y MOBITY es exclusiva de la UNLP.

El **MUNICIPIO** solo adquiere Licencias de Uso.

Dr. Mariano Hormaechea
Intendente Municipal



CONVENIO ESPECIFICO ENTRE UNIVERSIDAD NACIONAL DE LA PLATA Y MUNICIPALIDAD DE DOLORES

De una parte, la **Municipalidad de DOLORES**, en adelante **MUNICIPIO**, representada por su Intendente Municipal Luis María Camilo Etchevarren, con domicilio en calle Castelli n°31 de la ciudad de Dolores, partido de Dolores, Provincia de Buenos Aires; y por la otra, **La Universidad Nacional de La Plata** – en adelante **UNLP** –, creada por ley 4699/05, con domicilio en Av. 7 n° 776 de La Plata, Bs .As, Argentina, representada en este acto por su Vicepresidenta Institucional, Dra. Andrea Mariana Varela, y en calidad de responsable natural del presente convenio, el Sr. Decano de la Facultad de Informática, Dr. Ricardo Marcelo Naiouf.

EXPONEN

Que en virtud del convenio marco suscripto por las partes actualmente vigente, acuerdan suscribir este convenio específico, que se regirá por las siguientes cláusulas:

PRIMERA:

La Facultad de Informática de la UNLP, se compromete a dictar la carrera de Analista en Tecnologías de la Información y la Comunicación (Plan 2021), en adelante ATIC, en el ámbito del MUNICIPIO, a partir del segundo semestre del año 2023.

SEGUNDA:

Los alumnos se inscribirán a la carrera de Analista en Tecnologías de la Información y la Comunicación en forma remota a través del sistema SIPU de la UNLP y posteriormente interactuarán con el sistema SIU Guaraní de la UNLP. Los alumnos estarán inscriptos como alumnos de la Facultad de Informática de la UNLP, con todos sus derechos y obligaciones.

DR. RICARDO MARCELO NAIOUF
DECANO FACULTAD DE INFORMATICA



TERCERA:

La Facultad de Informática designará un coordinador para articular las acciones entre la Facultad y la Municipalidad.

CUARTA:

La Facultad garantizará el nivel de los docentes a cargo de los cursos que se dicten en el municipio, quienes dependerán directamente de las cátedras respectivas que dictan las mismas asignaturas en la Sede La Plata.

Los servicios docentes incluyen el dictado a distancia de las asignaturas con recursos sincrónicos y asincrónicos, atención tutorial personalizada por Internet y en caso de ser necesario actividades presenciales (clases y/o evaluaciones) en el municipio.

Los docentes generarán todo el material de los cursos, del mismo nivel y contenido que el utilizado por los alumnos de la Sede La Plata. Todo el material de las clases (videos / presentaciones / documentación complementaria / etc.) estará disponible para los alumnos, del mismo modo que para los alumnos de la Sede La Plata.

La Facultad facilitará los servicios vía Internet (Por ej. acceso a la Oficina de Alumnos Virtual, Acceso a los servidores y software disponible) para su utilización remota por los alumnos del Municipio de Dolores en las mismas condiciones que para los alumnos de la Sede La Plata.

QUINTA:

Anualmente se definirán los costos del servicio educativo y semestralmente el valor del viático docente para actividades presenciales. El costo anual del servicio educativo será abonado por la Municipalidad contraentrega de una factura de la Facultad, en las cuotas mensuales que correspondan.

SEXTA:

Los alumnos podrán continuar sus estudios en la Sede La Plata informando el cambio en el lugar de origen.

DR. CARLOS ECHENYARREN
INTENDENTE MUNICIPAL

SEPTIMA:

La Municipalidad asegurará la disponibilidad de una Sala de Computación (con máquinas tipo PC convencionales/portables) conectada en red para uso por los alumnos, con acceso a Internet. El número de equipos dependerá del número de alumnos. Esta Sala debiera poder utilizarse para actividades sincrónicas y/o asincrónicas a distancia o para clases/evaluaciones presenciales si correspondiera. Asimismo, tendrá un cañón de proyección para los cursos que se dicten.

La Municipalidad asegurará un nivel de conectividad adecuado en la sala de cómputo (considerando las actividades sincrónicas a realizar por los alumnos que pueden ser videoconferencias con conexión a Internet), cubrirá los costos administrativos/técnicos locales, los costos de los servicios de comunicaciones y el mantenimiento del equipamiento.

OCTAVA:

Será responsable ad-hoc del presente acuerdo, en los términos de la Ordenanza 295/18 UNLP, el Director de la Carrera de Analista en Tecnologías de la Información y la Comunicación Lic. Marcos Boracchia y por la Municipalidad el Sr. Secretario de Educación

NOVENA:

Las partes acuerdan dar publicidad del presente convenio en sus respectivos sitios web institucionales, incluyendo en la noticia correspondiente un enlace al sitio de la contraparte. Deberá enlazarse a la Universidad Nacional de La Plata mediante la dirección de su portal institucional en <http://www.unlp.edu.ar>.

DECIMA:

A los fines que pudiera corresponder las partes fijan domicilio en los arriba indicados y se someten a los Tribunales Federales con asiento en la ciudad de La Plata renunciando a cualquier otro fuero o jurisdicción.

DECIMOPRIMERA:

El presente convenio tendrá una duración de 4 (años) años. Este convenio podrá ser denunciado por cualquiera de las partes mediante comunicación fehaciente, con seis meses de anticipación. La denuncia no enervará las acciones pendientes de programas que no fueren expresamente rescindidos por los organismos signatarios.

El presente convenio específico es celebrado en el marco del régimen establecido por ordenanza 295/18 UNLP y sus normas complementarias

En prueba de conformidad se expiden tres ejemplares a un mismo tenor y efecto.

Por el **MUNICIPIO**

INTERCOMUNALES
INTERCOMUNALES

Luis María Camilo Etchevarren
Intendente Municipal
Fecha:

Por **Universidad Nacional de La Plata**

Dra. ANDREA VARELA
Vicepresidenta
Institucional
Universidad Nacional de La Plata

Dra. Andrea Mariana Varela
Vicepresidenta Institucional UNLP
Fecha:

Por **Facultad -UNLP**

Dr. Ricardo Marcelo Naiouf
Decano Facultad de Informática -
UNLP
Fecha: